Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991

VOLUME 1

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1990-1991

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant à :
Publications Ontario
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone 326-5300.
Interurbain sans frais 1-800-668-9938.

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1990-91

Copies are available free from:
Publications Ontario,
880 Bay St., Toronto.
or by writing to:
Publications Ontario,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 326-5300.
Toll free long distance 1-800-668-9938.

91-01287/

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Introduction		v
Notes explicatives		vii
Ministères		
I	Agriculture et Alimentation	1
III	Procureur général	11
IV	Bureau du Conseil des ministres	27
VI	Affaires civiques	31
VII	Collèges et Universités	39
VIII	Services sociaux et communautaires	49
IX	Consommation et Commerce	57
X	Services correctionnels	71
XI	Culture et Communications	77
XII	Office des personnes handicapées	91
XIII	Éducation	95
XIV	Énergie	103
XV	Environnement	113
XVI	Institutions financières	125
XVII	Office des affaires francophones	131
XVIII	Services gouvernementaux	135
XIX	Santé	145
XX	Logement	157
XXI	Industrie, Commerce et Technologie	171
XXII	Affaires intergouvernementales	181
XXIII	Travail	187
XXIV	Bureau du lieutenant-gouverneur	203
XXV	Conseil de gestion	207
XXVI	Affaires municipales	217
XXVII	Office des affaires autochtones	235
XXVIII	Richesses naturelles	239
XXIX	Développement du Nord et Mines	253
XXXI	Cabinet du premier ministre	261
XXXIII	Revenu	265
XXXIV	Office des personnes âgées	275
XXXV	Formation professionnelle	279
XXXVI	Solliciteur général	285
XXXVII	Tourisme et Loisirs	295
XXXVIII	Transports	307
XXXIX	Trésor et Économie	323
XL	Office de la condition féminine	333
Index		337

INTRODUCTION

Le *Budget des dépenses* de 1990-1991 présente les sommes dont les ministères prévoient d'avoir besoin pendant l'exercice qui commence le 1er avril 1990. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les dépenses imputées. Par l'adoption de la *Loi sur les subsides à la Couronne*, l'Assemblée législative approuve le *Budget des dépenses*, qui habilite alors chacun des ministères à engager les dépenses prévues.

Dans le document, chacun des programmes dont les ministères ont la responsabilité est identifié par un numéro de crédit particulier. Ces crédits sont à leur tour subdivisés en postes pour mieux en distinguer les différentes fonctions. Grâce à la structure de programmes et d'activités, l'Assemblée législative peut affecter avec plus de précision des fonds à des programmes particuliers. À l'intérieur de chacune des activités, les prévisions de dépenses sont indiquées par des catégories: traitements et salaires, avantages sociaux, transports et communications, services, paiements de transfert, etc. (voir les notes explicatives à la page vii).

Pour fins de comparaison, on trouvera les prévisions de dépenses et les dépenses réelles des exercices précédents aux sommaires des programmes et des activités. Les montants qui y apparaissent ont subi un retraitement afin de servir de comparaison dans les cas où il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, des prévisions supplémentaires ou des changements comptables. Le Budget contient aussi des tableaux récapitulatifs des dépenses et de la dotation en personnel.

Le sommaire des programmes de chaque ministère contient un état de rapprochement qui sert à relier les prévisions et chiffres réels des comptes publics publiés antérieurement aux montants ayant fait l'object d'un retraitement.

Lorsque des dépenses supplémentaires exigent l'approbation de l'Assemblée législative après le dépôt du budget principal, il faut déposer un Budget des dépenses supplémentaire.

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE : Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1990-1991 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties d'emprunt), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A., et les subventions remboursables.

Note concernant les crédits législatifs et les autres paiements

Les crédits législatifs et les autres paiements qui regroupent les prêts, avances et dotations en capital et les paiements provenant des caisses de retraite et des fonds connexes, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les autres paiements sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

SOMMAIRE

Le ministère de l'Agriculture et le l'Alimentation a pour mandat d'aider l'industrie agro-alimentaire a assurer un milieu viable pour offrir des produits et des services compétitifs de qualité. Le ministère va continuer de fournir le soutien nécessaire et de répondre aux besoins de l'industrie pour apporter des améliorations dans le secteur, et va s'efforcer d'accroître la capacité de l'industrie de faire face aux changements du marché global, de renforcer les collectivités rurales de l'Ontario et d'assurer le leadership au niveau provincial.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
29 327 565		Administration du ministère	2 768 124	26 559 441	23 501 901
42 622 500		Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	(23 506 800)	66 129 300	43 655 300
183 085 950		Technologie, développement et services régionaux agricoles	(5 755 800)	188 841 750	177 112 100
317 198 200		Aide financière à l'agriculture	58 396 000	258 802 200	278 494 769
572 234 215		**Total du ministère**	31 901 524	540 332 691	522 764 070
(43 552 365)		**Moins : Crédits législatifs**	(10 011 974)	33 540 391	31 472 660
528 681 850	<	**TOTAL À VOTER**	21 889 550	506 792 300	491 291 410
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
558 534 215		Dépenses	31 901 524	526 632 691	510 948 581
13 700 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	—	13 700 000	11 815 489
572 234 215			31 901 524	540 332 691	522 764 070

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	540 332 691	
1.2 Comptes publics 1988-1989		522 778 459
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(14 389)
	540 332 691	522 764 070

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	2 293 700	Bureau principal	5 350	2 288 350	2 129 110
2	9 635 900	Services administratifs et financiers	(423 000)	10 058 900	8 732 100
3	1 951 200	Ressources humaines	(77 300)	2 028 500	1 302 200
4	3 671 500	Services des communications	113 500	3 558 000	3 257 900
5	2 877 100	Analyse et planification	231 500	2 645 600	2 616 600
6	626 000	Services juridiques	101 300	524 700	525 500
7	660 300	Services de vérification	42 000	618 300	527 500
8	6 931 000	Systèmes informatiques	2 546 500	4 384 500	4 031 300
9	629 500	Initiatives de Guelph	216 300	413 200	340 300
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	19 616	Traitement versé aux adjoints parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 319	9 297	9 297
	29 327 565	Total — Administration du ministère	2 768 124	26 559 441	23 501 901
	51 365	Moins : Crédits législatifs	11 974	39 391	39 391
	29 276 200	**Montant à voter**	2 756 150	26 520 050	23 462 510

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (101-1)		$
Traitements et salaires		1 113 750
Avantages sociaux		203 800
Transports et communications		281 600
Services		335 400
Fournitures et matériel		182 800
Paiements de transfert	$	
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario	350	
Foire d'hiver d'Ottawa	26 000	
Foire agricole royale d'hiver	150 000	176 350
		2 293 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaire	19 616

Services administratifs et financiers (101-2)	
Traitements et salaires	3 023 700
Avantages sociaux	891 700
Transports et communications	1 455 300
Services	2 463 500
Fournitures et matériel	836 700
Acquisition/construction de biens immobiliers	965 000
	9 635 900

Ressources humaines (101-3)	
Traitements et salaires	1 116 600
Avantages sociaux	209 200
Transports et communications	107 500
Services	320 700
Fournitures et matériel	197 200
	1 951 200

Services des communications (101-4)	
Traitements et salaires	1 789 000
Avantages sociaux	341 700
Transports et communications	368 700
Services	632 500
Fournitures et matériel	539 600
	3 671 500

Analyse et planification (101-5)	
Traitements et salaires	1 992 200
Avantages sociaux	389 800
Transports et communications	198 900
Services	168 400
Fournitures et matériel	127 800
	2 877 100

Services juridiques (101-6)	$
Transports et communications	15 200
Services	590 300
Fournitures et matériel	20 500
	626 000

Services de vérification (101-7)	
Traitements et salaires	476 900
Avantages sociaux	94 500
Transports et communications	43 000
Services	29 700
Fournitures et matériel	16 200
	660 300

Systèmes informatiques (101-8)	
Traitements et salaires	2 775 500
Avantages sociaux	491 800
Transports et communications	315 500
Services	4 527 100
Fournitures et matériel	821 100
	8 931 000
Moins Recouvrements d'autres activités	2 000 000
	6 931 000

Initiatives de Guelph (101-9)	
Traitements et salaires	238 800
Avantages sociaux	25 300
Transports et communications	34 300
Services	108 800
Fournitures et matériel	22 300
Acquisition/construction de biens immobiliers	200 000
	629 500

Total — Programme d'administration du ministère	29 327 565

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois d'habilitation conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour développer les marchés intérieurs et extérieurs, et pour soutenir les divers secteurs de l'agriculture.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
102		**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DE NORMES DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**			
1	549 200	Administration du programme	23 300	525 900	487 400
2	20 698 100	Commercialisation et développement des marchés	(25 123 000)	45 821 100	22 755 100
3	21 375 200	Normes et qualité des produits alimentaires	1 592 900	19 782 300	20 412 800
	42 622 500	Total — Commercialisation et normes des produits agro-alimentaires	(23 506 800)	66 129 300	43 655 300

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (102-1)		$
Traitements et salaires		183 900
Avantages sociaux		36 800
Transports et communications		32 500
Services		279 100
Fournitures et matériel		16 900
		549 200

Commercialisation et développement des marchés (102-2)		
Traitements et salaires		2 964 700
Avantages sociaux		563 100
Transports et communications		1 721 500
Services		6 182 900
Fournitures et matériel		699 600
Paiements de transfert	$	
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	980 000	
Aide aux ventes à l'exportation	500 000	
Développement de l'industrie alimentaire	2 400 000	
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin	4 400 000	
Paiements de soutien du secteur	421 300	8 701 300
		20 833 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		135 000
		20 698 100

Normes et qualité des produits alimentaires (102-3)		$
Traitements et salaires		13 498 200
Avantages sociaux		2 544 000
Transports et communications		1 617 800
Services		1 702 100
Fournitures et matériel		1 657 500
Paiements de transfert	$	
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	300 000	
Subventions à des associations du secteur	55 600	355 600
		21 375 200
Total — Programme de commercialisation et de normes des produits agro-alimentaires		42 622 500

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'énergie et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives de développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
103		**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**			
1	1 186 400	Administration du programme	(138 500)	1 324 900	1 202 600
2	85 813 950	Éducation et recherche	3 269 400	82 544 550	76 664 300
3	82 585 600	Services consultatifs et techniques	(8 886 700)	91 472 300	87 491 000
L	13 500 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	—	13 500 000	11 754 200
	183 085 950	Total — Technologie, développement et services régionaux agricoles	(5 755 800)	188 841 750	177 112 100
	(13 500 000)	Moins : Crédits législatifs	—	13 500 000	11 754 200
	169 585 950	**Montant à voter**	(5 755 800)	175 341 750	165 357 900

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (103-1)	$
Traitements et salaires	725 500
Avantages sociaux	117 900
Transports et communications	130 300
Services	107 900
Fournitures et matériel	104 800
	1 186 400

Éducation et recherche (103-2)	$	$
Traitements et salaires		22 991 400
Avantages sociaux		3 896 000
Transports et communications		1 776 600
Services		4 583 800
Fournitures et matériel		5 230 800
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 420 000
Paiements de transfert	$	
Université de Guelph	37 785 000	
Fonds de recherche agro-alimentaire	2 000 000	
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	800 000	
Fonds de recherche sur la viande rouge	1 291 800	
Brigade des jeunes environnementalistes	250 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 203 000	
Association des laboureurs de l'Ontario	123 760	
Institut des femmes de l'Ontario	25 000	
Fondation pour la vie à la campagne	75 000	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	36 000	
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario	25 000	
Le Groupement de gestion agricole de Russell	70 300	
Le Groupement de gestion agricole de Prescott	70 300	
Autres subventions à des organisations rurales	160 190	43 915 350
		85 813 950

Services consultatifs et techniques (103-3)	$	$
Traitements et salaires		26 804 400
Avantages sociaux		4 884 400
Transports et communications		3 486 300
Services		5 905 400
Fournitures et matériel		7 324 600
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 525 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Drainage par exutoires municipaux	4 665 000	
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	9 662 000	
Gestion des terres	2 000 000	
Développement de l'industrie de la viande rouge	1 375 000	
Développement de l'industrie du porc	300 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	100 000	
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres	130 000	
Fonctionnement		
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée	734 000	
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	3 050 000	
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	500 000	
Développement de l'industrie de la viande rouge	4 762 000	
Développement de l'industrie du porc	500 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	500 000	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	152 500	
Aide aux producteurs de pommes de terre de semence Elite	30 000	
Subventions à des associations de commercialisation de produits agricoles	95 000	28 555 500
Autres opérations		
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		4 500 000
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités		200 000
		83 185 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	100 000	
Fonctionnement	500 000	600 000
		82 585 600

Crédit législatifs	
Prêts, Avances et Dotations en capital	
Capital	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	13 500 000
Total — Programme de la technologie, du développement et des services régionaux agricoles	183 085 950

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des ristournes sur l'impôt des exploitations agricoles, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des terres.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
104		**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**			
1	292 500	Administration du programme	29 500	263 000	236 700
2	1 399 200	Politique de conservation des terres agricoles	(347 800)	1 747 000	1 320 500
3	285 505 500	Politique d'aide financière à l'agriculture	48 714 300	236 791 200	257 258 500
L	1 000	Paiements de garanties, Loi sur l'administration financière	—	1 000	241 717
L	30 000 000	Paiements à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario, Loi sur l'assurance-récolte	10 000 000	20 000 000	19 437 352
	317 198 200	Total — Aide financière à l'agriculture	58 396 000	258 802 200	278 494 769
	30 001 000	Moins : Crédits législatifs	(10 000 000)	20 001 000	19 679 069
	287 197 200	**Montant à voter**	48 396 000	238 801 200	258 815 700

— NOTES —

I. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (104-1)	$
Traitements et salaires	188 400
Avantages sociaux	37 200
Transports et communications	12 700
Services	47 100
Fournitures et matériel	7 100
	292 500

Politique de conservation des terres agricoles (104-2)	
Traitements et salaires	937 900
Avantages sociaux	173 000
Transports et communications	111 100
Services	130 900
Fournitures et matériel	46 300
	1 399 200

Politique d'aide financière à l'agriculture (104-3)	
Traitements et salaires	5 614 400
Avantages sociaux	825 000
Transports et communications	1 057 600
Services	8 241 400
Fournitures et matériel	726 100

Politique de conservation des terres agricoles (104-3) — suite	$	$
Paiements de transfert	$	
Capital		
Agri Nord	1 085 000	
Fonctionnement		
Remises fiscales aux exploitations agricoles	154 000 000	
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	1 500 000	
Aide reliée aux revenus agricole	48 000 000	
Stabilisation des revenus agricoles	35 000 000	
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	8 000 000	
Débuts agricoles	18 350 000	
Garanties de prêts d'exploitation	1 980 000	
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	425 000	
Agri Nord	380 000	
Programme d'indemnisation contre la rage	350 000	
Subventions et subsides pour le bétail	305 000	
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	375 000	
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	100 000	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	76 000	
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse	20 000	
Assistance pour la récolte agricole désastreuse de 1989	500 000	270 446 000
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole		60 000
		286 970 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	1 085 000	
Fonctionnement	380 000	1 465 000
		285 505 500

Crédits législatifs	$	
Paiements au titre de prêts bancaires garantis	1 000	
Paiements à la caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	30 000 000	30 001 000
Total — Programme d'aide financière à l'agriculture		317 198 200
TOTAL DU MINISTÈRE		572 234 215

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration de la justice et de la prestation des services dans ce domaine à toutes les collectivités de l'Ontario. Il a pour mandat d'assurer un système de justice accessible et équitable, qui réponde aux besoins de la population qu'il dessert. Le bureau du Procureur général engage et coordonne les poursuites pénales par l'intermédiaire d'un réseau régional de procureurs de la Couronne. Le ministère conseille aussi les ministères et organismes gouvernementaux ainsi que les commissions administratives sur toutes les questions juridiques, dont les questions constitutionnelles, et les représente en matière de contentieux civil. Le ministère coordonne l'administration d'un réseau de plus de 375 tribunaux en Ontario. On compte parmi les programmes qu'il administre le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, le Programme d'aide aux victimes et aux témoins et le Bureau des contremesures sur l'ivresse au volant. Le ministère assure également l'orientation et le financement du Régime d'aide juridique. Les conseils, commissions et organismes administratifs relevant de sa tutelle comprennent le bureau du Tuteur public, le bureau du Curateur public, la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, le bureau du Commissaire aux plaintes du public, la Commission chargée d'entendre les plaintes, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de révision de l'évaluation foncière. Enfin, le ministère est chargé de l'initiative et de la gestion de la réforme des lois et règles de droit touchant l'administration de la justice en Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
148 964 757		Avocat de la Couronne	14 201 666	134 763 091	115 667 318
24 211 900		Services administratifs	1 929 500	22 282 400	23 349 467
23 762 900		Services du tuteur et curateur	4 402 800	19 360 100	15 726 326
81 138 100		Services juridiques de la Couronne	21 864 800	59 273 300	52 926 564
7 088 100		Services du conseiller législatif	3 197 500	3 890 600	3 142 693
228 438 100		Administration des tribunaux	11 465 100	216 973 000	184 862 051
25 317 700		Tribunaux administratifs	2 461 000	22 856 700	19 650 335
538 921 557		**Total du ministère**	59 522 366	479 399 191	415 324 754
747 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	745 391	1 301 160
538 174 000	<	**TOTAL À VOTER**	59 520 200	478 653 800	414 023 594
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
538 921 557		Dépenses	59 522 366	479 399 191	415 324 754

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
301		**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**			
1	1 031 700	Procureur général	(55 300)	1 087 000	831 118
2	2 910 500	Sous-procureur général	(1 017 200)	3 927 700	4 073 407
3	140 144 200	Élaboration des politiques	14 251 000	125 893 200	107 235 415
4	1 620 400	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	294 500	1 325 900	1 153 522
5	3 216 400	Commissions royales	726 500	2 489 900	2 334 465
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	148 964 757	Total — Avocat de la Couronne	14 201 666	134 763 091	115 667 318
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	148 923 200	**Montant à voter**	14 199 500	134 723 700	115 627 927

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Procureur général (301-1)	$
Traitements et salaires	722 800
Avantages sociaux	74 000
Transports et communications	61 600
Services	106 500
Fournitures et matériel	66 800
	1 031 700
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Sous-procureur général (301-2)			$
Traitements et salaires			1 369 700
Avantages sociaux			299 600
Transports et communications			27 500
Services			1 155 600
Fournitures et matériel			33 100
Paiements de transfert			
Subventions — Conseil canadien d'information juridique			25 000
			2 910 500

Élaboration des politiques (301-3)			$
Traitements et salaires			1 982 700
Avantages sociaux			351 800
Transports et communications			35 000
Services			72 900
Fournitures et matériel			50 000
Paiements de transfert		$	
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes		100 000	
Subvention au Conseil sur les relations interraciales et la surveillance		20 000	
Contribution au			
Fonds d'aide juridique	$		
Programme de certificats	110 679 400		
Services communautaires d'aide juridique	26 853 400	137 532 800	137 652 800
			140 145 200
Moins: Recouvrements d'autres ministères			1 000
			140 144 200

Recherche juridique (301-4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	$
Traitements et salaires	972 300
Avantages sociaux	179 000
Transports et communications	49 300
Services	291 200
Fournitures et matériel	128 600
	1 620 400

Commissions royales (301-5)	
Traitements et salaires	234 000
Avantages sociaux	17 600
Transports et communications	119 000
Services	2 652 800
Fournitures et matériel	193 000
	3 216 400
Total — Programme de l'avocat de la Couronne	148 964 757

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
302		**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**			
1	2 399 200	Bureau principal	(308 400)	2 707 600	2 269 891
2	4 823 200	Services administratifs et financiers	(78 400)	4 901 600	4 493 033
3	3 724 700	Ressources humaines	1 100 900	2 623 800	2 285 253
4	3 584 300	Services des communications	328 600	3 255 700	3 502 827
5	1 466 300	Services de vérification	239 700	1 226 600	1 115 496
6	8 214 200	Systèmes informatiques	647 100	7 567 100	9 682 967
	24 211 900	Total — Services administratifs	1 929 500	22 282 400	23 349 467

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (302-1)	$
Traitements et salaires	608 400
Avantages sociaux	178 000
Transports et communications	218 000
Services	1 042 300
Fournitures et matériel	323 500
Paiements de transfert	
Subventions à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	30 000
	2 400 200
Moins: Recouvrements d'autres ministères	1 000
	2 399 200

Services administratifs et financiers (302-2)	
Traitements et salaires	3 506 500
Avantages sociaux	638 500
Transports et communications	159 200
Services	642 200
Fournitures et matériel	337 100
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	2 000
	5 285 500
Moins : Recouvrements d'autres activités	462 300
	4 823 200

Ressources humaines (302-3)	
Traitements et salaires	2 829 700
Avantages sociaux	504 800
Transports et communications	86 700
Services	157 400
Fournitures et matériel	147 100
	3 725 700
Moins: Recouvrements d'autres activités	1 000
	3 724 700

Services des communications (302-4)	$
Traitements et salaires	883 200
Avantages sociaux	119 500
Transports et communications	53 500
Services	2 070 800
Fournitures et matériel	27 300
Paiements de transfert	
Soutien aux groupes communautaires et de citoyens	430 000
	3 584 300

Services de vérification (302-5)	
Traitements et salaires	1 116 600
Avantages sociaux	210 400
Transports et communications	120 300
Services	5 300
Fournitures et matériel	13 700
	1 466 300

Systèmes informatiques (302-6)	
Traitements et salaires	3 789 000
Avantages sociaux	708 500
Transports et communications	252 100
Services	2 843 400
Fournitures et matériel	621 200
	8 214 200

Total — Programme des services administratifs	24 211 900

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
303		**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR**			
1	10 874 500	Tuteur public	1 114 700	9 759 800	8 133 061
2	12 242 500	Curateur public	3 123 200	9 119 300	7 135 132
3	645 900	Comptable de la Cour suprême	164 900	481 000	458 133
	23 762 900	Total — Services du tuteur et curateur	4 402 800	19 360 100	15 726 326

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Tuteur public (303-1)	$
Traitements et salaires	4 304 500
Avantages sociaux	675 800
Transports et communications	186 100
Services	5 717 900
Fournitures et matériel	138 100
	11 022 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	147 900
	10 874 500

Curateur public (303-2)	
Traitements et salaires	6 579 000
Avantages sociaux	1 140 200
Transports et communications	197 600
Services	3 131 800
Fournitures et matériel	1 193 900
	12 242 500

Comptable de la Cour suprême (303-3)	$
Traitements et salaires	303 600
Avantages sociaux	53 800
Transports et communications	8 100
Services	132 400
Fournitures et matériel	148 000
	645 900
Total — Programme des services du tuteur et curateur	23 762 900

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
304		**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**			
1	66 507 000	Droit criminel	14 832 800	51 674 200	45 546 575
2	6 624 200	Droit civil	1 358 300	5 265 900	4 941 690
3	2 695 500	Droit constitutionnel et politiques	790 000	1 905 500	1 522 716
4	5 309 400	Services juridiques fournis à d'autres ministères	4 883 700	425 700	385 910
L	1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	—	1 000	265 233
L	1 000	Loi sur les actions contre la Couronne	—	1 000	264 440
	81 138 100	Total — Services juridiques de la Couronne	21 864 800	59 273 300	52 926 564
	2 000	Moins : Crédits législatifs	—	2 000	529 673
	81 136 100	**Montant à voter**	21 864 800	59 271 300	52 396 891

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Droit criminel (304-1)	$
Traitements et salaires	43 560 800
Avantages sociaux	7 926 500
Transports et communications	2 271 100
Services	11 465 500
Fournitures et matériel	1 281 100
Paiements de transfert	
Association des procureurs de la Couronne	2 000
	66 507 000

Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 000

Droit civil (304-2)	
Traitements et salaires	4 942 700
Avantages sociaux	879 700
Transports et communications	204 200
Services	414 000
Fournitures et matériel	184 600
	6 625 200
Moins: Recouvrements d'autres ministères	1 000
	6 624 200

Droit constitutionnel et politiques (304-3)	
Traitements et salaires	2 109 500
Avantages sociaux	328 600
Transports et communications	38 600
Services	139 700
Fournitures et matériel	79 100
	2 695 500

Crédits législatifs	$
Loi sur les actions contre la Couronne	1 000

Services juridiques fournis à d'autres ministères (304-4)	
Traitements et salaires	26 541 400
Avantages sociaux	5 033 300
Transports et communications	10 300
Services	4 344 700
Fournitures et matériel	23 300
	35 953 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 643 600
	5 309 400

Administration	$	
Traitements et salaires	291 200	
Avantages sociaux	52 100	
Transports et communications	10 300	
Services	86 000	
Fournitures et matériel	23 300	462 900

Directions des services juridiques	$	
Traitements et salaires	26 250 200	
Avantages sociaux	4 981 200	
Services	4 258 700	
	35 490 100	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 643 600	4 846 500
Total — Programme des services juridiques de la Couronne		81 138 100

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE CONSEILLER LÉGISLATIF :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
305		**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**			
1	7 088 100	Services du conseiller législatif	3 197 500	3 890 600	3 142 693
	7 088 100	Total — Services du conseiller législatif	3 197 500	3 890 600	3 142 693

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services du conseiller législatif (305-1)	$
Traitements et salaires	3 456 100
Avantages sociaux	563 200
Transports et communications	34 400
Services	2 323 000
Fournitures et matériel	711 400
	7 088 100
Total — Programme des services du conseiller législatif	7 088 100

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
306		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**			
1	208 585 600	Administration de la justice	6 909 700	201 675 900	169 994 709
2	19 148 500	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	4 555 400	14 593 100	14 135 246
L	211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	—	211 500	229 250
L	492 500	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	—	492 500	502 846
	228 438 100	Total — Administration des tribunaux	11 465 100	216 973 000	184 862 051
	704 000	Moins : Crédits législatifs	—	704 000	732 096
	227 734 100	**Montant à voter**	11 465 100	216 269 000	184 129 955

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration de la justice (306-1)	$
Traitements et salaires	119 777 300
Avantages sociaux	27 601 900
Transports et communications	9 013 000
Services	39 109 100
Fournitures et matériel	7 793 300
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 150 000
Paiements de transfert	1 141 000
	208 585 600

Administration	$	
Traitements et salaires	2 006 400	
Avantages sociaux	364 400	
Transports et communications	251 600	
Services	1 431 700	
Fournitures et matériel	711 700	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 150 000	
Paiements de transfert		
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	957 800	9 873 600

Opéations des tribinaux	$	$	
Traitements et salaires		117 770 900	
Avantages sociaux		27 237 500	
Transports et communications		8 761 400	
Services		37 677 400	
Fournitures et matériel		7 081 600	
Paiements de transfert	$		
Bibliothèque des juges	10 000		
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600		
Association des juges de paix	1 000		
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	109 100		
Centre canadien de la magistrature	50 200	183 200	198 712 000

Crédits législatifs	$
Allocations aux juges de la Cour suprême	211 500
Allocations aux juges	492 500

Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (306-2)	
Traitements et salaires	8 520 000
Avantages sociaux	1 527 600
Transports et communications	1 114 900
Services	7 380 400
Fournitures et matériel	605 600
	19 148 500

Total — Programme d'administration des tribunaux	228 438 100

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
307		**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**			
1	4 670 700	Commission de révision de l'évaluation foncière	301 400	4 369 300	4 163 679
2	154 000	Commission de négociation	8 600	145 400	106 571
3	10 357 700	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	(892 600)	11 250 300	8 730 766
4	6 138 800	Commission des affaires municipales de l'Ontario	391 900	5 746 900	5 530 348
5	3 682 000	Bureau du commissaire aux plaintes du public	2 337 200	1 344 800	1 118 971
6	314 500	Commission chargée d'entendre les plaintes	314 500	—	—
	25 317 700	Total — Tribunaux administratifs	2 461 000	22 856 700	19 650 335

— NOTES —

III. — MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission de révision de l'évaluation foncière (307-1)	$
Traitements et salaires	2 442 600
Avantages sociaux	399 900
Transports et communications	641 200
Services	1 096 900
Fournitures et matériel	90 100
	4 670 700

Commission de négociation (307-2)	
Traitements et salaires	110 100
Avantages sociaux	11 200
Transports et communications	17 100
Services	13 600
Fournitures et matériel	2 000
	154 000

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (307-3)	
Traitements et salaires	1 183 800
Avantages sociaux	211 500
Transports et communications	113 200
Services	202 200
Fournitures et matériel	59 800
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	8 587 200
	10 357 700

Commission des affaires municipales de l'Ontario (307-4)	$
Traitements et salaires	4 497 100
Avantages sociaux	830 200
Transports et communications	491 300
Services	209 100
Fournitures et matériel	101 100
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	6 138 800

Bureau du commissaire aux plaintes du public (307-5)	
Traitements et salaires	1 278 500
Avantages sociaux	226 500
Transports et communications	184 800
Services	1 585 500
Fournitures et matériel	406 700
	3 682 000

Commission chargée d'entendre les plaintes (307-6)	
Traitements et salaires	77 100
Avantages sociaux	13 900
Transports et communications	8 300
Services	211 000
Fournitures et matériel	4 200
	314 500

Total — Programme des tribunaux administratifs	25 317 700
TOTAL DU MINISTÈRE	538 921 557

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

SOMMAIRE

Le Bureau du Conseil des ministres est l'agence centrale qui appuie le Premier Ministre, son Conseil des ministres et les comité de ce dernier dans leur activités visant à établir les grandes orientations et priorités du gouvernement et à fixer le programme législatif. Le Bureau coordonne les initiatives gouvernementales en matière de politiques et assure l'appui nécessaire au Premier Ministre et au Conseil des ministres dans les domaines suivants : nominations par décrets, correspondence du Premier Ministre, demandes d'accès à l'information et autres questions administratives. Les principaux clients du Bureau sont le Premier Ministre, le Conseil des ministres, les autres agences centrales et les ministères opérationnels. Certains services (comme ceux des décrets, de la correspondence du Premier Ministre et de l'accès à l'information) ont toutefois des rapports directs avec le public.

Le Bureau du Conseil des ministres sert également de conseiller en matière d'administration et d'opérations auprès du Cabinet du Premier Ministre et d'autres unités organisationnelles non-reliées à des ministrères, tel le Bureau du leader parlementaire.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
5 571 000		Bureau du Conseil des ministres	(79 700)	5 650 700	4 835 270
5 571 000		**Total — Bureau du Conseil des ministres**	(79 700)	5 650 700	4 385 270
5 571 000	<	**TOTAL À VOTER**	(79 700)	5 650 700	4 385 270
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 571 000		Dépenses	(79 700)	5 650 700	4 385 270

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	9 338 600	
1.2 Comptes publics 1988-1989		8 194 556
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(3 687 900)	(3 359 286)
	5 650 700	4 385 270

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
401		**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**			
1	5 408 200	Bureau principal	(81 400)	5 489 600	4 738 220
2	162 800	Leader parlementaire	1 700	161 100	97 050
	5 571 000	Total — Bureau du Conseil des ministres	(79 700)	5 650 700	4 835 270

— NOTES —

IV. — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (401-1)	$
Traitements et salaires	3 473 900
Avantages sociaux	684 900
Transports et communications	211 000
Services	650 000
Fournitures et matériel	388 400
	5 408 200

Leader parlementaire (401-2)	$
Traitements et salaires	121 000
Avantages sociaux	20 500
Transports et communications	5 500
Services	13 500
Fournitures et matériel	2 300
	162 800
TOTAL — Programme du Bureau du Conseil des ministres	5 571 000
TOTAL — BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	5 571 000

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

SOMMAIRE

Le mandat du ministère est de favoriser la pleine participation des Ontariens et Ontariennes de toutes les cultures et de toutes les races au développement de la vie sociale, économique et culturelle de la province et de promouvoir une identité partagée, tout en respectant la diversité des cultures et des races en Ontario.

Le ministère répond aux besoins des immigrants, des minorités raciales et des populations autochtones par les moyens suivants : une méthode d'élaboration de politiques cherchant à influer sur l'ensemble de la politique gouvernementale et sur les politiques au sein de chaque ministère et dans les secteurs qu'elles appuient; des services indirects (subventions, formation, matériel ressource et consultation) pour soutenir les organismes communautaires; services directs et éducation.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
4 940 257		Administration du ministère	1 563 866	3 376 391	3 284 195
38 463 200		Soutien aux relations civiques	268 500	38 194 700	34 131 562
12 149 600		Commission des droits de la personne	1 080 300	11 069 300	8 503 507
55 553 057		**Total du ministère**	2 912 666	52 640 391	45 919 264
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
55 511 500	<	**TOTAL À VOTER**	2 910 500	52 601 000	45 879 873
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
55 553 057		Dépenses	2 912 666	52 640 391	45 919 264

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	51 553 391	
1.2 Comptes publics 1988-1989		45 914 585
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	1 087 000	1 066 579
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères	–	(1 061 900)
	52 640 391	45 919 264

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale du ministère par l'élaboration et la planification des politiques globale.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 353 800	Bureau principal	(74 700)	1 428 500	1 365 589
2	3 054 900	Analyse et planification	1 436 400	1 618 500	1 491 448
3	490 000	Commissions d'enquête	200 000	290 000	387 767
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	4 940 257	Total — Administration du ministère	1 563 866	3 376 391	3 284 195
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	4 898 700	**Montant à voter**	1 561 700	3 337 000	3 244 804

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (601-1)	$
Traitements et salaires	878 400
Avantages sociaux	110 600
Transports et communications	83 000
Services	212 900
Fournitures et matériel	68 900
	1 353 800
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Analyse et planification (601-2)	$
Traitements et salaires	1 315 300
Avantages sociaux	213 700
Transports et communications	53 000
Services	1 417 300
Fournitures et matériel	56 600
	3 055 900
Moins: Recouvrement d'autres ministères	1 000
	3 054 900
Commissions d'enquête (601-3)	
Transports et communications	25 000
Services	390 000
Fournitures et matériel	75 000
	490 000
Total — Programme d'administration du ministère	4 940 257

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les immigrants, les membres des minorités culturelles et raciales et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il fournit un appui à l'acceptation de toutes les cultures et de toutes les races et à la réceptivité à leur égard; au développement économique et culturel des autochtones; ainsi qu'à l'amélioration de l'accès des gens de différentes cultures et races aux programmes et aux services gouvernementaux.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
602		**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**			
1	481 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	(500)	481 500	409 061
2	14 818 300	Relations civiques	1 067 300	13 751 000	13 206 879
3	4 183 300	Services spéciaux aux autochtones	72 700	4 110 600	3 806 810
4	3 506 400	Direction générale des relations interraciales	405 000	3 101 400	2 693 929
5	7 995 000	Installations communautaires	(1 026 000)	9 021 000	7 754 297
6	7 479 200	Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales	(250 000)	7 729 200	6 260 586
	38 463 200	Total — Soutien aux relations civiques	268 500	38 194 700	34 131 562

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles (602-1)	$
Traitements et salaires	180 500
Avantages sociaux	14 100
Transports et communications	75 000
Services	183 400
Fournitures et matériel	28 000
	481 000

Relations civiques (602-2)	$	$
Traitements et salaires		4 512 200
Avantages sociaux		736 300
Transports et communications		242 800
Services		812 400
Fournitures et matériel		745 700
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	879 300	
Subventions pour projets communautaires	2 701 300	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	4 188 300	
Subventions au titre des services d'interprètes et des programmes de formation	1 000	
Subventions pour le multiculturalisme en milieu de travail	1 000	7 770 900
		14 820 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 000
		14 818 300

Services spéciaux aux autochtones (602-3)	$	$
Traitements et salaires		2 209 600
Avantages sociaux		335 000
Transports et communications		293 100
Services		130 500
Fournitures et matériel		215 200
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 220 200	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	1 000	1 221 200
		4 404 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères		221 300
		4 183 300

Direction générale des relations interraciales (602-4)	
Traitements et salaires	1 758 400
Avantages sociaux	293 500
Transports et communications	110 800
Services	1 279 700
Fournitures et matériel	65 000
	3 507 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	3 506 400

Installations communautaires (602-5)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subventions aux communautés	7 995 000
	7 995 000

Stratégies relatives au multiculturalisme et aux relations interraciales (602-6)	
Transports et communications	1 000
Services	4 820 700
Fournitures et matériel	1 000
Paiements de transfert	
Fonds pour le multiculturalisme et les relations interraciales	2 656 500
	7 479 200

Total — Programme de soutien aux relations civiques	38 463 200

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE :

Ce programme vise à créer, au niveau des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel les particuliers seront amenés à se sentir égaux en dignité et en droits; à protéger les particuliers de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
603		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**			
1	12 149 600	Commission ontarienne des droits de la personne	1 080 300	11 069 300	8 503 507
	12 149 600	Total — Commission des droits de la personne	1 080 300	11 069 300	8 503 507

— NOTES —

VI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission ontarienne des droits de la personne (603-1)	$
Traitements et salaires	8 358 400
Avantages sociaux	1 405 100
Transports et communications	804 900
Services	1 394 800
Fournitures et matériel	186 400
	12 149 600
Total — Programme de la Commission des droits de la personne	12 149 600
TOTAL DU MINISTÈRE	55 553 057

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

SOMMAIRE

La mission du ministère est de permettre à l'Ontario de réaliser ses objectifs sociaux et économiques, d'une part, en offrant aux habitants de la province un enseignement postsecondaire excellent, pertinent et accessible et, d'autre part, en appuyant la recherche et le développement de l'expertise requise en matière de technologie.

Le ministère tire son mandat de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. Il exécute son mandat en élaborant des politiques et des programmes reliés au financement des collèges et universités, en réglementant les collèges et les écoles de formation professionnelle privées conformément aux lois et règlements applicables; et en administrant l'aide financière offerte aux étudiants admisibles.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
6 673 208		Administration du ministère	(383)	6 673 591	5 426 265
1 924 183 100		Aide aux universités	151 689 200	1 772 493 900	1 650 487 917
819 730 400		Aide aux collèges	68 255 900	751 474 500	711 954 281
220 064 800		Affaires étudiantes	743 100	219 321 700	194 309 325
2 970 651 508		**Total du ministère**	220 687 817	2 749 963 691	2 562 177 788
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	(29 583)	39 391	39 391
(110 000 000)		**Redressement pour les paiements d'avance**	(110 000 000)	—	110 000 000
2 860 641 700	<	**TOTAL À VOTER**	110 717 400	2 749 924 300	2 672 138 397
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 860 651 508		Dépenses	110 687 817	2 749 963 691	2 672 177 788

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	2 745 963 691	
1.2 Comptes publics 1988-1989		2 668 101 205
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(173 417)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	4 000 000	4 250 000
	2 749 963 691	2 672 177 788

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	2 056 400	Bureau principal	(833 500)	2 889 900	1 917 777
2	1 132 900	Services des communications	145 100	987 800	831 757
3	3 335 700	Analyse et planification	677 400	2 658 300	2 563 734
4	138 400	Services juridiques	40 200	98 200	73 606
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(30 094)	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	6 673 208	Total — Administration du ministère	(383)	6 673 591	5 426 265
	9 808	Moins : Crédits législatifs	(29 583)	39 391	39 391
	6 663 400	**Montant à voter**	29 200	6 634 200	5 386 874

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (701-1)	$
Traitements et salaires	1 001 200
Avantages sociaux	184 900
Transports et communications	135 000
Services	446 000
Fournitures et matériel	67 600
Paiements de transfert	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	221 700
	2 056 400
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services des communications (701-2)	$
Traitements et salaires	480 700
Avantages sociaux	70 500
Transports et communications	66 000
Services	274 100
Fournitures et matériel	241 600
	1 132 900

Analyse et planification (701-3)	
Traitements et salaires	1 371 300
Avantages sociaux	961 300
Transports et communications	316 100
Services	606 400
Fournitures et matériel	80 600
	3 335 700

Services juridiques (701-4)	
Traitements et salaires	28 300
Avantages sociaux	4 200
Transports et communications	6 700
Services	92 200
Fournitures et matériel	7 000
	138 400
Total — Programme d'administration du ministère	6 673 208

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidents de la province admissibles à l'université.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
702		**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**			
1	258 800	Administration du programme	(60 400)	319 200	297 934
2	1 918 184 200	Aide provinciale aux universités	152 549 900	1 765 634 300	1 642 228 203
3	4 856 300	Soutien à la recherche et activités internationales	(878 600)	5 734 900	7 378 154
4	883 800	Conseil ontarien des affaires universitaires	78 300	805 500	583 626
	1 924 183 100	Total — Aide aux universités	151 689 200	1 772 493 900	1 650 487 917
	(77 700 000)	Redressement pour les paiements d'avance	(77 700 000)	—	77 700 000
	1 846 483 100	**Montant à voter**	73 989 200	1 772 493 900	1 728 187 917

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (702-1)	$
Traitements et salaires	198 400
Avantages sociaux	28 200
Transports et communications	12 500
Services	9 700
Fournitures et matériel	10 000
	258 800

Aide provinciale aux universités (702-2)	$	$
Traitements et salaires		1 395 600
Avantages sociaux		209 300
Transports et communications		75 500
Services		169 500
Fournitures et matériel		24 300
Paiements de transfert		
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 822 800 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	15 810 000	1 838 610 000
		1 840 484 200

Soutien à la recherche et activités internationales (702-3)	$	$
Traitements et salaires		518 000
Avantages sociaux		76 900
Transports et communications		62 700
Services		163 800
Fournitures et matériel		33 900
Paiements de transfert		
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	8 000 000	
Centres d'entreprenariat	900 000	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	
Entente Ontario/Jiangsu	318 800	
Centre ontarien de calcul à grande échelle	500 000	
Centre d'études internationales	552 200	12 901 000
		13 756 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		8 900 000
		4 856 300

Conseil ontarien des affaires universitaires (702-4)	$
Traitements et salaires	553 800
Avantages sociaux	82 100
Transports et communications	87 800
Services	126 100
Fournitures et matériel	34 000
	883 800

Total — Programme d'aide aux universités	1 846 483 100

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
703		**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**			
1	286 500	Administration du programme	14 600	271 900	237 184
2	816 848 600	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	69 396 700	747 451 900	708 204 306
3	430 300	Écoles privées de formation professionnelle	23 800	406 500	419 218
4	1 173 400	Écoles pour les aides-infirmiers	(1 184 200)	2 357 600	2 047 187
5	934 000	Conseil ontarien des affaires collégiales	5 000	929 000	1 009 292
6	57 600	Commission des relations de travail dans les collèges	—	57 600	37 094
	819 730 400	Total — Aide aux collèges	68 255 900	751 474 500	711 954 281
	(32 300 000)	Redressement pour les paiements d'avance	(32 300 000)	—	32 300 000
	787 430 400	**Montant à voter**	35 955 900	751 474 500	744 254 281

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (703-1)	$
Traitements et salaires	213 400
Avantages sociaux	29 800
Transports et communications	17 800
Services	12 400
Fournitures et matériel	13 100
	286 500

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (703-2)		
Traitements et salaires		3 409 400
Avantages sociaux		511 500
Transports et communications		209 900
Services		1 630 500
Fournitures et matériel		187 300
Paiements de transfert	$	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	758 800 000	
Subventions pour la Cité Collégiale	12 700 000	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	7 100 000	778 600 000
		784 548 600

Écoles privées de formation professionnelle (703-3)	$
Traitements et salaires	300 900
Avantages sociaux	44 400
Transports et communications	21 500
Services	54 300
Fournitures et matériel	9 200
	430 300

Écoles pour les aides-infirmiers (703-4)	
Traitements et salaires	958 700
Avantages sociaux	138 200
Transports et communications	25 800
Services	24 900
Fournitures et matériel	25 800
	1 173 400

Conseil ontarien des affaires collégiales (703-5)	
Traitements et salaires	383 800
Avantages sociaux	57 600
Transports et communications	117 800
Services	303 300
Fournitures et matériel	71 500
	934 000

Commission des relations de travail dans les collèges (703-6)	
Transports et communications	10 000
Services	45 600
Fournitures et matériel	2 000
	57 600
Total — Programme d'aide aux collèges	787 430 400

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux éléments particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
704		**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**			
1	220 064 800	Aide provinciale aux étudiants	743 100	219 321 700	194 309 325
	220 064 800	Total — Affaires étudiantes	743 100	219 321 700	194 309 325

— NOTES —

VII. — MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Aide provinciale aux étudiants (704-1)		$
Traitements et salaires		4 077 300
Avantages sociaux		572 000
Transports et communications		1 902 300
Services		1 439 400
Fournitures et matériel		276 500
Paiements de transfert	$	
Programmes d'aide aux étudiants	210 012 300	
Bourses d'échange Ontario/Québec	76 000	
Programmes de langue seconde	1 709 000	211 797 300
		220 064 800
Total — Programme des affaires étudiantes		220 064 800
TOTAL DU MINISTÈRE		2 860 651 508

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE

Le ministère a pour mandat d'assurer le leadership en ce qui concerne la planification et la prestation de toute une gamme de services sociaux destinés à rehausser l'autonomie des particuliers et des familles de tout l'Ontario. Il s'agit notamment de mettre en oeuvre des services spécifiques, ainsi que de les soutenir et de les surveiller, dans des domaines tels que le maintien du revenu et le soutien familial, les services à l'enfance et à la famille, la garde d'enfants, les services aux personnes âgées, les services concernant les jeunes contrevenants et les services aux personnes atteintes de handicaps physiques ou de déficience mentale.

De concert avec ses partenaires dans la communauté, notamment les municipalités et les organismes philanthropiques, le Ministère vise à promouvoir la stabilité et la qualité de vie des habitants de l'Ontario. Cet objectif s'accomplira en renforçant les moyens dont disposent les collectivités face aux changements de situation et leur efficacité face aux besoins économiques et sociaux des familles et des particuliers, dont la dignité et l'indépendance doivent toujours être respectées.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
46 213 157		Administration du ministère	3 550 566	42 662 591	41 315 645
5 799 612 300		Services aux adultes et aux enfants	835 902 100	4 963 710 200	4 269 594 724
5 845 825 457		**Total du ministère**	839 452 666	5 006 372 791	4 310 910 369
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
5 845 783 900	<	**TOTAL À VOTER**	839 450 500	5 006 333 400	4 310 870 978
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 845 825 457		Dépenses	839 452 666	5 006 372 791	4 310 910 369

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	5 007 179 891	
1.2 Comptes publics 1988-1989		4 311 701 136
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(10 967)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(807 100)	(779 800)
	5 006 372 791	4 310 910 369

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 410 600	Bureau principal	216 200	1 194 400	1 055 771
2	14 717 100	Services administratifs et financiers	1 640 200	13 076 900	12 728 706
3	5 045 000	Ressources humaines	(9 700)	5 054 700	4 854 326
4	2 182 000	Services des communications	121 800	2 060 200	1 738 167
5	1 972 700	Services juridiques	305 600	1 667 100	1 584 385
6	2 863 800	Services de vérification	170 000	2 693 800	2 532 998
7	13 852 700	Systèmes informatiques	740 200	13 112 500	13 115 145
8	4 127 700	Commission de révision de l'aide sociale	364 100	3 763 600	3 666 756
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	46 213 157	Total — Administration du ministère	3 550 566	42 662 591	41 315 645
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	46 171 600	**Montant à voter**	3 548 400	42 623 200	41 276 254

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (801-1)	$
Traitements et salaires	941 400
Avantages sociaux	245 500
Transports et communications	104 800
Services	56 800
Fournitures et matériel	62 100
	1 410 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (801-2)	
Traitements et salaires	10 335 400
Avantages sociaux	2 051 000
Transports et communications	430 600
Services	1 473 600
Fournitures et matériel	426 500
	14 717 100

Ressources humaines (801-3)	
Traitements et salaires	3 115 800
Avantages sociaux	613 800
Transports et communications	590 700
Services	586 100
Fournitures et matériel	138 600
	5 045 000

Services des communications (801-4)	$
Traitements et salaires	1 208 100
Avantages sociaux	232 200
Transports et communications	82 800
Services	563 400
Fournitures et matériel	95 500
	2 182 000

Services juridiques (801-5)	
Traitements et salaires	46 100
Avantages sociaux	8 600
Transports et communications	57 700
Services	1 820 400
Fournitures et matériel	39 900
	1 972 700

Services de vérification (801-6)	
Traitements et salaires	1 911 300
Avantages sociaux	384 700
Transports et communications	239 500
Services	269 200
Fournitures et matériel	59 100
	2 863 800

Systèmes informatiques (801-7)	
Traitements et salaires	6 731 000
Avantages sociaux	1 313 900
Transports et communications	193 600
Services	5 148 900
Fournitures et matériel	465 300
	13 852 700

Commission de révision de l'aide sociale (801-8)	
Traitements et salaires	1 191 300
Avantages sociaux	236 100
Transports et communications	742 000
Services	1 931 700
Fournitures et matériel	26 600
	4 127 700

Total — Programme d'administration du ministère	46 213 157

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; services d'emploi en établissement et les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées et pour les personnes diminuées physiquement; les programmes pour les victimes de la violence familiale; les services en établissement et communautaires pour les adultes et les enfants atteints de déficience mentale; et les services en établissement, de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, et autres.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
802		**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**			
1	37 905 900	Administration du programme	1 415 500	36 490 400	33 754 690
2	27 259 400	Administration des services régionaux	(76 000)	27 335 400	25 204 422
3	3 007 209 300	Maintien du revenu	501 058 700	2 506 150 600	2 148 907 464
4	859 913 800	Services sociaux aux adultes	118 916 900	740 996 900	636 814 332
5	1 069 426 200	Services à l'enfance	120 272 500	949 153 700	802 813 872
6	792 141 100	Services aux adultes et aux enfants atteints de déficience mentale	88 557 900	703 583 200	622 099 944
7	5 756 600	Secrétariat provincial de l'action antidrogue	5 756 600	—	—
	5 799 612 300	Total — Services aux adultes et aux enfants	835 902 100	4 963 710 200	4 269 594 724

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (802-1)		$
Traitements et salaires		19 129 300
Avantages sociaux		3 710 100
Transports et communications		2 115 700
Services		9 739 900
Fournitures et matériel		1 680 800
Paiements de transfert	$	
Projets d'élaboration des politiques et des programmes	1 324 600	
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	1 530 100
		37 905 900

Administration des services régionaux (802-2)	
Traitements et salaires	20 162 100
Avantages sociaux	4 069 100
Transports et communications	1 350 100
Services	977 600
Fournitures et matériel	700 500
	27 259 400

Maintien du revenu (802-3)			
Traitements et salaires			43 219 400
Avantages sociaux			8 139 700
Transports et communications			6 147 700
Services			2 576 800
Fournitures et matériel			1 993 400
Paiements de transfert		$	
Allocations et prestations versées par la province		1 961 228 400	
Allocations et prestations versées par les municipalités		836 164 300	
Régime de médicaments de l'Ontario	$		
Provincial	117 894 900		
Municipal	29 835 300	147 730 200	
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique		1 200	
Fonds du souvenir		1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario		7 200	2 945 132 300
			3 007 209 300

Services sociaux aux adultes (802-4)		$
Traitements et salaires		12 963 200
Avantages sociaux		2 430 200
Transports et communications		1 156 200
Services		291 900
Fournitures et matériel		179 100
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation	27 400 000	
Fonctionnement		
Personnes âgées	466 360 900	
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissements	309 213 600	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	42 541 200	
Royal Canadian Humane Association	500	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500	
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth	4 000	
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario)	25 000	
Association canadienne de gérontologie	2 500	
Association canadienne de recherche en gérontologie	2 000	
Institut canadien de religion et de gérontologie	4 000	845 593 200
		862 613 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 700 000
		859 913 800

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

— NOTES —

VIII. — MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services à l'enfance (802-5)	$	$
Traitements et salaires		49 972 700
Avantages sociaux		9 577 300
Transports et communications		3 514 700
Services		15 957 600
Fournitures et matériel		6 372 300
Acquisition/construction de biens immobiliers		500 000
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	35 864 000	
Fonctionnement		
Services de soutien communautaire	14 022 700	
Services d'aide à l'enfance	311 365 000	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	174 287 000	
Services de garde à l'enfance	364 429 700	
Services de traitement pour les enfants	20 833 200	
Services aux jeunes contrevenants	62 659 400	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	43 900	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	983 531 600
		1 069 426 200

Services aux adultes et aux enfants atteints de déficience mentale (802-6)	$	$
Traitements et salaires		204 616 100
Avantages sociaux		40 206 500
Transports et communications		4 099 900
Services		13 177 800
Fournitures et matériel		22 117 100
Acquisition/construction de biens immobiliers		6 000 000
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	14 800 000	
Fonctionnement		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	233 875 100	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	252 883 500	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	511 100	502 069 700
		792 287 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		146 000
		792 141 100

Secrétariat provincial de l'action antidrogue (802-7)	$	$
Traitements et salaires		431 200
Avantages sociaux		89 500
Transports et communications		108 200
Services		1 131 400
Fournitures et matériel		137 500
Paiements de transfert		
Partenariats communautaires	2 358 800	
Services de traitements	1 500 000	3 858 800
		5 756 600

Total — Programme des services aux adultes et aux enfants	5 799 612 300
TOTAL DU MINISTÈRE	5 845 825 457

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

SOMMAIRE

Le mandat du ministère de la Consommation et du Commerce est d'informer, de servir et de protéger le public, les intervenants, les consommateurs et les entreprises et de favoriser l'établissement d'un marché honnête et équitable.

Les objectifs du Ministère et des organismes associés sont réalisés grâce à l'application de lois, règlements et pratiques qui visent à : assurer des transactions justes entre entreprises et consommateurs avertis; établir des normes en matière de sécurité et de divertissement du public; recueillir et tirer le meilleur parti possible des renseignements relatifs aux biens-fonds, aux entreprises et à l'état civil des habitants de l'Ontario; contrôler l'offre et la consommation des boissons alcoolisées et réglementer l'industrie des courses de chevaux dans la province.

Parmi les activités commerciales importantes dans lesquelles le ministère est engagé, mentionnons la création de sociétés de personnes actives, l'établissement de liens entre les consommateurs et les entreprises, l'enregistrement et la délivrance de permis, l'inspection, la médiation, l'application des lois et des règlements ainsi que des activités éducatives destinées au public en général ou à des groupes cibles.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
23 220 757		Administration du ministère	3 345 466	19 875 291	18 050 027
13 174 800		Pratiques commerciales	869 100	12 305 700	12 016 971
15 119 300		Normes techniques	(446 900)	15 566 200	11 317 433
31 735 900		Réglementation des courses de chevaux	(4 511 400)	36 247 300	34 467 553
69 734 500		Enregistrement	6 767 800	62 966 700	61 805 532
10 099 500		Permis de vente d'alcool	846 600	9 252 900	8 307 730
163 084 757		**Total du ministère**	6 870 666	156 214 091	145 965 246
57 057		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	54 891	39 391
163 027 700	<	**TOTAL À VOTER**	6 868 500	156 159 200	145 925 855
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
163 084 757		Dépenses	6 870 666	156 214 091	145 965 246

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	156 214 091	
1.2 Comptes publics 1988-1989		146 250 372
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(285 126)
	156 214 091	145 965 246

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 263 800	Bureau principal	30 600	1 233 200	1 045 718
2	7 381 100	Services administratifs et financiers	1 898 100	5 483 000	4 999 611
3	1 985 000	Ressources humaines	292 500	1 692 500	1 966 634
4	1 736 800	Services des communications	19 600	1 717 200	2 032 058
5	1 289 200	Analyse et planification	114 800	1 174 400	1 139 311
6	2 344 200	Services juridiques	486 000	1 858 200	745 906
7	900 500	Services de vérification	49 500	851 000	726 110
8	6 278 600	Systèmes informatiques	452 200	5 826 400	5 355 288
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	23 220 757	Total — Administration du ministère	3 345 466	19 875 291	18 050 027
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	23 179 200	**Montant à voter**	3 343 300	19 835 900	18 010 636

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (901-1)	$
Traitements et salaires	801 000
Avantages sociaux	158 200
Transports et communications	66 500
Services	178 900
Fournitures et matériel	59 200
	1 263 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (901-2)	
Traitements et salaires	3 076 900
Avantages sociaux	2 774 000
Transports et communications	624 600
Services	721 500
Fournitures et matériel	184 100
	7 381 100

Ressources humaines (901-3)	
Traitements et salaires	1 517 300
Avantages sociaux	240 400
Transports et communications	43 600
Services	138 500
Fournitures et matériel	45 200
	1 985 000

Services des communications (901-4)	
Traitements et salaires	1 145 200
Avantages sociaux	154 900
Transports et communications	107 500
Services	440 400
Fournitures et matériel	183 800
	2 031 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères	295 000
	1 736 800

Analyse et planification (901-5)	$
Traitements et salaires	948 800
Avantages sociaux	146 100
Transports et communications	44 300
Services	112 500
Fournitures et matériel	37 500
	1 289 200

Services juridiques (901-6)	
Traitements et salaires	8 300
Avantages sociaux	0
Transports et communications	16 000
Services	2 297 900
Fournitures et matériel	22 000
	2 344 200

Services de vérification (901-7)	
Traitements et salaires	679 100
Avantages sociaux	128 400
Transports et communications	23 900
Services	48 400
Fournitures et matériel	20 700
	900 500

Systèmes informatiques (901-8)	
Traitements et salaires	3 618 300
Avantages sociaux	527 700
Transports et communications	169 100
Services	1 105 900
Fournitures et matériel	857 600
	6 278 600

Total — Programme d'administration du ministère	23 220 757

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES POLITIQUES COMMERCIALES :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs des divertissements donnant lieu à des manifestations publiques et concernant l'application de la Loi sur les salles de cinéma, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
902		**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**			
1	1 143 900	Administration du programme	395 900	748 000	800 823
2	4 708 000	Réglementation commerciale	166 600	4 541 400	4 555 532
3	4 412 700	Services aux consommateurs	366 500	4 046 200	3 996 313
4	2 407 300	Normes relatives aux divertissements	(59 200)	2 466 500	2 193 488
5	502 900	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	(700)	503 600	470 815
	13 174 800	Total — Pratiques commerciales	869 100	12 305 700	12 016 971

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (902-1)	$	$
Traitements et salaires		489 200
Avantages sociaux		246 000
Transports et communications		40 800
Services		259 900
Fournitures et matériel		36 000
Paiements de transfert	$	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	70 000	
Indemnisation des investisseurs	1 000	
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes"	1 000	72 000
		1 143 900

Réglementation commerciale (902-2)	
Traitements et salaires	3 290 900
Avantages sociaux	475 600
Transports et communications	144 300
Services	614 100
Fournitures et matériel	183 100
	4 708 000

Services aux consommateurs (902-3)	
Traitements et salaires	3 224 900
Avantages sociaux	537 900
Transports et communications	304 200
Services	243 400
Fournitures et matériel	102 300
	4 412 700

Normes relatives aux divertissements (902-4)	$
Traitements et salaires	1 365 900
Avantages sociaux	219 100
Transports et communications	200 000
Services	462 300
Fournitures et matériel	160 000
	2 407 300

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (902-5)	
Traitements et salaires	196 400
Avantages sociaux	26 200
Transports et communications	39 500
Services	222 400
Fournitures et matériel	18 400
	502 900

Total — Programme des pratiques commerciales	13 174 800

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le bureau du sous-ministre adjoint et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles rembourrés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs, monte-charge et appareils sous pression.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
903		**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**			
1	2 308 800	Administration du programme	(1 215 300)	3 524 100	700 659
2	4 331 100	Sécurité des appareils sous pression	272 700	4 058 400	3 563 357
3	3 962 400	Appareils de levage	261 300	3 701 100	3 271 285
4	4 129 500	Sécurité des combustibles	225 000	3 904 500	3 436 067
5	387 500	Articles rembourrés	9 400	378 100	346 065
	15 119 300	Total — Normes techniques	(446 900)	15 566 200	11 317 433

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (903-1)	$
Traitements et salaires	818 200
Avantages sociaux	286 600
Transports et communications	19 300
Services	887 500
Fournitures et matériel	297 200
	2 308 800

Sécurité des appareils sous pression (903-2)	
Traitements et salaires	3 350 700
Avantages sociaux	565 200
Transports et communications	238 300
Services	79 100
Fournitures et matériel	97 800
	4 331 100

Appareils de levage (903-3)	
Traitements et salaires	2 982 200
Avantages sociaux	469 800
Transports et communications	329 600
Services	59 100
Fournitures et matériel	121 700
	3 962 400

Sécurité des combustibles (903-4)	$
Traitements et salaires	2 924 400
Avantages sociaux	442 800
Transports et communications	507 100
Services	125 700
Fournitures et matériel	129 500
	4 129 500

Articles rembourrés (903-5)	
Traitements et salaires	290 300
Avantages sociaux	50 900
Transports et communications	35 800
Services	3 900
Fournitures et matériel	6 600
	387 500

Total — Programme des normes techniques	15 119 300

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
904		**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**			
1	31 735 900	Réglementation des courses de chevaux	(4 511 400)	36 247 300	34 467 553
	31 735 900	Total — Réglementation des courses de chevaux	(4 511 400)	36 247 300	34 467 553

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Réglementation des courses de chevaux (904-1)	$
Traitements et salaires	2 838 600
Avantages sociaux	384 400
Transports et communications	637 200
Services	627 300
Fournitures et matériel	210 000
Paiements de transfert	27 038 400
	31 735 900

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; la collecte et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
905		**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**			
1	1 106 500	Administration du programme	129 700	976 800	1 580 782
2	38 716 700	Enregistrement immobilier	2 030 700	36 686 000	35 535 180
3	6 615 600	Enregistrement des sûretés mobilières	212 000	6 403 600	7 542 093
4	9 211 000	Registraire général	1 328 500	7 882 500	7 069 453
5	9 848 800	Compagnies	3 000 100	6 848 700	5 533 900
6	4 220 400	Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier	66 800	4 153 600	4 544 124
L	500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	—	500	—
L	15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	—	15 000	—
	69 734 500	Total — Enregistrement	6 767 800	62 966 700	61 805 532
	15 500	Moins : Crédits législatifs	—	15 500	—
	69 719 000	**Montant à voter**	6 767 800	62 951 200	61 805 532

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (905-1)	$
Traitements et salaires	644 100
Avantages sociaux	273 000
Transports et communications	48 500
Services	94 600
Fournitures et matériel	46 300
	1 106 500
Crédits législatifs	
Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges	15 000
Enregistrement immobilier (905-2)	
Traitements et salaires	30 278 800
Avantages sociaux	4 837 500
Transports et communications	1 105 400
Services	921 500
Fournitures et matériel	1 605 200
	38 748 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	31 700
	38 716 700
Enregistrement des sûretés mobilières (905-3)	
Traitements et salaires	3 063 300
Avantages sociaux	456 100
Transports et communications	642 000
Services	1 975 100
Fournitures et matériel	479 100
	6 615 600

Registraire général (905-4)	$
Traitements et salaires	4 042 900
Avantages sociaux	545 700
Transports et communications	487 900
Services	3 582 600
Fournitures et matériel	551 900
	9 211 000
Crédits législatifs	
Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	500
Compagnies (905-5)	
Traitements et salaires	4 444 300
Avantages sociaux	696 900
Transports et communications	162 900
Services	3 543 100
Fournitures et matériel	1 001 600
	9 848 800
Mise en oeuvre du fichier informatisé d'enregistrement foncier (905-6)	
Traitements et salaires	1 919 000
Avantages sociaux	280 600
Transports et communications	53 300
Services	1 757 300
Fournitures et matériel	210 200
	4 220 400
Total — Programme de l'enregistrement	69 734 500

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la Loi.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
906		**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**			
1	10 099 500	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	846 600	9 252 900	8 307 730
	10 099 500	Total — Permis de vente d'alcool	846 600	9 252 900	8 307 730

— NOTES —

IX. — MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (906-1)	$
Traitements et salaires	6 281 300
Avantages sociaux	1 031 300
Transports et communications	530 600
Services	2 025 800
Fournitures et matériel	230 500
	10 099 500
Total — Programme des permis de vente d'alcool	10 099 500
TOTAL DU MINISTÈRE	163 084 757

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

SOMMAIRE

Le ministère des Services correctionnels s'occupe de la garde, la surveillance, le traitement et la réadaptation de contrevenants qui ont été condamnés par un tribunal à une peine maximum de deux ans moins un jour. En vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants, le ministère offre aux jeunes de 16 et de 17 ans des lieux d'hébergement et des programmes spéciaux. Les contrevenants incarcérés ne représentent qu'une petite partie de la clientèle du ministère, soit environ 14 pour 100 l'an dernier. Les autres, une moyenne quotidienne de 45 000 personnes, sont surveillés dans la collectivité par des agents de probation et de libération conditionnelle; un nombre croissant de fournisseurs de services oeuvrant dans la communauté contribuent également aux programmes qui sont offerts dans les établissements et à l'extérieur.

Les programmes de traitement et de réadaptation vont de la thérapie clinique intensive à l'expérience de travail surveillée. Étant donné que la plupart des contrevenants sont confiés au ministère pendant un temps relativement court, les programmes sont conçus pour donner les résultats pratiques maximums le plus rapidement possible. On met l'accent sur le traitement des toxicomanes.

La formation scolaire, celle relative aux aptitudes élémentaires de la vie quotidienne, l'alphabétisation et la préparation à l'embauche sont promues et appuyées en tant que possibilités de réadaptation importantes. Comme le ministère a pour mandat de contribuer à protéger la société contre les comportements dangereux et illégaux, il possède des établissements de détention en milieu fermé; c'est là qu'il place les personnes en attente de procès, de sentence ou d'autres procédures judiciaires, de même que celles qui attendent d'être mutées à un pénitencier fédéral.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
31 828 757		Administration du ministère	915 766	30 912 991	23 048 656
489 217 500		Opérations	64 437 200	424 780 300	387 171 750
521 046 257		**Total du ministère**	65 352 966	455 693 291	410 220 406
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	34 605
521 004 700	<	**TOTAL À VOTER**	65 350 800	455 653 900	410 185 801
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
521 046 257		Dépenses	65 352 966	455 693 291	410 220 406

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	453 893 291	
1.2 Comptes publics 1988-1989		409 570 493
2. Modification comptable		
2.1 Comptes crées à des fins spéciales		(87)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	1 800 000	650 000
	455 693 291	410 220 406

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Comité consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	2 746 800	Bureau principal	(19 600)	2 766 400	2 278 981
2	4 418 700	Services administratifs et financiers	(95 900)	4 514 600	2 826 498
3	7 793 800	Ressources humaines	(1 253 700)	9 047 500	4 810 859
4	696 800	Services des communications	79 700	617 100	575 916
5	3 677 000	Analyse et planification	990 500	2 686 500	2 417 772
6	467 500	Services juridiques	60 300	407 200	285 810
7	1 454 600	Services de vérification	11 300	1 443 300	1 216 187
8	6 442 900	Systèmes informatiques	901 700	5 541 200	4 875 089
9	4 089 100	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	239 300	3 849 800	3 726 939
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 511
	31 828 757	Total — Administration du ministère	915 766	30 912 991	23 048 656
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	34 605
	31 787 200	**Montant à voter**	913 600	30 873 600	23 014 051

— NOTES —

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1001-1)	$
Traitements et salaires	1 651 800
Avantages sociaux	287 700
Transports et communications	293 500
Services	399 100
Fournitures et matériel	114 700
	2 746 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1001-2)	
Traitements et salaires	2 434 000
Avantages sociaux	405 600
Transports et communications	1 203 400
Services	266 200
Fournitures et matériel	109 500
	4 418 700

Ressources humaines (1001-3)	
Traitements et salaires	3 120 700
Avantages sociaux	531 500
Transports et communications	3 000 900
Services	999 500
Fournitures et matériel	141 200
	7 793 800

Services des communications (1001-4)	
Traitements et salaires	447 700
Avantages sociaux	78 200
Transports et communications	34 200
Services	87 600
Fournitures et matériel	49 100
	696 800

Analyse et planification (1001-5)	
Traitements et salaires	2 529 400
Avantages sociaux	396 700
Transports et communications	208 000
Services	438 700
Fournitures et matériel	104 200
	3 677 000

Services juridiques (1001-6)	$
Traitements et salaires	6 800
Avantages sociaux	400
Transports et communications	35 600
Services	396 600
Fournitures et matériel	28 100
	467 500

Services de vérification (1001-7)	
Traitements et salaires	1 019 300
Avantages sociaux	176 800
Transports et communications	223 700
Services	13 400
Fournitures et matériel	21 400
	1 454 600

Systèmes informatiques (1001-8)	
Traitements et salaires	3 989 000
Avantages sociaux	660 600
Transports et communications	833 000
Services	835 600
Fournitures et matériel	124 700
	6 442 900

Commission ontarienne des libérations conditionnelles (1001-9)	
Traitements et salaires	2 197 900
Avantages sociaux	347 500
Transports et communications	427 100
Services	1 000 200
Fournitures et matériel	116 400
	4 089 100

Total — Programme d'administration du ministère	31 828 757

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services fournis consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de counselling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1002		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
1	7 986 400	Administration du programme	308 500	7 677 900	7 533 098
2	6 518 200	Programmation des services aux contrevenants	197 100	6 321 100	5 669 685
3	371 394 000	Services en établissement	55 323 500	316 070 500	297 026 814
4	103 318 900	Services communautaires	8 608 100	94 710 800	76 942 153
	489 217 500	Total — Opérations	64 437 200	424 780 300	387 171 750

— NOTES —

X. — MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1002-1)	$
Traitements et salaires	5 117 400
Avantages sociaux	849 200
Transports et communications	823 400
Services	498 800
Fournitures et matériel	176 200
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes communautaires à but non lucratif pour l'élaboration de programmes communautaires	521 400
	7 986 400

Programmation des services aux contrevenants (1002-2)	
Traitements et salaires	4 100 900
Avantages sociaux	688 600
Transports et communications	817 900
Services	502 900
Fournitures et matériel	407 900
	6 518 200

Élaboration et soutien des programmes en établissement	$	
Traitements et salaires	3 320 500	
Avantages sociaux	555 900	
Transports et communications	546 300	
Services	413 600	
Fournitures et matériel	369 800	5 206 100

Élaboration des programmes communautaires	$	
Traitements et salaires	780 400	
Avantages sociaux	132 700	
Transports et communications	271 600	
Services	89 300	
Fournitures et matériel	38 100	1 312 100

Services en établissement (1002-3)	$
Traitements et salaires	244 715 300
Avantages sociaux	45 644 400
Transports et communications	11 573 900
Services	23 910 600
Fournitures et matériel	45 014 100
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 420 000
Paiements de transfert	721 200
	373 999 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 605 500
	371 394 000

Institutions	$	$	$
Traitements et salaires		242 984 900	
Avantages sociaux		45 363 900	
Transports et communications		11 493 400	
Services		23 151 500	
Fournitures et matériel		44 031 800	
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 420 000	
Paiements de transfert	$		
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	660 300		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	60 900	721 200	370 166 700

Services industriels	$	
Traitements et salaires	1 730 400	
Avantages sociaux	280 500	
Transports et communications	80 500	
Services	759 100	
Fournitures et matériel	982 300	
	3 832 800	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 605 500	1 227 300

Services communautaires (1002-4)	
Traitements et salaires	39 941 400
Avantages sociaux	6 684 400
Transports et communications	2 312 000
Services	52 481 500
Fournitures et matériel	1 869 600
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	30 000
	103 318 900
Total — Programme des opérations	489 217 500
TOTAL DU MINISTÈRE	521 046 257

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE

La mission du ministère est de stimuler et de renforcer les secteurs culturels et des communications de l'Ontario. Pour tous les Ontariens, le ministère encourage et favorise la création, le partage, la diffusion et la conservation de l'information, des idées et des valeurs qui renforcent le caractère particulier de l'Ontario et qui contribuent à sa vitalité culturelle, technologique, sociale et économique.

Pour répondre à sa mission, le ministère assure la promotion et le soutien de l'expression créative; stimule la création de produits culturels canadiens de haute qualité; améliore et maintient l'accessibilité, pour les Ontariens, d'une variété de divers services et produits de radio-télévision et de télécommunications; stimule le développement économique et technologique dans les secteurs culturel et des communications; préserve notre patrimoine et favorise la sensibilisation à nos origines et à nos traditions; soutient la création de réseaux d'information, y compris des bibliothèques et des services d'archives, et assure la promotion des intérêts de l'Ontario, à l'égard d'autres gouvernements, dans les questions relatives à la culture et aux communications.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
15 817 657		Administration du ministère	2 132 866	13 684 791	10 924 590
17 658 200		Conservation du patrimoine	2 329 700	15 328 500	15 212 738
190 966 700		Développement culturel et institutions culturelles	4 345 700	186 621 000	154 119 220
3 798 600		Communications	9 600	3 789 000	3 223 266
43 476 600		Bibliothèques et information communautaire	(156 000)	43 632 600	41 601 917
45 129 400		Subventions d'immobilisation et services régionaux	(7 529 600)	52 659 000	30 176 313
316 847 157		**Total du ministère**	1 132 266	315 714 891	255 258 044
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	34 577
316 805 600	<	**TOTAL À VOTER**	1 130 100	315 675 500	255 223 467
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
316 847 157		Dépenses	1 132 266	315 714 891	255 258 044

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	316 801 891	
1.2 Comptes publics 1988-1989		256 324 623
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(1 087 000)	(1 066 579)
	315 714 891	255 258 044

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 193 000	Bureau principal	54 600	1 138 400	1 048 449
2	6 061 100	Services administratifs et financiers	(322 800)	6 383 900	4 349 842
3	1 337 600	Ressources humaines	(122 400)	1 460 000	1 429 213
4	1 849 500	Services des communications	(23 700)	1 873 200	1 679 462
5	758 600	Services juridiques	53 100	705 500	514 918
6	616 200	Services de vérification	56 000	560 200	511 107
7	3 960 100	Systèmes informatiques	2 435 900	1 524 200	1 357 022
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 483
	15 817 657	Total — Administration du ministère	2 132 866	13 684 791	10 924 590
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	34 577
	15 776 100	**Montant à voter**	2 130 700	13 645 400	10 890 013

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1101-1)	$
Traitements et salaires	885 100
Avantages sociaux	99 700
Transports et communications	104 000
Services	54 100
Fournitures et matériel	50 100
	1 193 000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1101-2)	
Traitements et salaires	2 806 900
Avantages sociaux	511 700
Transports et communications	681 300
Services	1 472 500
Fournitures et matériel	588 700
	6 061 100

Ressources humaines (1101-3)	
Traitements et salaires	835 400
Avantages sociaux	149 600
Transports et communications	17 000
Services	301 600
Fournitures et matériel	34 000
	1 337 600

Services des communications (1101-4)	$
Traitements et salaires	965 900
Avantages sociaux	167 200
Transports et communications	63 000
Services	607 400
Fournitures et matériel	46 000
	1 849 500

Services juridiques (1101-5)	
Traitements et salaires	78 700
Avantages sociaux	11 400
Transports et communications	20 000
Services	623 500
Fournitures et matériel	25 000
	758 600

Services de vérification (1101-6)	
Traitements et salaires	482 000
Avantages sociaux	87 200
Transports et communications	18 000
Services	13 000
Fournitures et matériel	16 000
	616 200

Systèmes informatiques (1101-7)	
Traitements et salaires	975 100
Avantages sociaux	148 100
Transports et communications	10 000
Services	450 000
Fournitures et matériel	2 376 900
	3 960 100

Total — Programme d'administration du ministère	15 817 657

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE :

Ce programme vise à sensibiliser d'avantage le grand public à la conservation du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1102		**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**			
1	4 846 100	Archives publiques	1 444 000	3 402 100	3 115 449
2	12 812 100	Administration du patrimoine	885 700	11 926 400	12 097 289
	17 658 200	Total — Conservation du patrimoine	2 329 700	15 328 500	15 212 738

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Archives publiques (1102-1)	$
Traitements et salaires	3 123 500
Avantages sociaux	507 900
Transports et communications	90 200
Services	584 900
Fournitures et matériel	486 600
Paiements de transfert	
Conseil Ontarien des Archives	54 000
	4 847 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	4 846 100

Administration du patrimoine (1102-2)	$	$
Traitements et salaires		2 972 300
Avantages sociaux		503 300
Transports et communications		485 400
Services		441 800
Fournitures et matériel		344 300
Paiements de transfert		
Capital		
Conservation de l'architecture en Ontario	1 781 000	
Fonctionnement		
Subventions aux musées locaux	3 264 300	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	282 900	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	206 000	
Subventions de soutien au patrimoine	785 300	
Société d'histoire multiculturelle	642 800	
Subventions pour projets	1 103 700	8 066 000
		12 813 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		12 812 100
Total — Programme de conservation du patrimoine		17 658 200

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES :

Ce programme comporte trois directions de base. Le programme de soutien aux arts est responsable du développement de politiques auprès de la communauté des arts sans but lucratif, appuyant les activités culturelles externes et les opérations courantes des organisations. Le programme des organismes culturels est responsable de la fiscalité, des politiques et des programmes de liaison auprès des onze plus importants organismes culturels du Ministère. Le programme des industries culturelles s'occupe du développement des politiques et des programmes de soutien favorisant ainsi la croissance continue et la stabilité financière des industries culturelles ontariennes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1103		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**			
1	9 019 100	Soutien aux arts	(353 800)	9 372 900	9 104 083
2	156 076 800	Industries et organismes culturels	6 844 100	149 232 700	137 308 418
3	25 870 800	Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	(2 144 600)	28 015 400	7 706 719
	190 966 700	Total — Développement culturel et institutions culturelles	4 345 700	186 621 000	154 119 220

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Soutien aux arts (1103-1)		$
Traitements et salaires		932 300
Avantages sociaux		159 200
Transports et communications		137 500
Services		755 800
Fournitures et matériel		141 500
Paiements de transfert	$	
Subventions de soutien à la culture	3 118 800	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	203 000	
Subventions pour projets	1 572 000	
Programme "Investissement dans les arts"	2 000 000	6 893 800
		9 020 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		9 019 100

Industries et organismes culturels (1103-2)		$
Traitements et salaires		647 900
Avantages sociaux		100 000
Transports et communications		18 000
Services		135 800
Fournitures et matériel		28 500
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	404 000	
Programme d'aide aux éditeurs	563 000	
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	109 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	8 252 600	
Collection McMichael d'art canadien	2 592 500	
Jardins botaniques royaux	1 836 200	
Société CJRT-FM	1 373 500	
Fondation du patrimoine ontarien	2 279 700	
Centre des sciences de l'Ontario	16 717 300	
Conseil des arts de l'Ontario	34 606 700	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	60 502 600	
Musée royal de l'Ontario	21 340 600	
Science Nord	3 008 900	
Subventions pour projets	495 400	
Programme de commercialisation	1 117 100	155 199 100
		156 129 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		52 500
		156 076 800

Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (1103-3)		$
Traitements et salaires		1 675 900
Avantages sociaux		161 900
Transports et communications		299 300
Services		1 362 000
Fournitures et matériel		313 900
Paiements de transfert	$	
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	6 057 800	
Programme ontarien d'incitation à la production cinématographique	14 550 000	
Cinémathèque de l'Ontario	800 000	
Projects de films non-commerciaux	650 000	22 057 800
		25 870 800

Total — Programme de développement culturel et institutions culturelles	190 966 700

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1104		**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**			
1	2 887 800	Administration du programme	15 800	2 872 000	2 526 679
2	716 200	Commission ontarienne des services téléphoniques	13 800	702 400	612 681
3	194 600	Immobilisations et construction	(20 000)	214 600	83 906
	3 798 600	Total — Communications	9 600	3 789 000	3 223 266

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1104-1)	$
Traitements et salaires	1 948 900
Avantages sociaux	376 900
Transports et communications	132 300
Services	352 800
Fournitures et matériel	66 900
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 000
	2 887 800

Commission ontarienne des services téléphoniques (1104-2)	
Traitements et salaires	482 100
Avantages sociaux	90 400
Transports et communications	56 300
Services	63 800
Fournitures et matériel	23 600
	716 200

Immobilisations et construction (1104-3)		$
Traitements et salaires		39 600
Avantages sociaux		2 000
Transports et communications		40 000
Services		250 000
Fournitures et matériel		50 000
Paiements de transfert		
Capital		3 737 000
		4 118 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	3 737 000	
Fonctionnement	187 000	3 924 000
		194 600
Total — Programme de communications		3 798 600

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1105		**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE**			
1	42 184 300	Services de bibliothèque	(77 700)	42 262 000	40 283 038
2	1 292 300	Information communautaire	(78 300)	1 370 600	1 318 879
	43 476 600	Total — Bibliothèques et information communautaire	(156 000)	43 632 600	41 601 917

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services de bibliothèque (1105-1)		$
Traitements et salaires		923 700
Avantages sociaux		156 600
Transports et communications		58 000
Services		209 000
Fournitures et matériel		45 300
Paiements de transfert	$	
Subventions aux bibliothèques publiques	39 209 100	
Subventions aux organismes administrant des bibliothèques	33 600	
Subventions pour projets	1 550 000	40 792 700
		42 185 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 000
		42 184 300

Information communautaire (1105-2)		$
Traitements et salaires		55 500
Avantages sociaux		10 300
Transports et communications		5 000
Services		800
Fournitures et matériel		200
Paiements de transfert	$	
Subventions aux organismes participants	1 095 100	
Subventions pour projets	125 400	1 220 500
		1 292 300
Total — Programme de bibliothèques et d'information communautaire		43 476 600

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1106		**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**			
1	40 137 000	Installations communautaires	(8 038 000)	48 175 000	26 265 120
2	4 992 400	Services régionaux	508 400	4 484 000	3 911 193
	45 129 400	Total — Subventions d'immobilisation et services régionaux	(7 529 600)	52 659 000	30 176 313

— NOTES —

XI. — MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Installations communautaires (1106-1)	$	$
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions provinciales	21 862 000	
Subventions aux communautés	18 275 000	40 137 000
		40 137 000

Services régionaux (1106-2)	$
Traitements et salaires	1 579 600
Avantages sociaux	278 900
Transports et communications	344 000
Services	143 000
Fournitures et matériel	112 400
Paiements de transfert	
Subventions pour projets	2 535 500
	4 993 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000
	4 992 400
Total — Programme de subventions d'immobilisation et de services régionaux	45 129 400
TOTAL DU MINISTÈRE	316 847 157

XII. — OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

SOMMAIRE

Les initiatives de l'Office visent à obtenir pour les personnes handicapées l'autonomie la plus complète possible et à réaliser leur intégration à la vie sociale et économique de la province, c'est-à-dire : à faire assumer au gouvernement de l'Ontario un rôle de premier plan par la mise en place de politiques et de programmes qui auront des effets bénéfiques pour les 1,2 million de personnes handicapées vivant en Ontario; à aller vers les groupes de personnes handicapées et à les appuyer afin de les aider à progresser dans les secteurs public et privé; à prendre des initiatives pour changer les attitudes rétrogrades parmi la population, attitudes qui constituent des entraves à la réussite des personnes handicapées sur les plans professionnel, social et récréatif.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
8 207 150		Office des personnes handicapées	333 039	7 874 111	6 950 095
8 207 150		**Total — Office des personnes handicapées**	333 039	7 874 111	6 950 095
25 750		**Moins : Crédits législatifs**	10 639	15 111	15 111
8 181 400	<	**TOTAL À VOTER**	322 400	7 859 000	6 934 984
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 207 150		Dépenses	333 039	7 874 111	6 950 095

XII. — OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES :

L'Office des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue de ces personnes lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions du gouvernement. Il assure le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter, élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur les personnes handicapées est un organisme indépendant du gouvernement de l'Ontario qui, donne son avis au ministre délégué aux Affaires des personnes handicapées sur des questions touchant ces dernières. Ses activités publiques comprennent des consultations auprès de la population dans toute la province.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1201		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES**			
1	514 200	Bureau principal	72 500	441 700	412 750
2	7 265 900	Services généraux	104 400	7 161 500	6 295 729
3	401 300	Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	145 500	255 800	226 505
L	15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	831	15 111	15 111
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	—	—
	8 207 150	Total — Office des personnes handicapées	333 039	7 874 111	6 950 095
	25 750	Moins : Crédits législatifs	10 639	15 111	15 111
	8 181 400	**Montant à voter**	322 400	7 859 000	6 934 984

— NOTES —

XII. — OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1201-1)	$
Traitements et salaires	345 700
Avantages sociaux	46 200
Transports et communications	51 500
Services	36 600
Fournitures et matériel	34 200
	514 200

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services généraux (1201-2)		
Traitements et salaires		1 592 200
Avantages sociaux		271 400
Transports et communications		199 800
Services		908 700
Fournitures et matériel		224 800
Paiements de transfert	$	
Capital		
Fonds d'accès aux installations	2 300 000	
Fonctionnement		
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	1 227 500	
Subvention versée au Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	210 000	
Liaison-logement	331 500	4 069 000
		7 265 900

Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées (1201-3)	$
Traitements et salaires	150 000
Avantages sociaux	29 600
Transports et communications	69 100
Services	95 200
Fournitures et matériel	57 400
	401 300

Total — Programme de l'Office des personnes handicapées	8 207 150
TOTAL — OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	8 207 150

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE

Le ministère de l'Éducation a pour mission de permettre aux habitants de l'Ontario de développer leur sens moral et leurs aptitudes intellectuelles en leur fournissant, tant en français qu'en anglais, des expériences éducatives de première qualité qui reflètent les valeurs d'une société démocratique et pluraliste et qui sont pertinentes par rapport au rôle présent et futur qui échoit aux résidents de cette province en tant que membres actifs d'une société de plus en plus complexe et en constante évolution.

Le ministère établit les critères juridiques et politiques en fonction desquels l'éducation est dispensée dans la province. Il oriente les programmes d'enseignement par le biais de programmes-cadres, produit du matériel d'appui et évalue les résultats atteints. Il fournit des subventions de fonctionnement et d'immobilisations aux conseils scolaires et ce, de façon à offrir à tous les élèves de la province des chances égales de s'instruire. Le ministère paie la contribution de l'employeur au régime de retraite des enseignants et il accorde aussi un appui financier à diverses initiatives.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
34 005 600		Administration du ministère	1 683 409	32 322 191	30 939 989
5 126 871 500		Éducation	392 147 222	4 734 724 278	4 425 593 848
626 835 100		Services éducatifs	47 656 200	579 178 900	521 293 990
5 787 712 200		**Total du ministère**	441 486 831	5 346 225 369	4 977 827 827
479 673 957		**Moins : Crédits législatifs**	(92 601 434)	572 275 391	514 386 915
(440 144 500)		**Redressement pour les paiements d'avance**	(580 289 000)	140 144 500	300 000 000
4 867 893 743	<	**TOTAL À VOTER**	(46 200 735)	4 914 094 478	4 763 440 912
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
5 347 567 700		Dépenses	1 342 331	5 346 225 369	5 277 827 827

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	5 195 373 591	
1.2 Comptes publics 1988-1989		5 111 149 791
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(29 674)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	150 851 778	166 707 710
	5 346 225 369	5 277 827 827

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1301		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	4 385 943	Bureau principal	966 843	3 419 100	3 531 038
2	9 397 000	Services administratifs et financiers	1 574 700	7 822 300	7 255 229
3	4 211 900	Ressources humaines	362 500	3 849 400	5 298 726
4	3 318 700	Services des communications	173 200	3 145 500	2 194 483
5	4 295 800	Analyse et planification	(1 919 900)	6 215 700	5 170 379
6	1 345 000	Services juridiques	159 700	1 185 300	1 065 001
7	929 400	Services de vérification	116 600	812 800	787 972
8	6 080 300	Systèmes informatiques	247 600	5 832 700	5 597 770
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	34 005 600	Total — Administration du ministère	1 683 409	32 322 191	30 939 989
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	33 964 043	**Montant à voter**	1 681 243	32 282 800	30 900 598

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1301-1)	$
Traitements et salaires	2 665 643
Avantages sociaux	436 000
Transports et communications	324 600
Services	815 100
Fournitures et matériel	144 600
	4 385 943
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services administratifs et financiers (1301-2)	
Traitements et salaires	5 708 300
Avantages sociaux	1 035 100
Transports et communications	815 300
Services	1 383 400
Fournitures et matériel	1 224 600
	10 166 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	769 700
	9 397 000
Ressources humaines (1301-3)	
Traitements et salaires	2 190 100
Avantages sociaux	1 818 300
Transports et communications	26 100
Services	129 000
Fournitures et matériel	48 400
	4 211 900
Services des communications (1301-4)	
Traitements et salaires	1 775 800
Avantages sociaux	311 800
Transports et communications	55 200
Services	972 400
Fournitures et matériel	203 500
	3 318 700

Analyse et planification (1301-5)	$
Traitements et salaires	2 299 800
Avantages sociaux	399 900
Transports et communications	79 600
Services	1 193 400
Fournitures et matériel	323 100
	4 295 800
Services juridiques (1301-6)	
Traitements et salaires	670 400
Avantages sociaux	119 900
Transports et communications	9 700
Services	497 800
Fournitures et matériel	47 200
	1 345 000
Services de vérification (1301-7)	
Traitements et salaires	764 000
Avantages sociaux	139 700
Transports et communications	5 600
Services	15 200
Fournitures et matériel	4 900
	929 400
Systèmes informatiques (1301-8)	
Traitements et salaires	4 211 200
Avantages sociaux	764 200
Transports et communications	70 900
Services	3 953 400
Fournitures et matériel	358 700
	9 358 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	3 278 100
	6 080 300
Total — Programme d'administration du ministère	34 005 600

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics, et conçus pour répondre aux besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1302		**PROGRAMME D'ÉDUCATION**			
1	927 100	Administration du programme	(9 500)	936 600	1 411 463
2	14 054 200	Études indépendantes	(37 700)	14 091 900	13 287 964
3	19 236 000	Bureaux régionaux	1 348 300	17 887 700	17 423 009
4	171 943 900	Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	(530 378)	172 474 278	186 978 313
5	50 466 400	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	3 855 800	46 610 600	44 259 302
6	5 658 500	Mise en oeuvre des programmes et liaison	679 500	4 979 000	4 963 244
7	5 280 700	Services spéciaux	804 100	4 476 600	3 468 360
8	4 859 304 700	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	386 037 100	4 473 267 600	4 153 802 193
	5 126 871 500	Total — Éducation	392 147 222	4 734 724 278	4 425 593 848
	(300 000 000)	Redressement pour les paiements d'avance	(300 000 000)	—	300 000 000
	4 826 871 500	**Montant à voter**	92 147 222	4 734 724 278	4 725 593 848

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1302-1)	$
Traitements et salaires	703 200
Avantages sociaux	127 200
Transports et communications	12 100
Services	76 500
Fournitures et matériel	8 100
	927 100

Études indépendantes (1302-2)	
Traitements et salaires	3 664 000
Avantages sociaux	690 600
Transports et communications	710 200
Services	6 132 900
Fournitures et matériel	2 856 500
	14 054 200

Bureaux régionaux (1302-3)	
Traitements et salaires	13 888 400
Avantages sociaux	2 504 600
Transports et communications	1 649 700
Services	828 900
Fournitures et matériel	364 400
	19 236 000

Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement (1302-4)	$	
Traitements et salaires		9 742 400
Avantages sociaux		1 845 200
Transports et communications		2 276 100
Services		15 871 100
Fournitures et matériel		1 159 400
Paiements de transfert		
Programmes d'accès	42 749 700	
Formation et emploi des jeunes	95 300 000	
Programme d'emploi d'été en Ontario	3 000 000	141 049 700
		171 943 900

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (1302-5)	$	
Traitements et salaires		32 992 400
Avantages sociaux		5 432 800
Transports et communications		2 224 100
Services		5 803 400
Fournitures et matériel		3 908 100
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de taxes municipales	61 700	
Formation en cours d'emploi des enseignants	43 900	105 600
		50 466 400

Mise en oeuvre des programmes et liaison (1302-6)	$	$
Traitements et salaires		2 870 400
Avantages sociaux		493 500
Transports et communications		609 000
Services		825 100
Fournitures et matériel		487 500
Paiements de transfert		
Projets en langues officielles	1 000	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	367 000	
Programmes d'échanges éducatifs	5 000	373 000
		5 658 500

Services spéciaux (1302-7)	
Traitements et salaires	6 097 800
Avantages sociaux	1 114 200
Transports et communications	608 400
Services	947 300
Fournitures et matériel	574 100
Paiements de transfert	
Programmes de bourses de l'Ontario	1 328 300
	10 670 100
Moins : Recouvrements	5 389 400
	5 280 700

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (1302-8)	$	$
Traitements et salaires		2 541 400
Avantages sociaux		462 500
Transports et communications		63 500
Services		290 600
Fournitures et matériel		382 800
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	32 000 000	
Fonctionnement		
Subventions générales	4 495 745 600	
Programmes d'éducation — Autres	27 818 300	4 555 563 900
		4 559 304 700
Total — Programme d'éducation		4 826 871 500

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation. Ce programme sert également à effectuer les paiements dus au Régime de retraite des enseignants.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1303		**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**			
1	1 656 800	Commission des relations de travail en éducation	77 500	1 579 300	1 400 956
2	144 700	Commission des langues d'enseignement	8 200	136 500	97 718
3	188 000	Administration des écoles provinciales	16 200	171 800	138 019
4	253 000	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	(6 800)	259 800	333 843
5	302 000	Commission de planification et de mise en oeuvre	(87 600)	389 600	579 812
6	4 513 700	Autres services éducatifs	107 800	4 405 900	4 396 118
L	619 776 900	Régime de retraite des enseignants, Loi sur le régime de retraite des enseignants	47 540 900	572 236 000	514 347 524
	626 835 100	Total — Services éducatifs	47 656 200	579 178 900	521 293 990
	479 632 400	Moins : Crédits législatifs	(92 603 600)	572 236 000	514 347 524
	(140 144 500)	Redressement pour les paiements d'avance	(280 289 000)	140 144 500	—
	7 058 200	**Montant à voter**	(140 029 200)	147 087 400	6 946 466

— NOTES —

XIII. — MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission des relations de travail en éducation (1303-1)	$
Traitements et salaires	757 400
Avantages sociaux	133 700
Transports et communications	248 200
Services	415 600
Fournitures et matériel	101 900
	1 656 800

Commission des langues d'enseignement (1303-2)	
Traitements et salaires	74 900
Avantages sociaux	13 300
Transports et communications	26 600
Services	23 000
Fournitures et matériel	6 900
	144 700

Administration des écoles provinciales (1303-3)	
Traitements et salaires	143 000
Avantages sociaux	25 200
Transports et communications	4 700
Services	13 500
Fournitures et matériel	1 600
	188 000

Conseil de l'éducation franco-ontarienne (1303-4)	
Traitements et salaires	24 300
Avantages sociaux	4 400
Transports et communications	53 900
Services	165 200
Fournitures et matériel	5 200
	253 000

Commission de planification et de mise en oeuvre (1303-5)	
Traitements et salaires	134 800
Avantages sociaux	20 300
Transports et communications	44 500
Services	93 900
Fournitures et matériel	8 500
	302 000

Autres services éducatifs (1303-6)	$
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	214 500
Subvention à la Canadian League for Educational Exchanges	43 900
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	772 300
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	332 100
Subvention à l'Ontario Federation of Home and School Associations	28 200
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	65 000
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 500 000
Subvention à la Société éducative de visites et d'échanges au Canada	208 000
Subvention aux United World Colleges	146 300
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	203 400
	4 513 700

Crédits législatifs

Régime de retraite des enseignants

Paiements de transfert	$	
Contribution gouvernementale, Loi sur le régime de retraite des enseignants	406 900 000	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000 000	405 900 000
Paiement spécial		49 722 000
Contribution égalisatrice		24 010 400
		479 632 400
Total — Programme des services éducatifs		486 690 600
TOTAL DU MINISTÈRE		5 347 567 700

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

SOMMAIRE

L'objectif du ministère de l'Énergie est de revoir de façon continue les questions relatives à l'énergie afin de répondre aux besoins à court et à long terme de l'Ontario; de conseiller le gouvernement et lui venir en aide dans le cadre des démarches entreprises auprès d'autres gouvernements en matière d'énergie; de faire des recommandations en ce qui a trait à la coordination de toutes les questions énergétiques au sein du gouvernement de l'Ontario afin de veiller au respect des politiques s'appliquant à l'approvisionnement, aux prix, aux franchises et au développement des ressources énergétiques de l'Ontario; de faire des recommandations pour l'établissement des priorités en matière de recherche-développement, plus particulièrement dans le domaine de l'économie d'énergie et des technologies à haut rendement énergétique et en matière de développement de nouvelles sources d'énergie; et d'adopter divers mécanismes appropriées dans le but d'accroître l'approvisionnement énergétique en Ontario, de favoriser la recherche et le développement de sources d'énergie conventionnelle et de remplacement et d'encourager l'utilisation prudente de l'énergie dans la province.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
10 950 308		Administration du ministère	(1 077 883)	12 028 191	9 166 731
4 956 300		Politiques et planification	56 000	4 900 300	4 794 440
29 456 700		Développement et gestion de l'énergie	9 367 600	20 089 100	19 101 514
5 704 100		Commission de l'énergie de l'Ontario	(16 000)	5 720 100	5 113 909
51 067 408		**Total du ministère**	8 329 717	42 737 691	38 176 594
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	(29 583)	39 391	34 750
51 057 600	<	**TOTAL À VOTER**	8 359 300	42 698 300	38 141 844
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
51 067 408		Dépenses	8 329 717	42 737 691	38 176 594

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1401		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	2 105 500	Bureau principal	(377 200)	2 482 700	1 953 348
2	3 347 000	Services administratifs et financiers	(507 300)	3 854 300	3 459 375
3	4 992 900	Services des communications	(241 900)	5 234 800	3 431 764
4	495 100	Services juridiques	78 100	417 000	287 494
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(30 094)	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 656
	10 950 308	Total — Administration du ministère	(1 077 883)	12 028 191	9 166 731
	9 808	Moins : Crédits législatifs	(29 583)	39 391	34 750
	10 940 500	**Montant à voter**	(1 047 300)	11 988 800	9 131 981

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1401-1)	$
Traitements et salaires	1 218 500
Avantages sociaux	221 300
Transports et communications	168 600
Services	453 100
Fournitures et matériel	44 000
	2 105 500

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1401-2)	
Traitements et salaires	1 642 900
Avantages sociaux	315 900
Transports et communications	142 700
Services	614 300
Fournitures et matériel	631 200
	3 347 000

Services des communications (1401-3)	$
Traitements et salaires	1 080 500
Avantages sociaux	207 900
Transports et communications	105 600
Services	2 766 200
Fournitures et matériel	832 700
	4 992 900

Services juridiques (1401-4)	
Transports et communications	13 800
Services	474 200
Fournitures et matériel	7 100
	495 100

Total — Programme d'administration du ministère	10 950 308

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1402		**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**			
1	3 109 500	Approvisionnement et distribution	364 800	2 744 700	3 058 572
2	1 846 800	Économie de l'énergie	(308 800)	2 155 600	1 735 868
	4 956 300	Total — Politiques et planification	56 000	4 900 300	4 794 440

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Approvisionnement et distribution (1402-1)	$
Traitements et salaires	1 542 800
Avantages sociaux	296 800
Transports et communications	160 100
Services	1 037 300
Fournitures et matériel	20 000
Paiements de transfert	
Subventions pour la planification des mesures d'urgence	52 500
	3 109 500

Économie de l'énergie (1402-2)	$
Traitements et salaires	1 129 500
Avantages sociaux	217 300
Transports et communications	57 400
Services	349 000
Fournitures et matériel	12 600
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	81 000
	1 846 800

Total — Programme des politiques et de la planification	4 956 300

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer le rendement énergétique et la gestion de l'énergie en Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1403		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DE L'ÉNERGIE**			
1	29 456 700	Développement et gestion de l'énergie	9 367 600	20 089 100	19 101 514
	29 456 700	Total — Développement et gestion de l'énergie	9 367 600	20 089 100	19 101 514

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Développement et gestion de l'énergie (1403-1)	$	$
Traitements et salaires		2 679 200
Avantages sociaux		515 700
Transports et communications		323 100
Services		2 666 500
Fournitures et matériel		55 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux recherches sur l'énergie	500 000	
Subventions aux initiatives de conservation	1 925 000	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	3 200 000	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	11 442 200	
Fonctionnement		
Subventions aux recherches sur l'énergie	3 400 000	
Subventions aux initiatives de conservation	2 645 000	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	105 000	23 217 200
		29 456 700
Total — Programme de développement et de gestion de l'énergie		29 456 700

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1404		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**			
1	5 704 100	Commission de l'énergie de l'Ontario	(16 000)	5 720 100	5 113 909
	5 704 100	Total — Commission de l'énergie de l'Ontario . .	(16 000)	5 720 100	5 113 909

— NOTES —

XIV. — MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission de l'énergie de l'Ontario (1404-1)	$
Traitements et salaires	2 472 300
Avantages sociaux	475 900
Transports et communications	309 300
Services	2 045 500
Fournitures et matériel	401 100
	5 704 100
Total — Programme de la Commission de l'énergie de l'Ontario	5 704 100
TOTAL DU MINISTÈRE	51 067 408

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

Le mandat du ministère est de préserver la qualité des milieux aquatique, atmosphérique et terrestre, de manière à protéger la santé publique et l'écosystème et à assurer le bien-être de la population de l'Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
32 650 157		Administration du ministère	1 989 184	30 660 973	26 023 287
146 380 300		Services environnementaux	35 475 000	110 905 300	80 925 038
117 403 800		Contrôle de l'environnement	18 170 900	99 232 900	83 826 670
352 289 500		Planification et exploitation des services publics	55 105 600	297 183 900	247 938 398
648 723 757		**Total du ministère**	110 740 684	537 983 073	438 713 393
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
648 682 200	<	**TOTAL À VOTER**	110 738 518	537 943 682	438 674 002
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
577 323 757		Dépenses	84 940 684	492 383 073	416 357 713
71 400 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	25 800 000	45 600 000	22 355 680
648 723 757			110 740 684	537 983 073	438 713 393

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	528 496 091	
1.2 Comptes publics 1988-1989		439 168 118
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(1 620 847)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	9 486 982	1 166 122
	537 983 073	438 713 393

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de la politique et de la planification ministérielles, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1501		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 516 600	Bureau principal	255 300	1 261 300	1 180 871
2	10 061 100	Services administratifs et financiers	361 300	9 699 800	8 543 304
3	5 301 900	Ressources humaines	182 318	5 119 582	4 101 593
4	3 636 900	Services des communications	492 900	3 144 000	3 556 367
5	4 725 500	Analyse et planification	5 000	4 720 500	3 087 775
6	3 276 900	Services juridiques	663 500	2 613 400	1 869 364
7	1 149 400	Services de vérification	210 100	939 300	867 659
8	2 940 300	Systèmes informatiques	(183 400)	3 123 700	2 776 963
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	32 650 157	Total — Administration du ministère	1 989 184	30 660 973	26 023 287
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	32 608 600	**Montant à voter**	1 987 018	30 621 582	25 983 896

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1501-1)	$
Traitements et salaires	999 200
Avantages sociaux	177 800
Transports et communications	117 600
Services	114 700
Fournitures et matériel	107 300
	1 516 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1501-2)	
Traitements et salaires	4 406 900
Avantages sociaux	803 800
Transports et communications	422 700
Services	1 239 600
Fournitures et matériel	3 188 100
	10 061 100

Ressources humaines (1501-3)	
Traitements et salaires	2 465 900
Avantages sociaux	453 000
Transports et communications	113 700
Services	2 211 200
Fournitures et matériel	58 100
	5 301 900

Services des communications (1501-4)	
Traitements et salaires	1 419 100
Avantages sociaux	259 900
Transports et communications	225 500
Services	1 415 400
Fournitures et matériel	317 000
	3 636 900

Analyse et planification (1501-5)	$
Traitements et salaires	2 319 400
Avantages sociaux	374 100
Transports et communications	48 400
Services	1 829 000
Fournitures et matériel	154 600
	4 725 500

Services juridiques (1501-6)	
Traitements et salaires	94 400
Avantages sociaux	11 400
Transports et communications	250 900
Services	2 742 200
Fournitures et matériel	178 000
	3 276 900

Services de vérification (1501-7)	
Traitements et salaires	773 600
Avantages sociaux	150 300
Transports et communications	49 000
Services	32 500
Fournitures et matériel	144 000
	1 149 400

Systèmes informatiques (1501-8)	
Traitements et salaires	1 718 100
Avantages sociaux	291 600
Transports et communications	31 900
Services	435 200
Fournitures et matériel	463 500
	2 940 300

Total — Programme d'administration du ministère	32 650 157

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire, des services de soutien technique spécialisés, des subventions à la recherche et le budget de la Brigade des jeunes environnementalistes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1502		**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**			
1	302 100	Administration du programme	18 500	283 600	298 847
2	9 795 200	Ressources atmosphériques	283 300	9 511 900	9 351 076
3	24 068 800	Ressources en eau	155 300	23 913 500	21 927 012
4	70 392 500	Gestion des déchets	28 233 500	42 159 000	26 765 262
5	20 387 900	Services de laboratoire	886 500	19 501 400	17 540 479
6	21 433 800	Recherche en matière d'environnement	5 897 900	15 535 900	5 042 362
	146 380 300	Total — Services environnementaux	35 475 000	110 905 300	80 925 038

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1502-1)	$
Traitements et salaires	218 500
Avantages sociaux	41 200
Transports et communications	10 000
Services	16 500
Fournitures et matériel	15 900
	302 100

Ressources atmosphériques (1502-2)		
Traitements et salaires		5 098 000
Avantages sociaux		950 300
Transports et communications		529 200
Services		1 668 300
Fournitures et matériel		1 549 400
		9 795 200

Ressources en eau (1502-3)	$	
Traitements et salaires		10 395 500
Avantages sociaux		1 917 600
Transports et communications		632 000
Services		8 802 000
Fournitures et matériel		1 816 700
Paiements de transfert		
Subventions pour les études sur les plages	500 000	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	505 000
		24 068 800

Gestion des déchets (1502-4)	$	$
Traitements et salaires		5 172 300
Avantages sociaux		913 100
Transports et communications		236 000
Services		9 570 800
Fournitures et matériel		319 300
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets	35 600 000	
Fonctionnement		
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets	750 000	
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets	13 200 000	
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets	30 000	
Subventions pour l'enlèvement des déchets domestiques dangereux	200 000	
Subventions pour la réduction, la réutilisation et le recyclage (3R) des déchets industriels	4 155 000	
Subvention au Recycling Council of Ontario	100 000	
Subvention à la Packaging Association of Ontario	5 000	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	70 000	
Subvention au Conservation Council of Ontario	21 000	
Subvention à Pollution Probe	25 000	54 181 000
		70 392 500

Services de laboratoire (1502-5)	
Traitements et salaires	11 479 700
Avantages sociaux	2 135 800
Transports et communications	366 500
Services	3 012 500
Fournitures et matériel	3 393 400
	20 387 900

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Recherche en matière d'environnement (1502-6)		$
Traitements et salaires		453 500
Avantages sociaux		79 300
Transports et communications		7 000
Services		914 000
Fournitures et matériel		14 000
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	2 100 000	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	100 000	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	5 000	
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	30 000	
Subventions pour des projets d'information du public et des conférences en matière d'environnement	331 000	
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	8 000 000	
Subventions pour des projets juridiques	75 000	
Subvention à la Fondation Harmonie du Canada	25 000	
Subvention aux Amis de la Terre	25 000	
Subvention au Ontario Environment Network	25 000	10 716 000
Autres opérations		
Brigade des jeunes environnementalistes		9 250 000
		21 433 800
Total — Programme des services environnementaux		146 380 300

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1503		**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**			
1	28 306 800	Administration du programme	6 147 700	22 159 100	15 236 291
2	2 321 700	Société d'indemnisation environnementale	1 912 700	409 000	258 041
3	3 652 300	Commission des évaluations environnementales	1 486 800	2 165 500	1 841 391
4	12 079 300	Relations intergouvernementales et projets stratégiques	(486 300)	12 565 600	11 340 581
5	41 703 300	Application et exécution des règlements	4 981 000	36 722 300	31 079 806
6	25 724 800	Autorisations environnementales et appui technique	3 435 500	22 289 300	21 753 826
7	3 615 600	Évaluations environnementales	693 500	2 922 100	2 316 734
	117 403 800	Total — Contrôle de l'environnement	18 170 900	99 232 900	83 826 670

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1503-1)	$	$
Traitements et salaires		665 400
Avantages sociaux		128 200
Transports et communications		67 300
Services		26 699 000
Fournitures et matériel		317 400
Paiements de transfert	$	
Avances pour le financement des opérations d'urgence	1 000	
Subvention à l'American Public Works Association (Section de l'Ontario)	10 000	
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	5 000	
Subventions au titre des arrêtés d'intervention émis en vertu de l'article 89 de la Loi sur la protection de l'environnement	1 000	
Subventions pour les enquêtes sur les dépôts de goudron de houille	350 000	
Subventions à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	55 000	429 500
		28 306 800

Société d'indemnisation environnementale (1503-2)	$	$
Traitements et salaires		123 600
Avantages sociaux		22 500
Transports et communications		21 000
Services		132 600
Fournitures et matériel		21 000
Paiements de transfert	$	
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement	100 000	
Subventions à l'aide en cas d'urgence	1 000	
Subvention à la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	1 900 000	2 001 000
		2 321 700

Commission des évaluations environnementales (1503-3)	$	$
Traitements et salaires		1 557 300
Avantages sociaux		264 700
Transports et communications		230 500
Services		924 200
Fournitures et matériel		450 600
Paiements de transfert		
Financement des intervenants-Évaluation environnementale de la gestion forestière		450 000
		3 877 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères		225 000
		3 652 300

Relations intergouvernementales et projets stratégiques (1503-4)	$	$
Traitements et salaires		3 064 900
Avantages sociaux		553 100
Transports et communications		568 900
Services		5 587 400
Fournitures et matériel		1 850 000
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	400 000	
Subvention à la Coalition canadienne contre les pluies acides	50 000	
Subvention au Ontario Environmental Network	5 000	455 000
		12 079 300

Application et exécution des règlements (1503-5)	$	$
Traitements et salaires		27 940 200
Avantages sociaux		4 952 900
Transports et communications		3 432 100
Services		2 588 500
Fournitures et matériel		2 784 600
Paiements de transfert		
Subvention au Ninety-Nines — Opération Skywatch		5 000
		41 703 300

Autorisations environnementales et appui technique (1503-6)	$	$
Traitements et salaires		13 812 300
Avantages sociaux		2 421 600
Transports et communications		599 100
Services		2 054 300
Fournitures et matériel		1 537 500
Paiements de transfert		
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement		5 300 000
		25 724 800

Évaluations environnementales (1503-7)	$	$
Traitements et salaires		2 348 900
Avantages sociaux		293 800
Transports et communications		172 500
Services		706 400
Fournitures et matériel		94 000
		3 615 600

	$
Total — Programme de contrôle de l'environnement	117 403 800

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1504		**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**			
1	246 529 800	Services d'ingénierie	46 899 800	199 630 000	150 505 014
2	92 459 700	Exploitation des services publics	9 205 800	83 253 900	83 133 384
3	13 300 000	Société ontarienne de gestion des déchets	(1 000 000)	14 300 000	14 300 000
	352 289 500	Total — Planification et exploitation des services publics	55 105 600	297 183 900	247 938 398

— NOTES —

XV. — MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services d'ingénierie (1504-1)	$	$
Traitements et salaires		2 061 100
Avantages sociaux		380 700
Transports et communications		124 400
Services		413 600
Fournitures et matériel		50 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
Projets municipaux	110 000 000	
Projets provinciaux	17 100 000	
Études de planification de l'infrastructure	3 000 000	
Restauration des infrastructures	12 000 000	
Restauration des plages	30 000 000	
Priorités régionales	3 000 000	175 100 000
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		71 400 000
		249 529 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		
Capital		3 000 000
		246 529 800

Exploitation des services publics (1504-2)	$
Traitements et salaires	29 959 800
Avantages sociaux	4 490 700
Transports et communications	1 614 200
Services	17 172 300
Fournitures et matériel	39 222 700
	92 459 700
Société ontarienne de gestion des déchets (1504-3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	13 300 000
	13 300 000
Total — Programme de planification et d'exploitation des services publics	352 289 500
TOTAL DU MINISTÈRE	648 723 757

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

SOMMAIRE

Le ministère des Institutions financières a un double mandat : maximiser l'apport économique du secteur financier à la croissance économique du secteur financier à la croissance économique globale de la province, et réglementer les institutions financières de façon à maintenir leur solvabilité et à protéger les intérêts du public, s'assurant ainsi qu'on ait confiance dans le système.

Le mandat du Ministère est rempli par cinq unités opérationnelles. Ces dernières assurent l'examen et la surveillance des établissements de dépôt, des compagnies d'assurance, des établissements de l'industrie des valeurs mobilières ainsi que des régimes de retraite des secteurs privé et public et ce, en vue de s'assurer que les obligations prévues par la loi sont satisfaites. De plus, le Ministère administre le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

Dernièrement, on a annoncé la création de la Commission de l'assurance de l'Ontario. Cette dernière a pour objectif d'assurer, en vertu de dispositions législatives, une meilleure surveillance de l'industrie de l'assurance et une plus grande protection des consommateurs. Le Ministère se concentre également sur la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour faire en sorte que dans les années 90, elle soit en position de maintenir la solvabilité et la crédibilité du marché financier tout en jouant un rôle de chef de file au Canada et un rôle important sur le plan international.

La stratégie du Ministère vise à promouvoir un marché des services financiers qui favorise la croissance, encourage les investissements à l'échelle locale, nationale et internationale et incite les clients à avoir une confiance absolue en l'intégrité et la solvabilité du système financier.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
5 496 108		Administration du ministère	373 911	5 122 197	5 035 141
53 790 000		Normes financières	18 212 600	35 577 400	31 736 538
59 286 108		**Total du ministère**	18 586 511	40 699 597	36 771 679
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	511	9 297	9 297
59 276 300	<	**TOTAL À VOTER**	18 586 000	40 690 300	36 762 382
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
59 286 108		Dépenses	18 586 511	40 699 597	36 771 679

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	40 699 597	
1.2 Comptes publics 1988-1989		42 057 286
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(5 285 607)
	40 699 597	36 771 679

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt et des représentants et ajusteurs d'assurances. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	627 700	Bureau principal	17 300	610 400	641 774
2	2 467 700	Services administratifs et financiers	(44 700)	2 512 400	2 433 350
3	1 177 800	Analyse et planification	219 300	958 500	947 945
4	1 213 100	Services juridiques	181 500	1 031 600	1 002 775
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	5 496 108	Total — Administration du ministère	373 911	5 122 197	5 035 141
	9 808	Moins : Crédits législatifs	511	9 297	9 297
	5 486 300	**Montant à voter**	373 400	5 112 900	5 025 844

— NOTES —

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1601-1)	$
Traitements et salaires	412 700
Avantages sociaux	132 500
Transports et communications	40 400
Services	23 200
Fournitures et matériel	18 900
	627 700

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1601-2)	
Traitements et salaires	1 542 800
Avantages sociaux	274 400
Transports et communications	23 800
Services	526 500
Fournitures et matériel	60 200
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	40 000
	2 467 700

Analyse et planification (1601-3)	$
Traitements et salaires	863 400
Avantages sociaux	152 800
Transports et communications	27 600
Services	105 700
Fournitures et matériel	28 300
	1 177 800

Services juridiques (1601-4)	
Traitements et salaires	6 600
Avantages sociaux	4 000
Transports et communications	32 900
Services	1 118 800
Fournitures et matériel	50 800
	1 213 100

Total — Programme d'administration du ministère	5 496 108

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES :

Ce programme consiste en quatre types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1602		**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**			
1	12 955 200	Établissements de dépôt	6 349 600	6 605 600	5 962 956
2	19 615 600	Commission de l'assurance de l'Ontario	8 510 000	11 105 600	10 341 724
3	1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	—	1 000	—
4	15 176 300	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	2 810 000	12 366 300	11 671 932
5	6 041 900	Commission des régimes de retraite de l'Ontario	543 000	5 498 900	3 759 926
	53 790 000	Total — Normes financières	18 212 600	35 577 400	31 736 538

— NOTES —

XVI. — MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Établissements de dépôt (1602-1)	$
Traitements et salaires	3 864 100
Avantages sociaux	755 200
Transports et communications	199 900
Services	1 997 400
Fournitures et matériel	137 600
Paiements de transfert	
Intérêts sur les emprunts de la Société ontarienne d'assurance des actions et dépôts	1 000
Initiative des credit unions et des caisses populaires	6 000 000
	12 955 200

Commission de l'assurance de l'Ontario (1602-2)	
Traitements et salaires	6 903 500
Avantages sociaux	994 900
Transports et communications	425 200
Services	9 342 800
Fournitures et matériel	1 929 200
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	20 000
	19 615 600

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (1602-3)	
Traitements et salaires	996 400
Avantages sociaux	168 700
Transports et communications	62 900
Services	1 445 800
Fournitures et matériel	83 000
	2 756 800
Moins : Recouvrements de dépenses administratives	2 755 800
	1 000

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (1602-4)	$
Traitements et salaires	8 179 000
Avantages sociaux	1 417 400
Transports et communications	480 100
Services	4 088 900
Fournitures et matériel	1 010 900
	15 176 300

Commission des régimes de retraite de l'Ontario (1602-5)	
Traitements et salaires	2 934 200
Avantages sociaux	493 000
Transports et communications	165 400
Services	2 252 100
Fournitures et matériel	197 200
	6 041 900
Total — Programme des normes financières	53 790 000
TOTAL DU MINISTÈRE	59 286 108

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE

L'Office a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
4 327 300		Affaires francophones	639 400	3 687 900	3 359 286
4 327 300		**Total — Office des affaires francophones**	639 400	3 687 900	3 359 286
4 327 300	<	**TOTAL À VOTER**	639 400	3 687 900	3 359 286
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
4 327 300		Dépenses	639 400	3 687 900	3 359 286

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Réorganisation gouvernementale		
1.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	3 687 900	3 359 286
	3 687 900	3 359 286

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1701		**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**			
1	4 327 300	Coordination des Affaires francophones	1 325 100	3 002 200	2 794 215
2	—	Commission des services en français	(685 700)	685 700	565 071
	4 327 300	Total — Affaires francophones	639 400	3 687 900	3 359 286

— NOTES —

XVII. — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Coordination des Affaires francophones (1701-1)	$
Traitements et salaires	1 592 900
Avantages sociaux	279 100
Transports et communications	175 000
Services	1 075 300
Fournitures et matériel	215 000
Paiements de transfert	
Programme des services en français	990 000
Total — Programme des Affaires Francophones	4 327 300
TOTAL — OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	4 327 300

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

SOMMAIRE

Le ministère des Services gouvernementaux joue un rôle clé dans la prestation des programmes du gouvernement en assurant une utilisation optimale des terrains, des bâtiments, de la technologie et des services. Ceci est accompli en aidant le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière d'environnement en jouant un rôle de chef de file dans la gestion des déchets, en établissant des normes pour l'achat de produits écologiques et en mettant au point un processus d'évaluation environnementale de portée générale dans le cadre des activités immobilières et de logement; en appuyant l'objectif à long terme du développement durable grâce à des stratégies immobilières permettant au gouvernement d'atteindre ses objectifs d'ordre social et économique; en travaillant à maximiser l'utilisation de la technologie informatique au sein du gouvernement afin d'accroître les capacités des ministères et la rapidité avec laquelle ils servent le public; et en visant à offrir un milieu de travail sanitaire et sécuritaire.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
22 170 257		Administration du ministère	734 366	21 435 891	20 345 017
580 309 300		Services des biens immobiliers	18 928 800	561 380 500	462 880 812
61 323 700		Approvisionnement et services	(56 524 700)	117 848 400	112 056 103
19 783 500		Services d'informatique et de télécommunications	2 628 500	17 155 000	17 023 223
683 586 757		**Total du ministère**	(34 233 034)	717 819 791	612 305 155
42 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	40 391	127 113
683 544 200	<	**TOTAL À VOTER**	(34 235 200)	717 779 400	612 178 042
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
683 586 757		Dépenses	(34 233 034)	717 819 791	612 305 155

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	726 875 591	
1.2 Comptes publics 1988-1989		627 727 439
2. Réorganisation gouvernementale:		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(9 055 800)	(7 905 800)
3. Modification comptable		
3.1 Comptes créés à des fins spéciales		(7 516 484)
	717 819 791	612 305 155

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs de ses programmes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	2 098 500	Bureau principal	(206 900)	2 305 400	1 989 980
2	6 039 400	Services administratifs et financiers	(129 100)	6 168 500	5 646 344
3	1 023 000	Analyse et planification	404 100	618 900	518 283
4	1 470 500	Services juridiques	(42 000)	1 512 500	1 534 964
5	1 115 900	Services de vérification	49 000	1 066 900	864 652
6	4 770 000	Systèmes informatiques	166 500	4 603 500	5 115 264
7	1 801 500	Services des communications	(8 400)	1 809 900	1 638 895
8	3 808 900	Ressources humaines	499 000	3 309 900	3 002 058
9	1 000	Ministres sans portefeuille	—	1 000	—
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 483
	22 170 257	Total — Administration du ministère	734 366	21 435 891	20 345 017
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	34 577
	22 128 700	**Montant à voter**	732 200	21 396 500	20 310 440

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1801-1)	$
Traitements et salaires	1 164 300
Avantages sociaux	282 900
Transports et communications	102 100
Services	461 400
Fournitures et matériel	87 800
	2 098 500

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1801-2)	
Traitements et salaires	2 830 600
Avantages sociaux	534 700
Transports et communications	521 400
Services	1 779 200
Fournitures et matériel	356 800
	6 072 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	33 300
	6 039 400

Analyse et planification (1801-3)	
Traitements et salaires	534 200
Avantages sociaux	100 100
Transports et communications	6 900
Services	333 400
Fournitures et matériel	48 400
	1 023 000

Services juridiques (1801-4)	
Traitements et salaires	91 100
Avantages sociaux	14 000
Transports et communications	17 200
Services	1 321 600
Fournitures et matériel	26 600
	1 470 500

Services de vérification (1801-5)	$
Traitements et salaires	836 700
Avantages sociaux	146 300
Transports et communications	21 400
Services	86 400
Fournitures et matériel	25 100
	1 115 900

Systèmes informatiques (1801-6)	
Traitements et salaires	2 714 700
Avantages sociaux	466 600
Transports et communications	75 000
Services	1 752 400
Fournitures et matériel	63 700
	5 072 400
Moins : Recouvrements d'autres activités	302 400
	4 770 000

Services des communications (1801-7)	
Traitements et salaires	1 083 100
Avantages sociaux	168 700
Transports et communications	57 800
Services	418 900
Fournitures et matériel	241 700
	1 970 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	168 700
	1 801 500

Ressources humaines (1801-8)	
Traitements et salaires	2 392 700
Avantages sociaux	439 700
Transports et communications	97 500
Services	601 100
Fournitures et matériel	277 900
	3 808 900

Ministres sans portefeuille (1801-9)	
Services	1 000

Total — Programme d'administration du ministère	22 170 257

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion du patrimoine immobilier de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant de la manière la plus rentables les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et la vente de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les recettes de la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédés propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1802		**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**			
1	7 153 700	Administration du programme	160 000	6 993 700	6 132 819
2	68 226 400	Opérations entreprises dans le cadre du programme	5 245 800	62 980 600	57 769 458
3	272 970 300	Exécution du programme	17 735 100	255 235 200	231 341 442
4	231 958 900	Dépenses en capital	(4 212 100)	236 171 000	167 637 093
	580 309 300	Total — Services des biens immobiliers	18 928 800	561 380 500	462 880 812

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1802-1)	$
Traitements et salaires	4 771 600
Avantages sociaux	875 100
Transports et communications	242 100
Services	972 000
Fournitures et matériel	292 900
	7 153 700

Opérations entreprises dans le cadre du programme (1802-2)		
Traitements et salaires		54 723 400
Avantages sociaux		10 881 000
Transports et communications		3 289 700
Services		2 276 800
Fournitures et matériel		677 800
		71 848 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 622 300
		68 226 400

Exécution du programme (1802-3)	$	$
Transports et communications		4 178 900
Services		
Location	186 569 200	
Location — Achat	1 700 000	
Autres	66 661 400	254 930 600
Fournitures et matériel		35 468 000
Paiements de transfert		
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario		66 000
		294 643 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères		21 673 200
		272 970 300

Dépenses en capital (1802-4)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		6 703 100
Avantages sociaux		1 248 500
Transports et communications		1 189 000
Services		90 450 800
Fournitures et matériel		4 172 300
Acquisition/construction de biens immobiliers		
Terres	38 792 000	
Autres dépenses	155 660 000	194 452 000
		298 215 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		66 256 800
		231 958 900
Total — Programme des services des biens immobiliers		580 309 300

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans la passation des marchés publics. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres et assure, dans le cadre du ministère, une gamme complète de services en matière de ressources humaines afin de faciliter et de promouvoir la bonne gestion des ressources humaines.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1803		**PROGRAMME DE L'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**			
1	1 008 100	Administration du programme	443 600	564 500	500 337
2	3 082 800	Services d'achat	674 400	2 408 400	2 210 092
3	10 955 900	Services gouvernementaux d'information	(250 700)	11 206 600	9 189 491
4	7 758 100	Services divers	312 600	7 445 500	7 494 618
5	3 099 200	Services aux employés	107 500	2 991 700	2 763 378
6	24 551 800	Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	(59 735 900)	84 287 700	80 302 975
7	10 866 800	Service d'information sur les ressources humaines	1 923 800	8 943 000	9 502 656
L	1 000	Compte de papeterie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	—	1 000	92 556
	61 323 700	Total — Approvisionnement et services	(56 524 700)	117 848 400	112 056 103
	1 000	Moins : Crédits législatifs	—	1 000	92 556
	61 322 700	**Montant à voter**	(56 524 700)	117 847 400	111 963 547

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1803-1)	$
Traitements et salaires	401 600
Avantages sociaux	76 400
Transports et communications	11 300
Services	504 900
Fournitures et matériel	13 900
	1 008 100

Services d'achat (1803-2)	
Traitements et salaires	4 904 700
Avantages sociaux	891 900
Transports et communications	928 200
Services	1 134 500
Fournitures et matériel	11 923 900
	19 783 200
Moins : Recouvrements d'autres activités	16 700 400
	3 082 800

Crédits législatifs	$	
Compte de papeterie du gouvernement — imprimerie	18 000 000	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	17 999 000	1 000

Services gouvernementaux d'information (1803-3)	
Traitements et salaires	6 338 000
Avantages sociaux	1 269 000
Transports et communications	14 315 500
Services	2 669 600
Fournitures et matériel	2 468 600
	27 060 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	16 104 800
	10 955 900

Services divers (1803-4)	
Traitements et salaires	2 996 300
Avantages sociaux	554 600
Transports et communications	3 015 700
Services	564 900
Fournitures et matériel	626 600
	7 758 100

Services aux employés (1803-5)	
Traitements et salaires	2 375 600
Avantages sociaux	449 700
Transports et communications	115 700
Services	67 600
Fournitures et matériel	90 600
	3 099 200

Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés (1803-6)	$	$
Traitements et salaires		4 211 100
Avantages sociaux		769 300
Transports et communications		141 900
Services		1 253 400
Fournitures et matériel		358 700
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)		
La Loi de 1989 sur le régime de retraite des fonctionnaires	246 478 700	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	5 887 600	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	2 200 000	
Régime de pensions du Canada	50 355 100	
Assurance-chômage	77 348 300	
Assurance-vie collective	6 570 600	
Protection du revenu à long terme	33 179 400	
Impôt-santé des employeurs	57 551 300	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	30 209 200	
Régime de soins dentaires	23 525 600	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	17 817 400	551 123 200
		557 857 600
Moins : Recouvrements d'autres activités		533 305 800
		24 551 800

Service d'information sur les ressources humaines (1803-7)	
Traitements et salaires	3 200 200
Avantages sociaux	634 400
Transports et communications	2 000
Services	6 894 600
Fournitures et matériel	135 600
	10 866 800
Total — Programme de l'approvisionnement et des services	61 323 700

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1804		**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**			
1	1 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	—	1 000	—
2	19 782 500	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	2 628 500	17 154 000	17 023 223
	19 783 500	Total — Services d'informatique et de télécommunications	2 628 500	17 155 000	17 023 223

— NOTES —

XVIII. — MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (1804-1)		$
Traitements et salaires		15 846 300
Avantages sociaux		2 970 100
Transports et communications		39 858 500
Services		28 738 300
Fournitures et matériel		3 536 800
		90 950 000
Moins : Recouvrements d'autres activités :	$	
Facturation de services fournis à divers clients	93 199 000	
Moins : Montants crédités au compte de recettes	2 250 000	90 949 000
		1 000

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (1804-2)	$
Traitements et salaires	1 461 600
Avantages sociaux	267 400
Transports et communications	17 377 500
Services	639 600
Fournitures et matériel	36 400
	19 782 500
Total — Programme des services d'informatique et de télécommunications	19 783 500
TOTAL DU MINISTÈRE	683 586 757

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE

La mission du ministère de la Santé de l'Ontario est de favoriser, assurer et maintenir le meilleur état de santé possible dans la population de la province.

Le ministère est responsable de la mise sur pied, de l'application et de la gestion des politiques, normes et programmes visant à procurer des services de santé accessibles, appropriés et à la portée de tout le monde.

Le ministère conseille le gouvernement dans le domaine de la santé en Ontario; vise à optimiser la santé et le bien-être physique et mental de la population de l'Ontario; et est responsable de l'instauration, de la coordination et du maintien de services de santé complets et d'un réseau équilibré et intégré d'hôpitaux, de maisons de soins infirmiers, de laboratoires, d'ambulances et autres établissements de santé en Ontario.

En plus de promouvoir un style de vie sain comme facteur principal de la prévention des maladies, le ministère favorise et soutient l'élaboration et l'application de programmes communautaires pour la promotion et la protection de la santé de tous les Ontariens.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
168 973 457		Administration du ministère	38 032 366	130 941 091	108 227 756
8 259 505 200		Soins en établissements	782 688 700	7 476 816 500	6 853 279 795
5 483 619 800		Prestations de santé	454 265 200	5 029 354 600	4 578 680 073
1 400 427 600		Services de santé à la communauté et aux consommateurs	133 967 300	1 266 460 300	1 028 662 051
15 312 526 057		**Total du ministère**	1 408 953 566	13 903 572 491	12 568 849 675
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
(333 500 000)		**Redressement pour les paiements d'avance**	(667 000 000)	333 500 000	—
14 978 984 500	<	**TOTAL À VOTER**	741 951 400	14 237 033 100	12 568 810 284
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
14 979 026 057		Dépenses	1 075 453 566	13 903 572 491	12 568 849 675

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	13 903 572 491	
1.2 Comptes publics 1988-1989		12 566 253 595
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		3 580 000
3. Modification comptable		
3.1 Comptes créés à des fins spéciales		(983 920)
	13 903 572 491	12 568 849 675

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	11 778 300	Bureau principal	2 183 000	9 595 300	8 909 333
2	23 817 400	Services administratifs et financiers	285 900	23 531 500	23 113 552
3	5 688 500	Ressources humaines	344 800	5 343 700	5 116 130
4	9 922 000	Services des communications	357 200	9 564 800	7 967 292
5	36 962 300	Analyse, recherche et planification	3 060 600	33 901 700	29 279 875
6	2 085 200	Services juridiques	695 700	1 389 500	1 329 315
7	2 001 200	Services de vérification	142 800	1 858 400	1 789 212
8	75 487 600	Systèmes informatiques	30 919 700	44 567 900	29 611 519
9	1 189 400	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	40 500	1 148 900	1 072 137
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	168 973 457	Total — Administration du ministère	38 032 366	130 941 091	108 227 756
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	168 931 900	**Montant à voter**	38 030 200	130 901 700	108 188 365

— NOTES —

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (1901-1)	$
Traitements et salaires	4 043 900
Avantages sociaux	1 624 900
Transports et communications	589 000
Services	5 077 000
Fournitures et matériel	443 500
	11 778 300

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (1901-2)	
Traitements et salaires	12 379 000
Avantages sociaux	2 525 300
Transports et communications	2 303 900
Services	3 597 100
Fournitures et matériel	3 087 300
	23 892 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	75 200
	23 817 400

Ressources humaines (1901-3)	
Traitements et salaires	4 390 700
Avantages sociaux	895 700
Transports et communications	124 300
Services	166 400
Fournitures et matériel	111 400
	5 688 500

Services des communications (1901-4)	
Traitements et salaires	1 758 100
Avantages sociaux	358 700
Transports et communications	156 100
Services	7 102 700
Fournitures et matériel	546 400
	9 922 000

Analyse, recherche et planification (1901-5)		
Traitements et salaires		3 002 500
Avantages sociaux		612 500
Transports et communications		236 500
Services		815 700
Fournitures et matériel		500 000
Paiements de transfert	$	
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	11 294 100	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	20 501 000	31 795 100
		36 962 300

Services juridiques (1901-6)	$
Traitements et salaires	26 800
Avantages sociaux	5 500
Transports et communications	41 300
Services	1 918 900
Fournitures et matériel	92 700
	2 085 200

Services de vérification (1901-7)	
Traitements et salaires	1 547 300
Avantages sociaux	315 600
Transports et communications	80 000
Services	22 000
Fournitures et matériel	36 300
	2 001 200

Systèmes informatiques (1901-8)	
Traitements et salaires	14 578 000
Avantages sociaux	2 973 800
Transports et communications	4 000 000
Services	36 935 800
Fournitures et matériel	17 000 000
	75 487 600

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (1901-9)	
Traitements et salaires	160 400
Avantages sociaux	32 700
Transports et communications	149 900
Services	834 500
Fournitures et matériel	11 900
	1 189 400

Total — Programme d'administration du ministère	168 973 457

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes; il a également pour objet l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers. Le programme comprend en outre l'exploitation des hôpitaux psychiatriques.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
1902		**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**			
1	800 900	Administration du programme	40 200	760 700	1 081 764
2	7 388 883 400	Hôpitaux et établissements connexes	714 744 000	6 674 139 400	6 092 591 203
3	398 994 800	Services psychiatriques	32 416 900	366 577 900	352 737 998
4	470 826 100	Services de maisons de soins infirmiers	35 487 600	435 338 500	406 868 830
	8 259 505 200	Total — Soins en établissements	782 688 700	7 476 816 500	6 853 279 795
	(333 500 000)	Redressement pour les paiements d'avance	(667 000 000)	333 500 000	—
	7 926 005 200	**Montant à voter**	115 688 700	7 810 316 500	6 853 279 795

— NOTES —

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1902-1)	$
Traitements et salaires	274 700
Avantages sociaux	56 000
Transports et communications	72 200
Services	321 500
Fournitures et matériel	76 500
	800 900

Hôpitaux et établissements connexes (1902-2)	$	$
Traitements et salaires		6 020 700
Avantages sociaux		1 228 200
Transports et communications		327 300
Services		487 800
Fournitures et matériel		181 100
Paiements de transfert		
Capital		
Établissements de santé	250 000 000	
Fonctionnement		
Exploitation des hôpitaux	6 275 852 400	
Exploitation des établissements connexes	327 310 500	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 212 000	
Enseignement clinique	189 763 400	7 047 138 300
		7 055 383 400

Services psychiatriques (1902-3)	$
Traitements et salaires	284 160 300
Avantages sociaux	57 968 800
Transports et communications	5 558 900
Services	24 763 400
Fournitures et matériel	35 532 600
Paiements de transfert	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux psychiatriques	363 000
	408 347 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	9 352 200
	398 994 800

Services de maisons de soins infirmiers (1902-4)	$	$
Traitements et salaires		3 223 700
Avantages sociaux		657 600
Transports et communications		363 300
Services		500 000
Fournitures et matériel		81 200
Paiements de transfert		
Programme de soins prolongés	466 000 300	
		470 826 100
Total — Programme de soins en établissements		7 526 005 200

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ :

Ce programme assure la gestion des Régimes d'assurance-santé et de médicaments de l'Ontario. L'assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé. Le Régime de médicaments vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1903		**PROGRAMME DE PRESTATIONS DE SANTÉ**			
1	4 793 897 900	Assurance-santé et prestations	428 603 900	4 365 294 000	3 998 518 587
2	689 721 900	Médicaments	25 661 300	664 060 600	580 161 486
	5 483 619 800	Total — Prestations de santé	454 265 200	5 029 354 600	4 578 680 073

— NOTES —

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Assurance-santé et prestations (1903-1)	$
Traitements et salaires	39 148 400
Avantages sociaux	7 986 200
Transports et communications	3 200 000
Services	2 525 000
Fournitures et matériel	4 367 700
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	4 736 670 600
	4 793 897 900

Médicaments (1903-2)	$
Traitements et salaires	3 046 400
Avantages sociaux	621 500
Transports et communications	411 000
Services	1 054 000
Fournitures et matériel	589 000
Paiements de transfert	
Régime de médicaments de l'Ontario	684 000 000
	689 721 900
Total — Programme de prestations de santé	5 483 619 800

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Programme de services des appareils et accessoires fonctionnels.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
1904		**PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS**			
1	11 232 600	Administration du programme	3 401 900	7 830 700	5 091 364
2	410 094 300	Services communautaires de santé	28 703 400	381 390 900	303 723 648
3	301 206 200	Services communautaires de santé mentale	29 246 300	271 959 900	239 958 833
4	236 095 600	Santé publique	24 746 000	211 349 600	185 331 943
5	34 449 600	Services de laboratoire	2 404 400	32 045 200	30 847 458
6	270 716 400	Services de santé d'urgence	31 668 200	239 048 200	199 224 648
7	102 996 400	Services des appareils et accessoires fonctionnels	8 088 600	94 907 800	52 916 806
8	18 636 500	Conseils régionaux de santé	5 708 500	12 928 000	10 968 679
9	15 000 000	Fonds Innovation Santé	—	15 000 000	598 672
	1 400 427 600	Total — Services de santé à la communauté et aux consommateurs	133 967 300	1 266 460 300	1 028 662 051

— NOTES —

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (1904-1)		$
Traitements et salaires		1 521 200
Avantages sociaux		310 300
Transports et communications		185 500
Services		2 633 400
Fournitures et matériel		118 600
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		6 463 600
		11 232 600

Services communautaires de santé (1904-2)		
Traitements et salaires		1 377 700
Avantages sociaux		281 100
Transports et communications		180 000
Services		231 100
Fournitures et matériel		160 000
Paiements de transfert	$	
Soins à domicile	366 463 500	
La Société d'arthrite — Division de l'Ontario	3 531 400	
Services de coordination des placements	4 950 200	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	10 859 900	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	13 059 400	
Établissements de santé autonomes	9 000 000	407 864 400
		410 094 300

Services communautaires de santé mentale (1904-3)		
Traitements et salaires		1 428 400
Avantages sociaux		291 400
Transports et communications		162 900
Services		156 000
Fournitures et matériel		27 700
Paiements de transfert	$	
Foyers de soins spéciaux	77 369 500	
Programmes communautaires de santé mentale	130 195 200	
Fondation ontarienne de la santé mentale	495 600	
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	56 039 900	
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	35 039 600	299 139 800
		301 206 200

Santé publique (1904-4)		$
Traitements et salaires		3 513 200
Avantages sociaux		716 700
Transports et communications		878 400
Services		1 982 000
Fournitures et matériel		636 000
Paiements de transfert	$	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	169 629 200	
Planification familiale	14 798 800	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	4 075 700	
Épidémies	24 512 700	
Prévention et contrôle du SIDA	13 143 200	
Prévention de la tuberculose	1 141 600	
Lutte contre les maladies vénériennes	640 100	
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	253 400	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	70 600	
Association pour la santé publique de l'Ontario	56 800	
Subventions diverses	47 200	228 369 300
		236 095 600

Services de laboratoire (1904-5)		
Traitements et salaires		19 716 800
Avantages sociaux		4 022 200
Transports et communications		700 000
Services		1 100 000
Fournitures et matériel		6 689 600
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 221 000
		34 449 600

Services de santé d'urgence (1904-6)		
Traitements et salaires		31 619 300
Avantages sociaux		6 450 300
Transports et communications		6 847 300
Services		18 239 300
Fournitures et matériel		21 074 400
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes		
Services d'ambulance municipaux	36 470 500	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	150 015 300	186 485 800
		270 716 400

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

— NOTES —

XIX. — MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ À LA COMMUNAUTÉ ET AUX CONSOMMATEURS (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services des appareils et accessoires fonctionnels (1904-7)		$
Traitements et salaires		1 573 500
Avantages sociaux		321 000
Transports et communications		350 000
Services		1 000 000
Fournitures et matériel		300 300
Paiements de transfert	$	
Services des appareils et accessoires fonctionnels	98 315 000	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	1 136 600	99 451 600
		102 996 400

Conseils régionaux de santé (1904-8)	$
Traitements et salaires	2 252 900
Avantages sociaux	459 600
Transports et communications	442 700
Services	353 300
Fournitures et matériel	219 800
Paiements de transfert	
Conseils régionaux de santé	14 908 200
	18 636 500

Fonds Innovation Santé (1904-9)	
Services	3 500 000
Paiements de transfert	11 500 000
	15 000 000

Total — Programme des services de santé à la communauté et aux consommateurs	1 400 427 600
TOTAL DU MINISTÈRE	14 979 026 057

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

SOMMAIRE

Le ministère du Logement cherche à faire en sorte que tous les résidents de l'Ontario aient accès à des logements abordables et sûrs. Par l'entremise de la Société de logement de l'Ontario, de 56 commissions locales de logement et de 1 600 sociétés à but non lucratif, le ministère fournit des fonds d'exploitation pour plus de 184 000 logements sociaux, y compris des logements à l'intention de personnes ayant des besoins spéciaux. Le ministère accroît l'offre de logement à coût faible et modéré au moyen de programmes de création de logement à but non lucratif et tenant compte des besoins du marché. En collaboration avec le ministère des Services gouvernementaux, il vise à optimiser l'utilisation des terres publiques pour le logement; avec le ministère des Affaires municipales, il cherche à rationaliser le processus d'aménagement, à mettre en oeuvre l'énoncé de principe sur l'Aménagement du territoire pour le logement et à prôner le soutien au logement à prix abordable. Le ministère a mis sur pied des programmes de prêts et de subventions visant à promouvoir la remise en état et la condensation du stock de logements existants ainsi que la modification des logements actuels de façon à répondre aux besoins des personnes handicapées. Il gère aussi la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation, qui réglemente les loyers résidentiels, et la Loi sur la protection du logement locatif, qui contrôle la conversion, la démolition et la rénovation des logements locatifs. Il est aussi responsable du Code du bâtiment de l'Ontario et du Code de la plomberie, qui réglementent la construction et la rénovation de tous les bâtiments de la province; il cherche à faire en sorte que les activités de construction et de rénovation restent efficaces au plan du coût tout en respectant des normes rigoureuses de sécurité.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
23 963 757		Administration du ministère	(757 234)	24 720 991	21 908 294
4 618 300		Services du bâtiment	633 500	3 984 800	6 492 817
584 871 100		Logements sociaux	133 116 300	451 754 800	353 269 508
7 069 800		Appui au logement	6 700	7 063 100	2 821 177
45 437 000		Politique de logement et révision des loyers	(3 683 500)	49 120 500	36 920 352
5 239 000		Aménagement de North Pickering	5 239 000	—	—
671 198 957		**Total du ministère**	134 554 766	536 644 191	421 412 148
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
671 157 400	<	**TOTAL À VOTER**	134 552 600	536 604 800	421 372 757
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
665 959 957		Dépenses	129 315 766	536 644 191	421 412 148
5 239 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	5 239 000	—	—
671 198 957			134 554 766	536 644 191	421 412 148

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2001		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 285 300	Bureau principal	119 600	1 165 700	1 502 111
2	3 066 000	Services des communications	32 600	3 033 400	2 823 692
3	7 073 600	Services administratifs et financiers	(1 310 000)	8 383 600	5 949 334
4	1 965 800	Ressources humaines	104 100	1 861 700	1 602 106
5	6 726 800	Systèmes informatiques	72 700	6 654 100	6 477 911
6	1 318 300	Services juridiques	151 200	1 167 100	1 183 103
7	960 000	Services de vérification	22 900	937 100	552 441
8	1 526 400	Analyse et planification	47 500	1 478 900	1 778 205
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	23 963 757	Total — Administration du ministère	(757 234)	24 720 991	21 908 294
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	23 922 200	**Montant à voter**	(759 400)	24 681 600	21 868 903

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2001-1)	$
Traitements et salaires	919 700
Avantages sociaux	157 700
Transports et communications	55 800
Services	56 500
Fournitures et matériel	95 600
	1 285 300
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Services des communications (2001-2)	
Traitements et salaires	1 418 700
Avantages sociaux	243 100
Transports et communications	68 700
Services	1 955 200
Fournitures et matériel	63 100
	3 748 800
Moins : Recouvrements d'autres activités	682 800
	3 066 000
Services administratifs et financiers (2001-3)	
Traitements et salaires	5 668 100
Avantages sociaux	1 001 100
Transports et communications	693 800
Services	2 610 700
Fournitures et matériel	624 800
	10 598 500
Moins : Recouvrements d'autres activités	3 524 900
	7 073 600
Ressources humaines (2001-4)	
Traitements et salaires	2 182 300
Avantages sociaux	350 100
Transports et communications	79 500
Services	211 600
Fournitures et matériel	204 500
	3 028 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 062 200
	1 965 800

Systèmes informatiques (2001-5)	$
Traitements et salaires	3 112 400
Avantages sociaux	463 200
Transports et communications	788 200
Services	7 845 700
Fournitures et matériel	570 100
	12 779 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	6 052 800
	6 726 800
Services juridiques (2001-6)	
Traitements et salaires	180 100
Avantages sociaux	6 600
Transports et communications	34 400
Services	1 742 200
Fournitures et matériel	48 700
	2 012 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	693 700
	1 318 300
Services de vérification (2001-7)	
Traitements et salaires	1 159 800
Avantages sociaux	209 600
Transports et communications	87 500
Services	99 000
Fournitures et matériel	58 700
	1 614 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	654 600
	960 000
Analyse et planification (2001-8)	
Traitements et salaires	1 139 000
Avantages sociaux	177 500
Transports et communications	21 200
Services	146 600
Fournitures et matériel	42 100
	1 526 400
Total — Programme d'administration du ministère	23 963 757

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT :

L'objectif de ce programme est de promouvoir la sécurité publique dans les édifices et d'accroître la productivité et l'efficacité de l'industrie du bâtiment; à cette fin, on élabore des amendements aux lois, règlements, politiques et normes se rapportant à la construction de nouveaux immeubles et aux matériaux de construction, à la rénovation et l'entretien des immeubles existants. Ce programme comprend en outre l'administration des codes du bâtiment et de la plomberie de l'Ontario, la réforme des règlements et les services d'instruction, de formation et de consultation offerts à l'industrie et aux municipalités.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2002		**PROGRAMME DES SERVICES DU BÂTIMENT**			
1	4 618 300	Services du bâtiment	633 500	3 984 800	4 271 579
—	—	Administration du programme	—	—	81 482
—	—	Stratégie pour l'industrie du bâtiment	—	—	2 139 756
	4 618 300	Total — Services du bâtiment	633 500	3 984 800	6 492 817

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services du bâtiment (2002-1)	$
Traitements et salaires	2 040 800
Avantages sociaux	268 500
Transports et communications	371 400
Services	1 620 200
Fournitures et matériel	117 400
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment	200 000
	4 618 300
Total — Programme des services du bâtiment	4 618 300

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement sans but lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements sociaux destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur donner l'accès à des logements sûrs, bien entretenus, et à prix abordable.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2003		**PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX**			
1	914 700	Administration du programme	98 600	816 100	833 069
2	337 850 300	Activités régionales de logement	100 340 300	237 510 000	157 657 022
3	80 400	Services d'appui technique	(35 700)	116 100	22 311
4	785 100	Élaboration de programmes de logement social	384 500	400 600	124 206
5	245 240 600	Société de logement de l'Ontario	32 328 600	212 912 000	194 632 900
	584 871 100	Total — Logements sociaux	133 116 300	451 754 800	353 269 508

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2003-1)	$
Traitements et salaires	368 700
Avantages sociaux	70 200
Transports et communications	36 500
Services	532 700
Fournitures et matériel	64 000
	1 072 100
Moins : Recouvrements d'autres activités	157 400
	914 700

Activités régionales de logement (2003-2)	$	
Traitements et salaires		12 613 800
Avantages sociaux		2 130 400
Transports et communications		1 303 900
Services		2 887 100
Fournitures et matériel		689 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	160 000	
Aide à la création de logements sociaux — subventions	250 000	
Subventions pour la restauration/construction de logements locatifs à but non lucratif	5 000 000	
Aide à la réparation de logements dans le Nord de l'Ontario	500 000	
Fonctionnement		
Aide à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	610 000	
Subventions à des organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif	800 000	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	255 487 700	262 807 700
Autres opérations	$	
Capital		
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	6 250 000	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	26 928 000	
Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif	27 580 000	60 758 000
		343 189 900
Moins : Recouvrements d'autres activités		5 339 600
		337 850 300

Services d'appui technique (2003-3)	$
Traitements et salaires	1 411 900
Avantages sociaux	315 800
Transports et communications	120 000
Services	476 200
Fournitures et matériel	90 000
	2 413 900
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 333 500
	80 400

Élaboration de programmes de logement social (2003-4)	
Traitements et salaires	1 469 200
Avantages sociaux	287 700
Transports et communications	237 900
Services	1 118 000
Fournitures et matériel	273 000
	3 385 800
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 600 700
	785 100

Société de logement de l'Ontario (2003-5)	
Paiements de transfert	
Capital	
Réparation des logements publics	40 310 000
Développement du logement rural	7 398 000
Fonctionnement	
Paiements à titre de supplément au loyer	59 542 200
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	137 990 400
	245 240 600
Total — Programme de logements sociaux	584 871 100

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT :

Ce programme vise à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à influer sur l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec les municipalités, le secteur à but non lucratif, les institutions publiques et religieuses, le secteur privé et autres dans le but de fournir des logements abordables.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2004		**PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT**			
1	1 014 400	Priorité au logement	620 200	394 200	182 544
2	6 055 400	Collaboration et association	(613 500)	6 668 900	2 638 633
	7 069 800	Total — Appui au logement	6 700	7 063 100	2 821 177

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Priorité au logement (2004-1)	$
Traitements et salaires	615 600
Avantages sociaux	91 600
Transports et communications	9 300
Services	257 600
Fournitures et matériel	40 300
	1 014 400

Collaboration et association (2004-2)	$	$
Traitements et salaires		462 000
Avantages sociaux		39 100
Transports et communications		44 100
Services		201 200
Fournitures et matériel		8 300
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour la mise en oeuvre des accords sur l'appui au logement	4 300 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les initiatives d'appui au logement	1 000 700	5 300 700
		6 055 400
Total — Programme d'appui au logement		7 069 800

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS :

Ce programme a entre autres pour objectif d'élaborer et de recommander des politiques, des stratégies et des programmes visant à favoriser et à faciliter l'offre en Ontario de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation optimale des logements existants. Il coiffe également la mise en application de la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation, aux fins de laquelle il prend des décisions sur les demandes de révision des loyers et autres présentées par les locateurs et les locataires; il conseille le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; il élabore des politiques relatives à la révision des loyers; il gère le registre des loyers d'habitation; et enfin, il examine et recommande les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection du logement locatif et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi. Ce programme coiffe en outre le Conseil de révision des loyers, qui entend les appels des décisions de révision des loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle, qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2005		**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT ET RÉVISION DES LOYERS**			
1	495 600	Administration du programme	44 500	451 100	435 971
2	3 660 800	Politique de développement du marché des logements	(3 839 800)	7 500 600	4 463 056
3	27 229 900	Réglementation des loyers	925 700	26 304 200	23 003 497
4	14 050 700	Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle	(813 900)	14 864 600	9 017 828
	45 437 000	Total — Politique de logement et révision des loyers	(3 683 500)	49 120 500	36 920 352

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2005-1)		$
Traitements et salaires		265 000
Avantages sociaux		49 400
Transports et communications		16 600
Services		132 400
Fournitures et matériel		32 200
		495 600

Politique de développement du marché des logements (2005-2)		
Traitements et salaires		1 341 700
Avantages sociaux		234 600
Transports et communications		96 800
Services		1 075 200
Fournitures et matériel		97 500
Paiements de transfert	$	
Capital		
Projets pilotes illustrant des formules de logement innovatrices	115 000	
Fonctionnement		
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	700 000	815 000
		3 660 800

Réglementation des loyers (2005-3)	$
Traitements et salaires	15 390 200
Avantages sociaux	2 466 100
Transports et communications	2 516 300
Services	5 578 300
Fournitures et matériel	1 184 000
Paiements de transfert	
Subventions pour des projets d'éducation à l'intention des locateurs et des locataires	95 000
	27 229 900

Commission de révision des loyers et Conseil des normes de location résidentielle (2005-4)	
Traitements et salaires	7 495 700
Avantages sociaux	1 224 000
Transports et communications	1 319 300
Services	3 254 900
Fournitures et matériel	756 800
	14 050 700

Total — Programme de politique de logement et révision des loyers	45 437 000

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING :

L'objectif de ce programme consiste à surveiller l'aménagement de North Pickering afin de s'assurer qu'il s'appuie sur un processus de consultation continue avec le public et qu'il respecte les caractéristiques naturelles et environnementales de la zone d'aménagement de North Pickering, et à appliquer les politiques que formule de temps à autre le ministre au sujet de cette zone. Un autre objectif consiste à tirer le meilleur parti possible des terrains de la Société d'aménagement de North Pickering sur le plan financier, conformément aux politiques du gouvernement de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2006		**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DE NORTH PICKERING**			
1	5 239 000	Aménagement de North Pickering	5 239 000	—	—
	5 239 000	Total — Aménagement de North Pickering	5 239 000	—	—

— NOTES —

XX. — MINISTÈRE DU LOGEMENT

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Aménagement de North Pickering (2006-1)		$
Prêts, Avances et Dotations en capital à la Société d'aménagement de North Pickering	$	
Capital	2 259 000	
Fontionnement	2 980 000	5 239 000
Total — Programme d'aménagement de North Pickering		5 239 000
TOTAL DU MINISTÈRE		671 198 957

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

SOMMAIRE

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a pour mandat d'aider l'économie de l'Ontario à devenir plus productive et plus concurrentielle à l'échelle internationale. Le ministère remplit ce mandat en exerçant son leadership dans l'élaboration de la politique économique, en se faisant le défenseur de l'entreprise au sein du gouvernement de l'Ontario; il se fait le promoteur de la coopération entre tous les paliers de gouvernement en vue du développement économique et il assure la prestation de toute une gamme de programmes visant à créer et à élargir les débouchés pour les entreprises et le commerce partout. Par l'entremise de ses programmes, le ministère offre conseils et aide financière afin d'encourager la création de petites entreprises, d'assurer l'expansion du marché intérieur et du marché international pour les entreprises installées en Ontario, d'attirer le capital étranger, de soutenir les investissements industriels à petite et grande échelle, et de stimuler la recherche et le développement technologiques de même que les transferts de technologie grâce au Fonds de la technologie.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
13 791 857		Administration du ministère	1 381 366	12 410 491	13 904 851
205 527 100		Soutien à l'industrie et au commerce	(29 466 337)	234 993 437	183 315 627
109 957 000		Sociétés de développement de l'Ontario	12 724 200	97 232 800	83 511 119
329 275 957		**Total du ministère**	(15 360 771)	344 636 728	280 731 597
41 391 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 352 166	39 039 391	39 929 611
287 884 400	<	**TOTAL À VOTER**	(17 712 937)	305 597 337	240 801 986
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
273 090 957		Dépenses	954 229	272 136 728	221 539 813
56 185 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	(16 315 000)	72 500 000	59 191 784
329 275 957			(15 360 771)	344 636 728	280 731 597

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	340 353 591	
1.2 Comptes publics 1988-1989		215 315 699
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	4 743 137	65 845 898
2.2 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(460 000)	(430 000)
	344 636 728	280 731 597

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 605 700	Bureau principal	116 200	1 489 500	1 768 896
2	2 502 400	Services administratifs et financiers	259 500	2 242 900	2 418 696
3	1 523 100	Ressources humaines	180 600	1 342 500	1 242 823
4	1 919 200	Services des communications	109 700	1 809 500	4 083 692
5	1 112 200	Analyse et planification	332 400	779 800	417 074
6	1 074 900	Services juridiques	163 100	911 800	873 965
7	790 600	Services de vérification	194 800	595 800	531 529
8	3 222 200	Systèmes informatiques	22 900	3 199 300	2 528 785
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	13 791 857	Total — Administration du ministère	1 381 366	12 410 491	13 904 851
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	13 750 300	**Montant à voter**	1 379 200	12 371 100	13 865 460

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2101-1)	$
Traitements et salaires	1 000 700
Avantages sociaux	197 400
Transports et communications	189 600
Services	163 200
Fournitures et matériel	54 800
	1 605 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2101-2)	
Traitements et salaires	1 416 600
Avantages sociaux	246 100
Transports et communications	110 000
Services	634 700
Fournitures et matériel	195 000
	2 602 400
Moins : Recouvrements d'autres activités	100 000
	2 502 400

Ressources humaines (2101-3)	
Traitements et salaires	961 000
Avantages sociaux	177 100
Transports et communications	31 500
Services	267 200
Fournitures et matériel	86 300
	1 523 100

Services des communications (2101-4)	$
Traitements et salaires	967 600
Avantages sociaux	187 100
Transports et communications	133 000
Services	472 500
Fournitures et matériel	159 000
	1 919 200

Analyse et planification (2101-5)	
Traitements et salaires	615 900
Avantages sociaux	107 200
Transports et communications	42 000
Services	324 100
Fournitures et matériel	23 000
	1 112 200

Services juridiques (2101-6)	
Transports et communications	16 500
Services	1 028 700
Fournitures et matériel	29 700
	1 074 900

Services de vérification (2101-7)	
Traitements et salaires	470 000
Avantages sociaux	88 300
Transports et communications	33 000
Services	94 000
Fournitures et matériel	105 300
	790 600

Systèmes informatiques (2101-8)	
Traitements et salaires	1 263 000
Avantages sociaux	233 500
Transports et communications	109 300
Services	923 200
Fournitures et matériel	693 200
	3 222 200

Total — Programme d'administration du ministère	13 791 857

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE :

Ce programme favorise la croissance du secteur privé de l'Ontario et sa compétitivité en ayant recours à la planification stratégique et la coordination des politiques; des programmes visant à stimuler l'expansion des exportations, l'attraction de nouveaux investissements, la création de petites entreprises, l'innovation technologique et le développement de l'industrie du Nord; la coordination des exigences administratives et financières de la Société Ortech (anciennement la Fondation de recherches de l'Ontario).

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2102		**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE**			
1	15 307 300	Politiques et développement	(5 339 300)	20 646 600	22 927 297
2	88 423 400	Expansion de l'industrie et du commerce	(23 481 000)	111 904 400	82 181 866
3	10 508 400	Petites entreprises	(305 437)	10 813 837	9 937 756
4	1 708 800	Industrie du Nord	(262 200)	1 971 000	2 674 171
5	3 444 800	Société internationale de l'Ontario	(95 700)	3 540 500	3 418 373
6	1 134 400	Commissaire à la Restructuration industrielle	17 300	1 117 100	811 089
7	85 000 000	Fonds de technologie	—	85 000 000	61 365 075
	205 527 100	Total — Soutien à l'industrie et au commerce	(29 466 337)	234 993 437	183 315 627

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Politiques et développement (2102-1)			$
Traitements et salaires			4 711 500
Avantages sociaux			882 800
Transports et communications			880 100
Services			3 054 200
Fournitures et matériel			1 377 700
Paiements de transfert		$	
Subventions de soutien à la technologie		25 000	
Société Ortech	$		
Capital	676 000		
Fonctionnement	3 700 000	4 376 000	4 401 000
			15 307 300

Expansion de l'industrie et du commerce (2102-2)			
Traitements et salaires			11 674 800
Avantages sociaux			2 197 500
Transports et communications			6 433 400
Services			23 904 700
Fournitures et matériel			2 362 000
Paiements de transfert		$	
Capital			
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario — immobilisation		2 000 000	
Fonctionnement			
Programme de développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario — fonctionnement		1 000 000	
Soutien financier à l'expansion industrielle et commerciale		25 000	
Jiangsu, China-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie		165 000	
Programme de stagiaires en commerce international		1 200 000	
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique/Prise de contact		120 000	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce		2 000 000	
Centre d'études de la production industrielle Fonctionnement		1 286 000	
Subventions aux associations des secteurs		20 000	7 816 000
Autres opérations			
Capital		$	
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries		10 200 000	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles		200 000	10 400 000
Prêts, Avances et Dotations en capital			
Capital		$	
Prêts — Assistance financière aux industries		24 435 000	
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles		400 000	24 835 000
			89 623 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères			1 200 000
			88 423 400

Petites entreprises (2102-3)			$
Traitements et salaires			2 155 700
Avantages sociaux			421 100
Transports et communications			495 500
Services			2 547 000
Fournitures et matériel			324 100
Paiements de transfert		$	
Centres d'information communautaires des petites entreprises		300 000	
Subventions de soutien aux petites entreprises		30 000	
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton		65 000	
Centre de l'expansion commerciale de Toronto		310 000	
Réseau de consultation universitaire des petites entreprises		450 000	
Fonds d'aide aux projets de sensibilisation à l'esprit d'entreprise		100 000	1 255 000
Autres opérations		$	
Garanties honorées			
Programme de prêts garantis accordés aux jeunes entrepreneurs		2 410 000	
Garanties honorées			
Programme de prêts garantis accordés aux étudiants		900 000	3 310 000
			10 508 400

Industrie du Nord (2102-4)			
Traitements et salaires			780 800
Avantages sociaux			149 200
Transports et communications			260 600
Services			333 200
Fournitures et matériel			180 000
Paiements de trarsfert			
Soutien financier à l'industrie du Nord			5 000
			1 708 800

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Société internationale de l'Ontario (2102-5)		$
Traitements et salaires		1 190 800
Avantages sociaux		234 400
Transports et communications		452 800
Services		464 500
Fournitures et matériel		132 300
Paiements de transfert	$	
Aide fournie à des consortiums	40 000	
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique/Ambassadeurs pour l'avenir	30 000	70 000
Autres opérations		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — subventions remboursables		900 000
		3 444 800
Commissaire à la restructuration industrielle (2102-6)		
Traitements et salaires		409 900
Avantages sociaux		104 500
Transports et communications		100 000
Services		490 000
Fournitures et matériel		30 000
		1 134 400
Fonds de technologie (2102-7)		
Paiements de transfert		85 000 000
		85 000 000
Total — Programme de soutien à l'industrie et au commerce		205 527 100

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux entreprises de l'Ontario et aux chefs d'entreprise exploitant les technologies modernes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2103		**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**			
1	48 727 500	Société de développement de l'Ontario	9 406 900	39 320 600	25 701 767
2	4 181 600	Société de développement du Nord de l'Ontario	975 000	3 206 600	2 207 722
3	3 906 400	Société de développement de l'Est de l'Ontario	135 900	3 770 500	5 699 769
4	11 791 500	Société Innovation Ontario	(143 600)	11 935 100	10 011 641
L	12 450 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	(650 000)	13 100 000	10 694 889
L	7 200 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	7 200 000	8 539 413
L	9 900 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	1 600 000	8 300 000	10 022 420
L	1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	1 400 000	2 357 132
L	9 000 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	1 400 000	7 600 000	5 932 691
L	1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	—	1 400 000	2 343 675
	109 957 000	Total — Sociétés de développement de l'Ontario	12 724 200	97 232 800	83 511 119
	41 350 000	Moins : Crédits législatifs	2 350 000	39 000 000	39 890 220
	68 607 000	**Montant à voter**	10 374 200	58 232 800	43 620 899

— NOTES —

XXI. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Société de développement de l'Ontario (2103-1)		$
Traitements et salaires		6 406 300
Avantages sociaux		1 426 100
Transports et communications		986 200
Services		3 209 900
Fournitures et matériel		682 000
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		200 000
Autres opérations	$	
Aide à Allelix en faveur de la biotechnologie	1 300 000	
Bonifications d'intérêts	700 000	
Subventions remboursables		
Ajustement vinicole	14 367 000	
Garanties honorées — Nouvelles entreprises	17 100 000	
Garanties honorées — autres	2 350 000	35 817 000
		48 727 500

Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	7 200 000	
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts	12 450 000	19 650 000

Société de développement du Nord de l'Ontario (2103-2)		
Traitements et salaires		991 800
Avantages sociaux		199 300
Transports et communications		238 000
Services		287 500
Fournitures et matériel		115 000
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		450 000
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts	1 000 000	
Garanties honorées	900 000	1 900 000
		4 181 600

Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	1 400 000	
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts	9 900 000	11 300 000

Société de développement de l'Est de l'Ontario (2103-3)		$
Traitements et salaires		655 600
Avantages sociaux		135 000
Transports et communications		153 300
Services		219 200
Fournitures et matériel		65 000
Paiements de transfert		
Subside d'intérêt garanti		250 000
Autres opérations	$	
Bonifications d'intérêts	2 000 000	
Garanties honorées	428 300	2 428 300
		3 906 400

Crédits législatifs	$	
Perte sur prêts	1 400 000	
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts	*9 000 000*	*10 400 000*

Société Innovation Ontario (2103-4)		
Traitements et salaires		1 018 200
Avantages sociaux		213 400
Transports et communications		139 100
Services		363 800
Fournitures et matériel		57 000
Autres opérations		
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique		10 000 000
		11 791 500
Total — Programme des sociétés de développement de l'Ontario		109 957 000
TOTAL DU MINISTÈRE		329 275 957

XXII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE

L'objectif du ministère est de munir le gouvernement de l'Ontario avec une direction et expertise dans ses relations avec les autres juridictions au Canada et à l'étranger.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
2 150 208		Administration du ministère	283 011	1 867 197	1 761 555
7 928 800		Relations intergouvernementales	1 133 800	6 795 000	6 720 027
10 079 008		**Total du ministère**	1 416 811	8 662 197	8 481 582
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	511	9 297	9 297
10 069 200	<	**TOTAL À VOTER**	1 416 300	8 652 900	8 472 285
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
10 079 008		Dépenses	1 416 811	8 662 197	8 481 582

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	8 662 197	
1.2 Comptes publics 1988-1989		9 129 079
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères		(647 497)
	8 662 197	8 481 582

XXII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation générale et des services de planification, de gestion et de communications aux programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2201		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	963 600	Bureau principal	195 900	767 700	691 959
2	788 300	Services administratifs et financiers	142 900	645 400	614 887
3	388 500	Services des communications	(56 300)	444 800	445 412
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	2 150 208	Total — Administration du ministère	283 011	1 867 197	1 761 555
	9 808	Moins : Crédits législatifs	511	9 297	9 297
	2 140 400	**Montant à voter**	282 500	1 857 900	1 752 258

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2201-1)	$
Traitements et salaires	454 700
Avantages sociaux	190 400
Transports et communications	90 000
Services	202 500
Fournitures et matériel	26 000
	963 600
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2201-2)	$
Traitements et salaires	414 200
Avantages sociaux	73 000
Transports et communications	6 000
Services	230 100
Fournitures et matériel	65 000
	788 300

Services des communications (2201-3)	
Traitements et salaires	192 100
Avantages sociaux	38 700
Transports et communications	36 400
Services	105 700
Fournitures et matériel	15 600
	388 500
Total — Programme d'administration du ministère	2 150 208

XXII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOVERNEMENTALES :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec les gouvernements fédéral, provinciaux et les territoires du Canada, et avec les gouvernements étrangers et leurs représentants en Ontario, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2202		**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**			
1	2 821 700	Bureau des relations fédérales-provinciales . . .	24 400	2 797 300	2 202 318
2	3 180 500	Bureau des relations internationales	1 107 300	2 073 200	2 769 400
3	1 926 600	Bureau de protocole	2 100	1 924 500	1 748 309
	7 928 800	Total — Relations intergouvernementales	1 133 800	6 795 000	6 720 027

— NOTES —

XXII. — MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau des relations fédérales-provinciales (2202-1)		$
Traitements et salaires		1 364 300
Avantages sociaux		265 000
Transports et communications		170 400
Services		131 000
Fournitures et matériel		72 000
Paiements de transfert	$	
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	527 800	
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	241 200	
Institut des relations intergouvernementales	40 000	
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	10 000	819 000
		2 821 700

Bureau des relations internationales (2202-2)		$
Traitements et salaires		1 310 300
Avantages sociaux		242 200
Transports et communications		431 500
Services		959 500
Fournitures et matériel		127 000
Paiements de transfert	$	
Fondation Asie-Pacifique	100 000	
Aide internationale aux sinistrés	1 000	
Subventions visant à promouvoir les relations internationales de l'Ontario	9 000	110 000
		3 180 500

Bureau du protocole (2202-3)		
Traitements et salaires		675 300
Avantages sociaux		110 500
Transports et communications		86 800
Services		850 800
Fournitures et matériel		192 200
Paiements de transfert	$	
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Bourse John B. Aird	5 000	
Paiements effectués à l'occasion de visites spéciales	1 000	11 000
		1 926 600
Total — Programme des relations intergouvernementales		7 928 800
TOTAL DU MINISTÈRE		10 079 008

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

SOMMAIRE

Le ministère du Travail dessert la population et le gouvernement de l'Ontario et contribue au développement socio-économique de la province en collaborant avec les employeurs et les employés. Dans le cadre du contexte visant à maintenir la productivité dans l'industrie et la vitalité de l'économie en Ontario, le ministère du Travail assurera que les lois et les règlements régissant les lieux de travail dans la province soient élaborés, administrés et appliqués. Il fera aussi en sorte que les décisions soient rendues en vertu de ces lois et de ces règlements afin d'établir et de maintenir : des normes d'emploi fondamentales pour les travailleurs de l'Ontario; des lieux de travail sécuritaires et sains; une aide juste et efficace en cas de blessure ou de maladie liées au travail; des relations syndicale et patronale constructives et harmonieuses; l'assistance nécessaire pour permettre le rajustement des travailleurs déplacés; et des réactions positives à l'endroit des clients du ministère.

Pour réaliser ce mandat, le ministère continuera d'encourager les parties à jouer un rôle dans les lieux de travail et de favoriser un milieu qui sera empreint d'une grande compréhension et de l'acceptation de la part de la population de la valeur de pratiques d'emploi justes et équitables; un milieu où le patronat et les syndicats travailleront dans un esprit de respect mutuel et de collaboration pour pouvoir agir en conformité avec la législation relative à l'emploi et pour que continuent d'exister des relations syndicale et patronale stables, ainsi qu'un climat économique sain; un milieu où une plus grande reconnaissance sera accordée au droit des employés d'implanter des syndicats et de négocier collectivement avec leur employeur; et, finalement, un milieu où des innovations touchant les pratiques dans le lieu de travail seront élaborées et mises en oeuvre.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
26 875 757		Administration du ministère	2 181 766	24 693 991	22 930 156
12 840 300		Relations industrielles	1 130 900	11 709 400	10 084 358
9 507 600		Commission des relations de travail	959 300	8 548 300	8 020 364
66 134 400		Santé et sécurité au travail	6 420 000	59 714 400	57 161 376
23 046 000		Normes d'emploi	(3 603 900)	26 649 900	13 316 224
9 376 900		Programme consultatif sur les accidents du travail	1 143 800	8 233 100	7 017 317
6 670 200		Commission de l'équité salariale	(110 800)	6 781 000	5 141 174
154 451 157		**Total du ministère**	8 121 066	146 330 091	123 670 969
1 627 257		**Moins : Crédits législatifs**	534 166	1 093 091	1 293 721
152 823 900	<	**TOTAL À VOTER**	7 586 900	145 237 000	122 377 248
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
154 451 157		Dépenses	8 121 066	146 330 091	123 670 969

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	138 864 991	
1.2 Comptes publics 1988-1989		119 569 467
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	7 465 100	4 308 699
3. Modification comptable		
3.1 Comptes créés à des fins spéciales		(207 197)
	146 330 091	123 670 969

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2301		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	3 963 400	Bureau principal	132 800	3 830 600	3 623 472
2	5 934 700	Services administratifs et financiers	553 400	5 381 300	4 436 534
3	1 990 300	Ressources humaines	231 400	1 758 900	1 683 875
4	1 531 500	Services des communications	195 300	1 336 200	1 349 452
5	3 409 000	Analyse et planification	425 300	2 983 700	3 069 327
6	2 284 500	Services juridiques	546 000	1 738 500	1 597 724
7	744 800	Services de vérification	186 900	557 900	465 677
8	6 976 000	Systèmes informatiques	(91 500)	7 067 500	6 664 704
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	26 875 757	Total — Administration du ministère	2 181 766	24 693 991	22 930 156
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	26 834 200	**Montant à voter**	2 179 600	24 654 600	22 890 765

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2301-1)	$	$
Traitements et salaires		2 526 200
Avantages sociaux		410 900
Transports et communications		177 700
Services		590 100
Fournitures et matériel		200 000
Paiements de transfert		
Indemnisation des travailleurs aveugles	10 000	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	48 500	58 500
		3 963 400

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2301-2)	
Traitements et salaires	3 475 300
Avantages sociaux	561 500
Transports et communications	594 300
Services	1 028 000
Fournitures et matériel	275 600
	5 934 700

Ressources humaines (2301-3)	
Traitements et salaires	1 567 300
Avantages sociaux	275 700
Transports et communications	63 000
Services	48 500
Fournitures et matériel	35 800
	1 990 300

Services des communications (2301-4)	$
Traitements et salaires	906 900
Avantages sociaux	156 800
Transports et communications	36 000
Services	281 800
Fournitures et matériel	150 000
	1 531 500

Analyse et planification (2301-5)	
Traitements et salaires	2 459 200
Avantages sociaux	415 900
Transports et communications	55 000
Services	407 900
Fournitures et matériel	71 000
	3 409 000

Services juridiques (2301-6)	
Traitements et salaires	175 800
Avantages sociaux	22 600
Transports et communications	160 000
Services	1 860 400
Fournitures et matériel	65 700
	2 284 500

Services de vérification (2301-7)	
Traitements et salaires	558 200
Avantages sociaux	105 200
Transports et communications	12 300
Services	52 100
Fournitures et matériel	17 000
	744 800

Systèmes informatiques (2301-8)	
Traitements et salaires	2 974 500
Avantages sociaux	484 400
Transports et communications	95 000
Services	2 600 000
Fournitures et matériel	822 100
	6 976 000

Total — Programme d'administration du ministère	26 875 757

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2302		**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**			
1	789 100	Administration du programme	53 700	735 400	552 243
2	4 763 300	Bureau de médiation	617 400	4 145 900	3 407 123
3	2 967 400	Bureau d'arbitrage	312 600	2 654 800	2 121 514
4	1 251 800	Bureau de renseignements sur la négociation collective	110 000	1 141 800	1 483 918
5	3 068 700	Commissions d'appel de la fonction publique	37 200	3 031 500	2 294 945
—	—	Qualité de la vie au travail	—	—	224 615
	12 840 300	Total — Relations industrielles	1 130 900	11 709 400	10 084 358

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2302-1)	$
Traitements et salaires	481 500
Avantages sociaux	73 100
Transports et communications	23 700
Services	208 200
Fournitures et matériel	2 600
	789 100

Bureau de médiation (2302-2)	
Traitements et salaires	3 025 100
Avantages sociaux	519 400
Transports et communications	627 300
Services	337 600
Fournitures et matériel	253 900
	4 763 300

Bureau d'arbitrage (2302-3)	
Traitements et salaires	1 368 300
Avantages sociaux	232 200
Transports et communications	456 600
Services	851 800
Fournitures et matériel	58 500
	2 967 400

Bureau de renseignements sur la négociation collective (2302-4)	$
Traitements et salaires	989 300
Avantages sociaux	161 400
Transports et communications	25 000
Services	25 000
Fournitures et matériel	51 100
	1 251 800

Commissions d'appel de la fonction publique (2302-5)	
Traitements et salaires	468 500
Avantages sociaux	84 600
Transports et communications	311 700
Services	2 176 000
Fournitures et matériel	27 900
	3 068 700

Total — Programme des relations industrielles	12 840 300

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL :

La Commission des relations de travail est un tribunal quasi-judiciaire responsable de l'administration de la Loi sur les relations de travail.

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociation collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2303		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**			
1	9 507 600	Commission des relations de travail	959 300	8 548 300	8 020 364
	9 507 600	Total — Commission des relations de travail . . .	959 300	8 548 300	8 020 364

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission des relations de travail (2303-1)	$
Traitements et salaires	6 377 800
Avantages sociaux	1 081 700
Transports et communications	906 200
Services	823 000
Fournitures et matériel	318 900
	9 507 600
Total — Programme de la Commission des relations de travail	9 507 600

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL :

Ce programme vise à favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et à contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la Loi sur la santé et la sécurité au travail, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2304		**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**			
1	12 025 700	Administration du programme	2 534 000	9 491 700	9 196 265
2	10 174 000	Santé et sécurité dans la construction	838 100	9 335 900	8 487 289
3	16 099 500	Santé et sécurité dans l'industrie	1 273 200	14 826 300	13 698 757
4	6 770 800	Santé et sécurité dans les mines	525 200	6 245 600	5 656 773
5	16 177 500	Services de soutien à la santé et à la sécurité	1 105 400	15 072 100	15 558 865
6	3 301 200	Politiques et règlements	(387 900)	3 689 100	3 309 097
L	1 585 700	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, Loi sur les mines	532 000	1 053 700	1 254 330
	66 134 400	Total — Santé et sécurité au travail	6 420 000	59 714 400	57 161 376
	1 585 700	Moins : Crédits législatifs	532 000	1 053 700	1 254 330
	64 548 700	**Montant à voter**	5 888 000	58 660 700	55 907 046

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2304-1)	$
Traitements et salaires	3 829 400
Avantages sociaux	618 500
Transports et communications	283 800
Services	2 726 900
Fournitures et matériel	513 600
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et personnes pour la recherche appliquée, formation de la main-d'oeuvre et promotion de la santé et de la sécurité au travail	4 053 500
	12 025 700

Santé et sécurité dans la construction (2304-2)	
Traitements et salaires	6 989 500
Avantages sociaux	1 268 700
Transports et communications	1 079 200
Services	274 600
Fournitures et matériel	562 000
	10 174 000

Santé et sécurité dans l'industrie (2304-3)	
Traitements et salaires	11 428 400
Avantages sociaux	2 059 700
Transports et communications	1 361 100
Services	399 100
Fournitures et matériel	821 200
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000
	16 129 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 000
	16 099 500

Santé et sécurité dans les mines (2304-4)	
Traitements et salaires	4 659 700
Avantages sociaux	842 700
Transports et communications	470 900
Services	305 500
Fournitures et matériel	492 000
	6 770 800

Services de soutien à la santé et à la sécurité (2304-5)	$
Traitements et salaires	11 488 700
Avantages sociaux	2 062 800
Transports et communications	928 900
Services	827 100
Fournitures et matériel	870 000
	16 177 500

Politiques et règlements (2304-6)	
Traitements et salaires	2 326 900
Avantages sociaux	476 700
Transports et communications	96 300
Services	284 300
Fournitures et matériel	117 000
	3 301 200

Crédits législatifs

Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	473 500
Avantages sociaux	83 000
Transports et communications	120 500
Services	174 000
Fournitures et matériel	716 000
Autre opérations	18 700
	1 585 700

Total — Programme de la santé et de la sécurité au travail	66 134 400

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI :

Ce programme vise à veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail et à promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2305		**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**			
1	11 414 200	Normes d'emploi	914 100	10 500 100	9 594 853
2	11 631 800	Reconversion de la main-d'oeuvre	(4 518 000)	16 149 800	3 721 371
	23 046 000	Total — Normes d'emploi	(3 603 900)	26 649 900	13 316 224

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Normes d'emploi (2305-1)	$
Traitements et salaires	8 072 100
Avantages sociaux	1 434 400
Transports et communications	1 101 100
Services	584 700
Fournitures et matériel	221 900
	11 414 200

Reconversion de la main-d'oeuvre (2305-2)	$	$
Traitements et salaires		802 300
Avantages sociaux		156 700
Transports et communications		62 000
Services		903 700
Fournitures et matériel		21 900
Paiements de transfert	$	
Programme d'adaptation des travailleurs âgés	5 160 200	
Programme Transition	3 000 000	
Centres d'aide	1 525 000	9 685 200
		11 631 800
Total — Programme des normes d'emploi		23 046 000

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2306		**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**			
1	176 800	Administration du programme	12 700	164 100	154 678
2	6 560 500	Bureau des conseillers des travailleurs	1 094 100	5 466 400	4 702 086
3	1 819 400	Bureau des conseillers du patronat	154 500	1 664 900	1 519 750
4	820 200	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	(117 500)	937 700	640 803
	9 376 900	Total — Programme consultatif sur les accidents du travail	1 143 800	8 233 100	7 017 317

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2306-1)	$
Traitements et salaires	141 900
Avantages sociaux	21 700
Transports et communications	4 400
Services	4 400
Fournitures et matériel	4 400
	176 800

Bureau des conseillers des travailleurs (2306-2)	
Traitements et salaires	3 925 900
Avantages sociaux	662 800
Transports et communications	671 200
Services	968 900
Fournitures et matériel	331 700
	6 560 500

Bureau des conseillers du patronat (2306-3)	$
Traitements et salaires	1 198 900
Avantages sociaux	208 300
Transports et communications	218 800
Services	128 300
Fournitures et matériel	65 100
	1 819 400

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (2306-4)	
Traitements et salaires	364 300
Avantages sociaux	56 700
Transports et communications	47 500
Services	298 700
Fournitures et matériel	53 000
	820 200

Total — Programme consultatif sur les accidents du travail	9 376 900

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2307		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**			
1	6 670 200	Commission de l'équité salariale	(110 800)	6 781 000	5 141 174
	6 670 200	Total — Commission de l'équité salariale	(110 800)	6 781 000	5 141 174

— NOTES —

XXIII. — MINISTÈRE DU TRAVAIL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission de l'équité salariale (2307-1)	$
Traitements et salaires	3 525 300
Avantages sociaux	536 600
Transports et communications	620 400
Services	1 614 100
Fournitures et matériel	373 800
	6 670 200
Total — Programme de la Commission de l'équité salariale	6 670 200
TOTAL DU MINISTÈRE	154 451 157

XXIV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

SOMMAIRE

La reine du Canada, Sa Majesté la reine Elizabeth II, est officiellement le chef de l'État. Elle est représentée en Ontario par le lieutenant-gouverneur qui est de nom le chef de l'État dans la province.

Le lieutenant-gouverneur remplit un double mandat. Premièrement, il agit à titre de représentant de la reine à toutes les fins du gouvernement provincial. Deuxièrnement, c'est un agent du gouvernement fédéral qui s'acquitte de certaines fonctions au nom de ce dernier.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
639 200		Bureau du lieutenant-gouverneur	58 100	581 100	554 695
639 200		**Total — Bureau du lieutenant-gouverneur**	58 100	581 100	554 695
639 200	<	**TOTAL À VOTER**	58 100	581 100	554 695
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
639 200		Dépenses	58 100	581 100	554 695

XXIV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2401		**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**			
1	639 200	Bureau du lieutenant-gouverneur	58 100	581 100	554 695
	639 200	Total — Bureau du lieutenant-gouverneur	58 100	581 100	554 695

— NOTES —

XXIV. — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du lieutenant-gouverneur (2401-1)	$
Traitements et salaires	410 100
Avantages sociaux	54 500
Transports et communications	62 000
Services	2 400
Fournitures et matériel	1 800
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	108 400
Total — Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur	639 200
TOTAL — BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	639 200

XXV. — CONSEIL DE GESTION

SOMMAIRE

Le Conseil est régi par la *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement* et représente ce dernier à titre d'employeur de la fonction publique.

Il est chargé de la gestion des ressources gouvernementales (financières et humaines) et de la formulation des politiques et procédures administratives.

Le Conseil est secondé dans son travail par le Secrétariat des ressources humaines, la Commission de la fonction publique et le Secrétariat du Conseil de gestion.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
154 569 049		Administration du ministère	25 845 355	128 723 694	853 724
11 650 100		Politiques financières et administratives	281 100	11 369 000	9 868 647
6 430 108		Administration du Secrétariat des ressources humaines	(282 292)	6 712 400	6 658 678
42 192 500		Ressources humaines	10 353 297	31 839 203	34 664 211
214 841 757		**Total — Conseil de gestion**	36 197 460	178 644 297	52 045 260
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	11 463	30 094	35 890
214 800 200	<	**TOTAL À VOTER**	36 185 997	178 614 203	52 009 370
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
214 841 757		Dépenses	36 197 460	178 644 297	52 045 260

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	167 873 894	
1.2 Comptes publics 1988-1989		38 233 295
2. Réorganisation gouvemementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	10 770 403	13 811 965
	178 644 297	52 045 260

XXV. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à prévoir le coût des initiatives du gouvernement comprises dans le plan budgétaire.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2501		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 153 200	Bureau principal	59 600	1 093 600	823 102
2	153 384 100	Imprévus	25 784 100	127 600 000	—
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 622
	154 569 049	Total — Administration du ministère	25 845 355	128 723 694	853 724
	31 749	Moins : Crédits législatifs	1 655	30 094	30 622
	154 537 300	**Montant à voter**	25 843 700	128 693 600	823 102

— NOTES —

XXV. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2501-1)	$
Traitements et salaires	780 900
Avantages sociaux	153 600
Transports et communications	55 200
Services	106 200
Fournitures et matériel	57 300
	1 153 200
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749

Imprévus (2501-2)	$
Services	153 384 100
	153 384 100
Total — Programme d'administration du ministère	154 569 049

XXV. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2502		**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**			
1	5 194 100	Politiques de gestion	(25 200)	5 219 300	4 645 077
2	2 668 800	Techniques informatiques	105 900	2 562 900	1 829 924
3	3 787 200	Programmes et prévisions des dépenses	200 400	3 586 800	3 393 646
	11 650 100	Total — Politiques financières et administratives	281 100	11 369 000	9 868 647

— NOTES —

XXV. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Politiques de gestion (2502-1)	$
Traitements et salaires	1 665 300
Avantages sociaux	323 400
Transports et communications	96 600
Services	2 722 800
Fournitures et matériel	386 000
	5 194 100

Techniques informatiques (2502-2)	
Traitements et salaires	1 636 500
Avantages sociaux	309 300
Transports et communications	52 200
Services	557 300
Fournitures et matériel	113 500
	2 668 800

Programmes et prévisions des dépenses (2502-3)	$
Traitements et salaires	2 875 800
Avantages sociaux	568 000
Transports et communications	85 700
Services	201 100
Fournitures et matériel	56 600
	3 787 200

Total — Programme de politiques financières et administratives	11 650 100

XXV. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble, la planification stratégique et le soutien administratif nécessaires.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2503		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**			
1	680 300	Bureau principal	181 900	498 400	951 519
2	2 601 300	Services administratifs et financiers	(106 500)	2 707 800	2 669 037
3	1 534 600	Services de communications	24 200	1 510 400	1 120 797
4	1 604 100	Analyse et planification	(391 700)	1 995 800	1 912 057
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	—	5 268
	6 430 108	Total — Administration du Secrétariat des ressources humaines	(282 292)	6 712 400	6 658 678
	9 808	Moins : Crédits législatifs	9 808	—	5 268
	6 420 300	**Montant à voter**	(292 100)	6 712 400	6 653 410

— NOTES —

XXV. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2503-1)	$
Traitements et salaires	362 000
Avantages sociaux	60 900
Transports et communications	25 700
Services	180 300
Fournitures et matériel	51 400
	680 300

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2503-2)	
Traitements et salaires	1 590 500
Avantages sociaux	282 500
Transports et communications	72 800
Services	509 900
Fournitures et matériel	145 600
	2 601 300

Services de communications (2503-3)	
Traitements et salaires	1 016 200
Avantages sociaux	202 400
Transports et communications	280 000
Services	4 596 800
Fournitures et matériel	203 000
	6 298 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 763 800
	1 534 600

Analyse et planification (2503-4)	$
Traitements et salaires	1 033 400
Avantages sociaux	209 500
Transports et communications	36 100
Services	253 000
Fournitures et matériel	72 100
	1 604 100

Total — Programme d'administration du Secrétariat des ressources humaines	6 430 108

XXV. — CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES :

Assure un leadership au sein de la fonction publique de l'Ontario en matière de planification et de gestion ministérielles, de perfectionnement des cadres et d'affectation, ainsi que de mise en oeuvre des modifications apportées aux programmes en réponse aux changements sociaux, économiques et technologiques. Ce programme comporte aussi les politiques en matière de rémunération, de classification des emplois et d'avantages sociaux; les responsables du programme agissent au nom du Conseil de gestion du gouvernement en matière de négociations collectives et de relations de travail, et maintiennent des procédures de grief et d'appel équitables, conformément à la loi.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2504		**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**			
1	6 938 100	Relations de travail et rémunération	(319 700)	7 257 800	6 889 889
2	35 254 400	Ressources humaines et leadership	10 672 997	24 581 403	27 774 322
	42 192 500	Total — Ressources humaines	10 353 297	31 839 203	34 664 211

— NOTES —

XXV. — CONSEIL DE GESTION

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Relations de travail et rémunération (2504-1)	$
Traitements et salaires	4 617 400
Avantages sociaux	887 800
Transports et communications	150 000
Services	1 000 900
Fournitures et matériel	282 000
	6 938 100

Ressources humaines et leadership (2504-2)	$	$
Traitements et salaires		52 476 300
Avantages sociaux		4 395 700
Transports et communications		963 000
Services		7 053 700
Fournitures et matériel		1 800 000
Paiements de transfert	$	
Subvention versée à l'Institute d'administration publique du Canada	62 700	
Subvention au Niagara Institute	149 300	
Programme Expérience Été	10 500 000	10 712 000
		77 400 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		42 146 300
		35 254 400
Total — Programme des ressources humaines		42 192 500
TOTAL — CONSEIL DE GESTION		214 841 757

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

SOMMAIRE

La mission du ministère des Affaires municipales est la suivante :

Élaborer un cadre et des lignes directrices à l'intérieur desquels les administrations municipales peuvent répondre aux besoins des citoyens de l'Ontario et planifier l'avenir de leurs communautés en encourageant et en assurant des administrations municipales solides; en suivant de près leur développement conformément aux politiques et aux objectifs provinciaux; et en s'assurant que la province et les municipalités travaillent ensemble dans l'intérêt des citoyens de l'Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
7 308 008		Administration du ministère	(709 583)	8 017 591	6 752 109
7 768 500		Politiques municipales	761 000	7 007 500	6 566 242
1 005 967 400		Opérations municipales	45 684 800	960 282 600	1 368 521 633
2 013 800		Commission de l'escarpement du Niagara	114 200	1 899 600	1 952 049
1 828 600		Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	144 400	1 684 200	1 749 549
607 500		Aménagement des secteurs riverains	42 600	564 900	449 298
2 715 300		Bureau de la région du Grand Toronto	332 400	2 382 900	647 497
1 028 209 108		**Total du ministère**	46 369 817	981 839 291	1 386 638 377
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	(279 583)	289 391	1 370 291
—		**Redressement pour les paiements d'avance**	412 700 000	(412 700 000)	—
1 028 199 300	<	**TOTAL À VOTER**	459 349 400	568 849 900	1 385 268 086
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
1 028 204 108		Dépenses	460 929 817	567 274 291	1 383 463 477
5 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	(1 860 000)	1 865 000	3 174 900
1 028 209 108			459 069 817	569 139 291	1 386 638 377

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	566 756 391	
1.2 Comptes publics 1988-1989		1 385 990 880
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	2 382 900	647 497
	569 139 291	1 386 638 377

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la fourniture des services de soutien administratif et opérationnel cédés par le ministère du Logement.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 021 600	Bureau principal	19 400	1 002 200	1 111 239
2	1 121 800	Services juridiques	98 900	1 022 900	946 211
3	5 154 800	Analyse et planification	(798 300)	5 953 100	4 655 268
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(30 094)	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	7 308 008	Total — Administration du ministère	(709 583)	8 017 591	6 752 109
	9 808	Moins : Crédits législatifs	(29 583)	39 391	39 391
	7 298 200	**Montant à voter**	(680 000)	7 978 200	6 712 718

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2601-1)	$
Traitements et salaires	713 700
Avantages sociaux	110 500
Transports et communications	102 600
Services	60 000
Fournitures et matériel	34 800
	1 021 600

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services juridiques (2601-2)	
Traitements et salaires	43 800
Avantages sociaux	5 300
Transports et communications	18 400
Services	1 022 900
Fournitures et matériel	31 400
	1 121 800

Analyse et planification (2601-3)	$
Traitements et salaires	1 730 100
Avantages sociaux	312 000
Transports et communications	195 600
Services	2 202 400
Fournitures et matériel	714 700
	5 154 800

Total — Programme d'administration du ministère	7 308 008

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES :

Ce programme assure l'élaboration des politiques et le soutien des lois et règlements liés à la structure municipale, à ses finances et à la planification de l'utilisation des terrains.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2602		**PROGRAMME DES POLITIQUES MUNICIPALES**			
1	1 645 500	Administration du programme	42 200	1 603 300	652 477
2	6 123 000	Politiques et planification municipales	718 800	5 404 200	5 913 765
	7 768 500	Total — Politiques municipales	761 000	7 007 500	6 566 242

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2602-1)	$
Traitements et salaires	1 170 300
Avantages sociaux	215 000
Transports et communications	61 500
Services	168 600
Fournitures et matériel	30 100
	1 645 500
Politiques et planification municipales (2602-2)	
Traitements et salaires	3 858 300
Avantages sociaux	696 900
Transports et communications	311 000
Services	1 048 000
Fournitures et matériel	208 800
	6 123 000
Total — Programme des politiques municipales	7 768 500

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES :

Ce programme supervise la conception, l'élaboration, la coordination, la prestation et le contrôle des activités au nom de tout le ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2603		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES**			
1	3 134 100	Administration du programme	91 000	3 043 100	4 598 341
2	7 422 500	Services municipaux	508 300	6 914 200	7 598 852
3	4 717 600	Administration des plans	33 800	4 683 800	4 463 553
4	990 693 200	Subsides	45 301 700	945 391 500	937 829 987
L	—	Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	(250 000)	250 000	1 330 900
	1 005 967 400	Total — Opérations municipales	45 684 800	960 282 600	955 821 633
	—	Moins : Crédits législatifs	(250 000)	250 000	1 330 900
	—	Redressement pour les paiements d'avance	412 700 000	(412 700 000)	412 700 000
	1 005 967 400	**Montant à voter**	458 634 800	547 332 600	1 367 190 733

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2603-1)	$
Traitements et salaires	2 119 400
Avantages sociaux	390 000
Transports et communications	187 100
Services	352 500
Fournitures et matériel	85 100
	3 134 100

Services municipaux (2603-2)	
Traitements et salaires	5 130 100
Avantages sociaux	936 100
Transports et communications	822 800
Services	410 100
Fournitures et matériel	123 400
	7 422 500

Administration des plans (2603-3)	
Traitements et salaires	3 616 500
Avantages sociaux	652 000
Transports et communications	206 900
Services	150 900
Fournitures et matériel	91 300
	4 717 600

Subsides (2603-4)		
Traitements et salaires		1 465 400
Avantages sociaux		265 300
Transports et communications		64 300
Services		337 800
Fournitures et matériel		94 700
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide aux organismes publics chargés des secours aux sinistrés	1 000	
Subventions d'aide au logement	30 000	
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	15 692 000	
Aide à l'augmentation du stock de logements	3 690 000	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires Municipales et du Logement	271 000	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000	

Fonctionnement		$
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	902 390 000	
Autres subventions	10 018 000	
	912 408 000	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	34 100 000	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	7 500 000	
Aide à l'annexation	195 300	
Services municipaux en français	270 000	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	873 000	
Paiements aux associations municipales	215 000	
Programme municipal de l'équité salariale	980 000	
Aide aux sinistrés	374 200	
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	1 200 000	
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	85 000	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	1 000	
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	1 650 000	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	325 000	
Subventions pour la formation en planification	50 000	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	110 000	
Programme de formation et enseignement des affaires municipales	2 157 000	984 677 500

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES OPÉRATIONS MUNICIPALES (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Subsides (2603-4) — suite		$
Autres opérations		
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains	175 000	
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale	3 738 200	
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	850 000	4 763 200
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Capital		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		5 000
		991 673 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères		980 000
		990 693 200
Total — Programme des opérations municipales		1 005 967 400

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA :

Ce programme vise à faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et à veiller à ce que seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises, dans l'intérêt des habitants de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2604		**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA**			
1	2 013 800	Commission de l'escarpement du Niagara	114 200	1 899 600	1 952 049
	2 013 800	Total — Commission de l'escarpement du Niagara	114 200	1 899 600	1 952 049

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Commission de l'escarpement du Niagara (2604-1)	$
Traitements et salaires	1 400 700
Avantages sociaux	253 700
Transports et communications	156 000
Services	152 200
Fournitures et matériel	51 200
	2 013 800
Total — Programme de la Commission de l'escarpement du Niagara	2 013 800

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de douze ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le Bureau procédera aux opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2605		**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**			
1	1 828 600	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	144 400	1 684 200	1 749 549
	1 828 600	Total — Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	144 400	1 684 200	1 749 549

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (2605-1)	$
Traitements et salaires	1 271 800
Avantages sociaux	234 000
Transports et communications	208 600
Services	74 700
Fournitures et matériel	39 500
	1 828 600
Total — Programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 828 600

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2606		**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**			
1	607 500	Bureau du conseiller spécial	42 600	564 900	449 298
	607 500	Total — Aménagement des secteurs riverains	42 600	564 900	449 298

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du conseiller spécial (2606-1)	$
Traitements et salaires	268 000
Avantages sociaux	44 400
Transports et communications	40 000
Services	239 600
Fournitures et matériel	15 500
	607 500
Total — Programme d'aménagement des secteurs riverains	607 500

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA RÉGION DU GRAND TORONTO :

Le Bureau de la région du grand Toronto apporte son soutien aux activités du gouvernement de l'Ontario et de ses organismes, en plus de celles des municipalités locales et régionales de Toronto, Durham, Peel, Halton et York, afin de faciliter la croissance rapide et importante qui a lieu dans cette région.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2607		**PROGRAMME DU GRAND TORONTO**			
1	2 715 300	Bureau du conseiller spécial	332 400	2 382 900	647 497
	2 715 300	Total — Grand Toronto	332 400	2 382 900	647 497

— NOTES —

XXVI. — MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du conseiller spécial (2607-1)	$
Traitements et salaires	1 002 100
Avantages sociaux	196 900
Transports et communications	176 800
Services	1 285 400
Fournitures et matériel	54 100
	2 715 300
Total — Programme du Grand Toronto	2 715 300
TOTAL DU MINISTÈRE	1 028 209 108

XXVII. — OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

SOMMAIRE

La Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario relève du ministre responsable des affaires autochtones. La Direction élabore et surveille les politiques en matière d'affaires autochtones, coordonne les politiques et programmes des ministères responsables et organismes centraux, intervient dans le règlement des questions touchant les affaires autochtones au sein du gouvernement et négocie les revendications territoriales.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
6 356 100		Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	42 400	6 313 700	4 188 467
6 356 100		**Total — Office des affaires autochtones**	42 400	6 313 700	4 188 467
6 356 100	<	**TOTAL À VOTER**	42 400	6 313 700	4 188 467
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
6 356 100		Dépenses	42 400	6 313 700	4 188 467

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	6 313 700	
1.2 Comptes publics 1988-1989		3 126 567
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	—	1 061 900
	6 313 700	4 188 467

XXVII. — OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO :

La direction générale des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au ministre responsable des Affaires autochtones. La direction générale élabore les politiques gouvernementales relatives aux affaires autochtones, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, et négocie les revendications territoriales.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2701		**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**			
1	6 356 100	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	42 400	6 313 700	4 188 467
	6 356 100	Total — Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	42 400	6 313 700	4 188 467

— NOTES —

XXVII. — OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario (2701-1)		$
Traitements et salaires		1 517 300
Avantages sociaux		281 800
Transports et communications		165 000
Services		914 300
Fournitures et matériel		72 000
Paiements de transfert	$	
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	918 300	
Soutien pour les négociations communautaire	700 000	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	25 000	
Chiefs of Ontario	264 400	
Ontario Native Women's Association	402 000	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	482 300	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	43 100	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/Grassy Narrows	9 000	
Participation économique des autochtones	560 600	
Soutien aux négotiations sur les ressources et sur l'environnement	1 000	3 405 700
Total — Programme de la Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario		6 356 100
TOTAL — OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		6 356 100

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

SOMMAIRE

Le but de ministère est de contribuer au bien-être environnemental, social et économique de l'Ontario grâce au développement durable des richesses naturelles.

Ces objectifs sont d'assurer la durabilité d'écosystèmes sains; d'assurer la durabilité des ressources naturelles pour que les ontariens puissent en bénéficier à long terme; de protéger notre patrimoine naturel et les caractéristiques biologiques d'importance à l'échelle provinciale; et de protéger les vies humaines, la base de ressources et les biens contre les dangers des incendies de forêt, des inondations et de l'érosion.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
84 645 757		Administration du ministère	3 366 766	81 278 991	77 379 416
185 407 900		Terres et eaux	22 117 500	163 290 400	194 142 344
133 455 800		Loisirs de plein air	11 080 500	122 375 300	110 854 705
196 708 800		Produits tirés des ressources	2 387 000	194 321 800	186 982 709
5 392 900		Expérience dans le domaine des ressources	(3 193 500)	8 586 400	8 185 167
605 611 157		**Total du ministère**	35 758 266	569 852 891	577 544 341
141 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	139 391	239 391
605 469 600	<	**TOTAL À VOTER**	35 756 100	569 713 500	577 304 950
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
605 511 157		Dépenses	35 758 266	569 752 891	577 344 341
100 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	—	100 000	200 000
605 611 157			35 758 266	569 852 891	577 544 341

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	569 852 891	
1.2 Comptes publics 1988-1989		579 514 714
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(1 970 373)
	569 852 891	577 544 341

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme vise à faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Il comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	6 047 100	Bureau principal	1 204 100	4 843 000	5 125 093
2	12 370 300	Services administratifs et financiers	(314 800)	12 685 100	10 775 829
3	5 943 200	Ressources humaines	349 900	5 593 300	5 326 597
4	4 378 800	Services des communications	82 000	4 296 800	4 179 872
5	11 348 600	Systèmes informatiques	3 907 700	7 440 900	5 364 096
6	1 802 600	Services juridiques	228 000	1 574 600	1 507 126
7	1 244 200	Services de vérification	81 000	1 163 200	1 085 501
8	41 469 400	Administration des régions	(2 173 300)	43 642 700	43 975 911
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	84 645 757	Total — Administration du ministère	3 366 766	81 278 991	77 379 416
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	84 604 200	**Montant à voter**	3 364 600	81 239 600	77 340 025

— NOTES —

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2801-1)	$
Traitements et salaires	3 776 100
Avantages sociaux	628 300
Transports et communications	453 200
Services	678 100
Fournitures et matériel	511 400
	6 047 100

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (2801-2)	
Traitements et salaires	6 435 300
Avantages sociaux	1 222 200
Transports et communications	1 795 600
Services	1 832 700
Fournitures et matériel	1 484 500
	12 770 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	400 000
	12 370 300

Ressources humaines (2801-3)	
Traitements et salaires	2 301 600
Avantages sociaux	3 268 700
Transports et communications	116 300
Services	146 300
Fournitures et matériel	150 300
	5 983 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	40 000
	5 943 200

Services des communications (2801-4)	
Traitements et salaires	2 824 000
Avantages sociaux	447 000
Transports et communications	180 600
Services	717 300
Fournitures et matériel	234 900
	4 403 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	25 000
	4 378 800

Systèmes informatiques (2801-5)	
Traitements et salaires	4 335 800
Avantages sociaux	579 200
Transports et communications	591 900
Services	3 009 400
Fournitures et matériel	2 882 300
	11 398 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	50 000
	11 348 600

Services juridiques (2801-6)	$
Traitements et salaires	258 500
Avantages sociaux	40 600
Transports et communications	87 200
Services	1 335 100
Fournitures et matériel	81 200
	1 802 600

Services de vérification (2801-7)	
Traitements et salaires	894 300
Avantages sociaux	177 300
Transports et communications	79 700
Services	42 800
Fournitures et matériel	75 100
	1 269 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	25 000
	1 244 200

Administration des régions (2801-8)	
Traitements et salaires	27 263 800
Avantages sociaux	5 577 100
Transports et communications	2 040 100
Services	6 257 400
Fournitures et matériel	13 231 000
	54 369 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	12 900 000
	41 469 400

Total — Programme d'administration du ministère	84 645 757

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX :

Ce programme vise à assurer une gestion avisée et un développement durable des ressources terrestres et aquatiques de l'Ontario, y compris la gestion de l'approvisionnement en eau, la prévision des inondations, la gestion et la disposition des terres publiques, la gestion des sols et des minéraux combustibles, de même que les services de levés, de cartographie et de télédétection. Le programme assure aussi le financement des services de lutte contre les incendies de forêt et des services d'aviation et de radiocommunications.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2802		**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**			
1	62 080 400	Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux	5 499 400	56 581 000	50 871 218
2	54 591 400	Centre d'aviation et de lutte contre les incendies	11 026 600	43 564 800	45 492 416
3	17 895 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	755 000	17 140 000	57 061 153
4	26 258 100	Gestion des terres	3 156 200	23 101 900	22 988 624
5	6 272 600	Accès aux ressources	2 044 000	4 228 600	4 027 172
6	18 310 400	Levés, cartographie et télédétection	(363 700)	18 674 100	13 701 761
	185 407 900	Total — Terres et eaux	22 117 500	163 290 400	194 142 344

— NOTES —

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux (2802-1)	$	$
Traitements et salaires		4 605 300
Avantages sociaux		899 600
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	272 000	322 000
Services	$	
Capital	700 000	
Fonctionnement	1 515 400	2 215 400
Fournitures et matériel	$	
Capital	350 000	
Fonctionnement	562 400	912 400
Paiements de transfert	$	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature		
Frais d'administration	9 708 900	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	12 446 800	
Subventions d'immobilisation	31 270 000	53 425 700
		62 380 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		300 000
		62 080 400

Centre d'aviation et de lutte contre les incendies (2802-2)	$	$
Traitements et salaires		27 262 700
Avantages sociaux		3 838 200
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	2 571 000	2 621 000
Services	$	
Capital	5 000 000	
Fonctionnement	11 592 400	16 592 400
Fournitures et matériel	$	
Capital	2 150 000	
Fonctionnement	7 127 100	9 277 100
		59 591 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		5 000 000
		54 591 400

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (2802-3)	$
Traitements et salaires	3 059 100
Avantages sociaux	21 900
Transports et communications	533 300
Services	10 977 200
Fournitures et matériel	3 303 500
	17 895 000

Gestion des terres (2802-4)	$	$
Traitements et salaires		17 534 100
Avantages sociaux		2 755 500
Transports et communications		693 700
Services	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	2 894 100	2 944 100
Fournitures et matériel		998 300
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 570 000
Paiements de transfert		
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9		62 400
		26 558 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		300 000
		26 258 100

Accès aux ressources (2802-5)	$	$
Traitements et salaires		1 917 000
Avantages sociaux		303 700
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	61 400	111 400
Services	$	
Capital	15 754 000	
Fonctionnement	1 923 900	17 677 900
Fournitures et matériel	$	
Capital	400 000	
Fonctionnement	442 600	842 600
Paiements de transfert		
Capital		
Construction de routes destinées à des compagnies		420 000
		21 272 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	14 000 000	
Fonctionnement	1 000 000	15 000 000
		6 272 600

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

— NOTES —

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Levés, cartographie et télédétection (2802-6)		$
Traitements et salaires		5 510 800
Avantages sociaux		1 037 300
Transports et communications	$	
Capital	10 000	
Fonctionnement	435 900	445 900
Services		8 299 300
Fournitures et matériel	$	
Capital	815 000	
Fonctionnement	2 451 900	3 266 900
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association des arpenteurs de l'Ontario		200
		18 560 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		250 000
		18 310 400
Total — Programme des terres et des eaux		185 407 900

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR :

Ce programme finance un large éventail d'activités de loisirs de plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs. Il assure sur le domaine public, et encourage sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs de plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; un apport ininterrompu aux branches d'activités touristiques et connexes de l'économie de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2803		**PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR**			
1	56 360 200	Zones de loisirs	7 452 300	48 907 900	42 358 028
2	52 420 700	Gestion de la pêche	1 906 000	50 514 700	49 852 668
3	24 674 900	Gestion de la faune	1 722 200	22 952 700	18 644 009
	133 455 800	Total — Loisirs de plein air	11 080 500	122 375 300	110 854 705

— NOTES —

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Zones de loisirs (2803-1)		$
Traitements et salaires		26 843 300
Avantages sociaux		3 100 000
Transports et communications	$	
Capital	137 000	
Fonctionnement	1 426 000	1 563 000
Services	$	
Capital	5 000 000	
Fonctionnement	7 582 600	12 582 600
Fournitures et matériel	$	
Capital	2 400 000	
Fonctionnement	5 662 400	8 062 400
Paiements de transfert	$	
Remises fiscales sur les terres protégées		
Terres de l'Office de protection de la nature	2 288 000	
Autres terres	1 872 000	
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	12 500	
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance	61 400	4 233 900
		56 385 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		25 000
		56 360 200

Gestion de la pêche (2803-2)		$
Traitements et salaires		28 389 600
Avantages sociaux		5 118 900
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	1 978 900	2 028 900
Services	$	
Capital	2 500 000	
Fonctionnement	7 742 000	10 242 000
Fournitures et matériel	$	
Capital	750 000	
Fonctionnement	5 691 200	6 441 200
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Ontario Fish Producers' Association	10 400	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	156 000	
Ontario Trout Farmers' Association	2 100	
Mutual Association for the protection of Lake Environment	41 600	210 100
		52 430 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		10 000
		52 420 700

Gestion de la faune (2803-3)		$
Traitements et salaires		12 145 800
Avantages sociaux		1 988 400
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	1 110 100	1 160 100
Services	$	
Capital	150 000	
Fonctionnement	5 551 600	5 701 600
Fournitures et matériel	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	2 605 500	2 655 500
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Programme relatif aux espèces non chassées	32 200	
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	728 000	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 200	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	15 600	
Institut canadien de la fourrure	52 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	12 500	
Nature Conservancy of Canada	78 000	
Ontario Trappers' Association	150 000	1 073 500
		24 724 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		50 000
		24 674 900
Total — Programme de loisirs de plein air		133 455 800

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES :

Ce programme offre leadership et fonds pour le financement et la gestion des ressources forestières publiques et privées, pour que leur renouvellement apporte à l'Ontario une contribution économique continue et optimale; il sert à appuyer l'éventail complet des ressources que possède la population de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions $	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation $	1989-1990 Prévisions $	1988-1989 Dépenses $
2804		**PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES**			
1	114 480 100	Gestion forestière	2 363 500	112 116 600	107 684 013
2	82 128 700	Ententes sur la gestion forestière	23 500	82 105 200	79 098 696
L	100 000	Agence de foresterie de l'Algonquin, Loi sur l'Agence de foresterie de l'Algonquin	—	100 000	200 000
	196 708 800	Total — Produits tirés des ressources	2 387 000	194 321 800	186 982 709
	100 000	Moins : Crédits législatifs	—	100 000	200 000
	196 608 800	**Montant à voter**	2 387 000	194 221 800	186 782 709

— NOTES —

XXVIII. -- MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Gestion forestière (2804-1)		$
Traitements et salaires		58 144 100
Avantages sociaux		8 552 000
Transports et communications	$	
Capital	50 000	
Fonctionnement	6 990 500	7 040 500
Services		$
Capital	2 916 000	
Fonctionnement	51 336 200	54 252 200
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 000 000	
Fonctionnement	14 845 700	15 845 700
Acquisition/construction de biens immobiliers		100 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	200 000	
Fonctionnement		
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière	4 264 000	
Subventions pour la vaporisation aérienne	1 040 000	
Subventions à l'Association forestière de l'Ontario	91 600	
Subvention à Trees for Today and Tomorrow	50 000	5 645 600
		149 580 100
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		35 100 000
		114 480 100

Ententes sur la gestion forestière (2804-2)		$
Traitements et salaires		2 931 400
Avantages sociaux		257 600
Transports et communications	$	
Capital	10 000	
Fonctionnement	383 500	393 500
Services	$	
Capital	17 603 000	
Fonctionnement	54 172 100	71 775 100
Fournitures et matériel		6 771 100
		82 128 700

Crédits législatifs
Agence de foresterie de l'Algonquin

Prêts, Avances et Dotations en capital	
Prêts	100 000
Total — Programme de produits tirés des ressources	196 708 800

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES :

Ce programme vise à offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés des occasions d'étudier la gestion des ressources naturelles, et à apporter un appui important aux programmes du ministère.

Il comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2805		**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**			
1	3 610 500	Jeunes forestiers	(3 223 500)	6 834 000	6 519 469
2	1 782 400	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	30 000	1 752 400	1 665 698
	5 392 900	Total — Expérience dans le domaine des ressources	(3 193 500)	8 586 400	8 185 167

— NOTES —

XXVIII. — MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Jeunes forestiers (2805-1)		$
Traitements et salaires		919 100
Avantages sociaux		302 900
Transports et communications	$	
Capital	2 000	
Fonctionnement	147 700	149 700
Services	$	
Capital	18 000	
Fonctionnement	2 279 000	2 297 000
Fournitures et matériel	$	
Capital	40 000	
Fonctionnement	901 800	941 800
		4 610 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		1 000 000
		3 610 500

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (2805-2)	$
Traitements et salaires	1 168 600
Avantages sociaux	210 500
Transports et communications	26 900
Services	163 000
Fournitures et matériel	313 400
	1 882 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	100 000
	1 782 400
Total — Programme Expérience dans le domaine des ressources	5 392 900
TOTAL DU MINISTÈRE	605 611 157

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

SOMMAIRE

Le ministère du développement du nord et des mines cherche à promouvoir, défendre et appuyer le bien-être économique et social des résidents du nord de l'Ontario ainsi que du secteur minier de façon à augmenter le rendement économique de la province.

Il atteint cet objectif au moyen des stratégies suivantes : le maintien d'une industrie minière vigoureuse en Ontario; l'avancement de l'expansion économique du nord et des efforts de diversification; des mesures qui facilitent l'accès des résidents à de bons services sociaux et de santé ainsi qu'à des activités culturelles, et la planification et la coordination d'un système intégré de moyens de transport multiples dans le Nord de l'Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
		DÉVELOPPEMENT DU NORD			
22 063 057		Administration du ministère	4 998 066	17 064 991	12 784 450
271 252 700		Développement et transports du Nord	7 311 500	263 941 200	238 579 119
		MINES			
51 436 257		Mines et minéraux	6 862 166	44 574 091	38 343 954
344 752 014		**Total du ministère**	19 171 732	325 580 282	289 707 523
83 114		**Moins : Crédits législatifs**	4 332	78 782	78 782
344 668 900	<	**TOTAL À VOTER**	19 167 400	325 501 500	289 628 741
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
344 752 014		Dépenses	19 171 732	325 580 282	289 707 523

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	322 080 282	
1.2 Comptes publics 1988-1989		291 062 523
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(4 000 000)	(8 530 000)
2.2 Transfert de fonctions d'autres ministères	7 500 000	7 175 000
	325 580 282	289 707 523

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 876 800	Bureau principal	(198 100)	2 074 900	2 052 228
2	903 700	Analyse et planification	(4 200)	907 900	609 562
3	1 864 300	Services des communications	68 800	1 795 500	1 549 683
4	441 700	Services juridiques	56 300	385 400	317 072
5	13 798 300	Services administratifs et financiers	4 715 800	9 082 500	5 548 730
6	971 100	Ressources humaines	119 800	851 300	806 286
7	2 165 600	Systèmes informatiques	237 500	1 928 100	1 861 498
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	22 063 057	Total — Administration du ministère	4 998 066	17 064 991	12 784 450
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	22 021 500	**Montant à voter**	4 995 900	17 025 600	12 745 059

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2901-1)	$
Traitements et salaires	1 224 800
Avantages sociaux	162 700
Transports et communications	237 100
Services	173 400
Fournitures et matériel	78 800
	1 876 800
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Analyse et planification (2901-2)	
Traitements et salaires	567 300
Avantages sociaux	106 900
Transports et communications	64 600
Services	131 200
Fournitures et matériel	33 700
	903 700
Services des communications (2901-3)	
Traitements et salaires	933 800
Avantages sociaux	165 300
Transports et communications	91 600
Services	565 200
Fournitures et matériel	108 400
	1 864 300
Services juridiques (2901-4)	
Transports et communications	33 300
Services	375 600
Fournitures et matériel	32 800
	441 700

Services administratifs et financiers (2901-5)	$
Traitements et salaires	2 480 300
Avantages sociaux	414 500
Transports et communications	1 233 800
Services	5 326 000
Fournitures et matériel	4 666 600
	14 121 200
Moins : Recouvrements d'autres activités	322 900
	13 798 300
Ressources humaines (2901-6)	
Traitements et salaires	568 900
Avantages sociaux	105 900
Transports et communications	97 600
Services	158 700
Fournitures et matériel	40 000
	971 100
Systèmes informatiques (2901-7)	
Traitements et salaires	1 196 200
Avantages sociaux	215 600
Transports et communications	243 500
Services	1 084 200
Fournitures et matériel	857 800
	3 597 300
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 431 700
	2 165 600
Total — Programme d'administration du ministère	22 063 057

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD :

Ce programme a fournit une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires. Ce programme vise en outre, à satisfaire les besoins du Nord en matière d'accès et de mobilité, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2902		**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE TRANSPORTS DU NORD**			
1	10 193 000	Administration du programme	384 100	9 808 900	9 083 911
2	14 312 400	Développement social	(868 200)	15 180 600	13 055 342
3	20 604 300	Développement économique	503 400	20 100 900	17 049 745
4	158 676 200	Infrastructure des transports	19 420 400	139 255 800	123 444 334
5	21 822 000	Services de transports	(675 000)	22 497 000	22 552 509
6	30 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	—	30 000 000	30 000 000
7	15 644 800	Fonds de développement du Nord de l'Ontario	(11 453 200)	27 098 000	23 393 278
	271 252 700	Total — Développement et transports du Nord	7 311 500	263 941 200	238 579 119

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (2902-1)	$
Traitements et salaires	6 347 500
Avantages sociaux	1 025 700
Transports et communications	1 385 000
Services	890 400
Fournitures et matériel	544 400
	10 193 000

Développement social (2902-2)	$	$
Transports et communications		68 000
Services		1 260 300
Fournitures et matériel		715 800
Paiements de transfert		
Capital		
Installations de services sociaux et de santé	6 000 000	
Aide aux autochtones	540 000	
Aide aux communautés non enregistrées	110 000	
Autres initiatives de développement social	900 000	
Fonctionnement		
Services sociaux et de santé	200 000	
Aide à l'enseignement	2 664 000	
Aide aux autochtones	189 300	
Aide aux communautés non enregistrées	899 400	
Autres initiatives de développement social	880 000	12 382 700
		14 426 800
Moins : Recouvrements d'autres ministères		114 400
		14 312 400

Développement économique (2902-3)	$	$
Transports et communications		188 200
Services		619 400
Fournitures et matériel		49 800
Paiements de transfert		
Capital		
Développement économique communautaire	7 050 000	
Aide à l'infrastructure	5 200 000	
Subventions de développement aux autochtones	200 000	
Autres initiatives de développement économique	600 000	
Fonctionnement		
Développement économique communautaire	4 311 900	
Subventions de développement aux autochtones	700 000	
Autres initiatives de développement économique	1 685 000	19 746 900
		20 604 300

Infrastructure des transports (2902-4)	$	$
Services		1 415 800
Acquisition/construction de biens immobiliers		146 350 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	3 800 000	
Aéroports communautaires	800 000	
Aide au transport communautaire	6 300 000	
Fonctionnement		
Autres programmes de développement des transports	10 400	10 910 400
		158 676 200

Services de transports (2902-5)	$
Paiements de transfert	
Commission de transport Ontario Northland — Services aériens	4 500 000
Commission de transport Ontario Northland — Services de chemins de fer et de traversiers	17 322 000
	21 822 000

Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (2902-6)	$
Paiements de transfert	
Capital	30 000 000
	30 000 000

Fonds de développement du Nord de l'Ontario (2902-7)	$	$
Services		5 766 800
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 806 000
Paiements de transfert	$	
Capital	6 072 000	
Fonctionnement	2 000 000	8 072 000
		15 644 800

Total — Programmme de développement et de transports du Nord	271 252 700

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
2903		**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**			
1	2 158 700	Bureau principal	(336 200)	2 494 900	2 102 697
2	5 740 100	Terrains miniers	40 000	5 700 100	3 174 417
3	23 968 700	Exploitation des minéraux	6 175 500	17 793 200	15 667 983
4	19 526 200	Ressources minérales	980 700	18 545 500	17 359 269
5	1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	—	1 000	197
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	51 436 257	Total — Mines et minéraux	6 862 166	44 574 091	38 343 954
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	51 394 700	**Montant à voter**	6 860 000	44 534 700	38 304 563

— NOTES —

XXIX. — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (2903-1)	$	$
Traitements et salaires		1 225 900
Avantages sociaux		169 200
Transports et communications		240 400
Services		351 700
Fournitures et matériel		171 500
		2 158 700
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 808
Terrains miniers (2903-2)		
Traitements et salaires		2 908 900
Avantages sociaux		465 400
Transports et communications		393 100
Services		1 762 200
Fournitures et matériel		210 500
		5 740 100
Exploitation des minéraux (2903-3)		
Traitements et salaires		1 558 100
Avantages sociaux		274 300
Transports et communications		445 700
Services		1 267 500
Fournitures et matériel		319 100
Paiements de transfert	$	
Capital		
Exploration minière de l'Ontario	7 000 000	
Encouragement à l'exploration minière de l'Ontario	9 000 000	
Aide aux prospecteurs de l'Ontario	4 000 000	
Fonctionnement		
Autres subventions au Programme d'exploitation des minéraux	104 000	20 104 000
		23 968 700

Ressources minérales (2903-4)	$	$
Traitements et salaires		9 688 300
Avantages sociaux		1 749 400
Transports et communications		954 900
Services		7 142 900
Fournitures et matériel		1 824 700
Paiements de transfert	$	
Subventions pour recherches en géoscience	520 000	
Autres subventions pour recherches en géoscience	650 000	1 170 000
		22 530 200
Moins : Recouvrements d'autres activités		3 004 000
		19 526 200
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (2903-5)		
Traitements et salaires		787 500
Avantages sociaux		42 800
Transports et communications		52 000
Services		3 110 000
Fournitures et matériel		58 700
		4 051 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 050 000
		1 000
Total — Programme des mines et des minéraux		51 436 257
TOTAL DU MINISTÈRE		344 752 014

XXXI. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

SOMMAIRE

Le Cabinet du Premier Ministre fournit l'appui nécessaire au Premier Ministre de l'Ontario dans l'exercice de ses fonctions de chef du Conseil exécutif et de chef du gouvernement de l'Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
2 517 440		Cabinet du premier ministre	125 258	2 392 182	2 225 101
2 517 440		**Total — Cabinet du premier ministre**	125 258	2 392 182	2 225 101
45 240		**Moins : Crédits législatifs**	2 358	42 882	42 882
2 472 200	<	**TOTAL À VOTER**	122 900	2 349 300	2 182 219
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 517 440		Dépenses	125 258	2 392 182	2 225 101

XXXI. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3101		**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**			
1	2 472 200	Cabinet du premier ministre	122 900	2 349 300	2 182 219
L	45 240	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	2 358	42 882	42 882
	2 517 440	Total — Cabinet du premier ministre	125 258	2 392 182	2 225 101
	45 240	Moins : Crédits législatifs	2 358	42 882	42 882
	2 472 200	**Montant à voter**	122 900	2 349 300	2 182 219

— NOTES —

XXXI. — CABINET DU PREMIER MINISTRE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Cabinet du premier ministre (3101-1)	$
Traitements et salaires	1 778 800
Avantages sociaux	260 400
Transports et communications	195 000
Services	170 000
Fournitures et matériel	68 000
	2 472 200
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	45 240
Total — Programme du Cabinet du premier ministre	2 517 440
TOTAL — CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 517 440

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

SOMMAIRE

Le ministère du Revenu a pour mandat d'administrer les principales lois régissant l'imposition ainsi que les subventions et crédits d'impôt de l'Ontario, d'évaluer tous les biens immeubles aux fins d'imposition par les administrations locales et d'offrir des services d'épargne et de chèques par l'entremise des Caisses d'épargne de l'Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
31 159 557		Administration du ministère	6 245 366	24 914 191	23 033 742
727 140 600		Recettes fiscales et subventions	10 361 700	716 778 900	662 207 340
107 697 000		Évaluation foncière	9 672 200	98 024 800	102 870 957
13 209 600		Caisse d'épargne de l'Ontario	2 786 100	10 423 500	10 461 632
879 206 757		**Total du ministère**	29 065 366	850 141 391	798 573 671
13 251 157		**Moins : Crédits législatifs**	2 788 266	10 462 891	10 496 209
865 955 600	<	**TOTAL À VOTER**	26 277 100	839 678 500	788 077 462
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
879 206 757		Dépenses	29 065 366	850 141 391	798 573 671

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	850 141 391	
1.2 Comptes publics 1988-1989		798 721 566
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(147 895)
	850 141 391	798 573 671

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3301		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 336 800	Bureau principal	30 900	1 305 900	1 187 267
2	1 002 300	Services juridiques	174 300	828 000	788 293
3	1 578 600	Services de vérification	257 100	1 321 500	1 219 620
4	1 541 800	Analyse et planification	20 800	1 521 000	1 398 931
5	4 539 600	Services administratifs et financiers	270 500	4 269 100	4 098 198
6	3 033 100	Ressources humaines	492 700	2 540 400	2 485 281
7	1 834 200	Services des communications	(287 700)	2 121 900	1 250 869
8	2 158 200	Gestion des installations	366 900	1 791 300	1 953 821
9	1 616 800	Développement des systèmes informatiques	1 532 200	84 600	157 500
10	8 968 600	Systèmes et installations	2 864 100	6 104 500	5 213 413
11	3 508 000	Administration des systèmes et recherche	521 400	2 986 600	3 245 972
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 483
	31 159 557	Total — Administration du ministère	6 245 366	24 914 191	23 033 742
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	34 577
	31 118 000	**Montant à voter**	6 243 200	24 874 800	22 999 165

— NOTES —

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3301-1)	$
Traitements et salaires	916 800
Avantages sociaux	130 800
Transports et communications	103 000
Services	94 500
Fournitures et matériel	91 700
	1 336 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services juridiques (3301-2)	
Traitements et salaires	1 600
Avantages sociaux	100
Transports et communications	30 000
Services	913 100
Fournitures et matériel	57 500
	1 002 300

Services de vérification (3301-3)	
Traitements et salaires	1 261 800
Avantages sociaux	239 900
Transports et communications	46 900
Services	21 400
Fournitures et matériel	8 600
	1 578 600

Analyse et planification (3301-4)	
Traitements et salaires	815 700
Avantages sociaux	143 100
Transports et communications	23 600
Services	462 200
Fournitures et matériel	97 200
	1 541 800

Services administratifs et financiers (3301-5)	
Traitements et salaires	2 888 300
Avantages sociaux	533 900
Transports et communications	305 800
Services	638 200
Fournitures et matériel	173 400
	4 539 600

Ressources humaines (3301-6)	
Traitements et salaires	2 174 700
Avantages sociaux	404 900
Transports et communications	52 800
Services	315 700
Fournitures et matériel	85 000
	3 033 100

Services des communications (3301-7)	$
Traitements et salaires	1 222 500
Avantages sociaux	237 400
Transports et communications	48 900
Services	133 700
Fournitures et matériel	191 700
	1 834 200

Gestion des installations (3301-8)	
Traitements et salaires	725 000
Avantages sociaux	124 200
Transports et communications	930 000
Services	238 800
Fournitures et matériel	140 200
	2 158 200

Développement des systèmes informatiques (3301-9)	
Traitements et salaires	2 642 300
Avantages sociaux	487 300
Transports et communications	9 500
Services	3 032 100
	6 171 200
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 554 400
	1 616 800

Systèmes et installations (3301-10)	
Traitements et salaires	2 022 700
Avantages sociaux	361 500
Transports et communications	1 791 200
Services	8 651 800
Fournitures et matériel	520 400
	13 347 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 379 000
	8 968 600

Administration des systèmes et recherche (3301-11)	
Traitements et salaires	2 099 800
Avantages sociaux	387 200
Transports et communications	50 700
Services	1 052 500
Fournitures et matériel	1 800
	3 592 000
Moins : Recouvrements d'autres activités	84 000
	3 508 000

Total — Programme d'administration du ministère	31 159 557

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds consolidé du revenu. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail et Loi de la taxe sur le pari mutuel.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes âgées dans le cadre du Régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. Il comprend également le Régime d'épargne-logement de l'Ontario conçu pour aider les contribuables à revenu faible ou moyen, à épargner en vue d'acheter leur premier logement. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faible revenu âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des abattements au titre de leur contribution au financement des formations politiques, afin de favoriser la participation à la vie politique.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3302		**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**			
1	1 361 400	Administration du programme	540 500	820 900	766 190
2	3 099 400	Appels en matière fiscale	430 400	2 669 000	2 505 122
3	2 895 500	Enquêtes spéciales	351 600	2 543 900	2 530 026
4	2 137 400	Recherches sur les recettes et les applications	219 500	1 917 900	3 058 015
5	4 658 300	Services aux contribuables	1 365 000	3 293 300	2 898 611
6	7 352 000	Centre de données fiscales	1 864 500	5 487 500	5 066 189
7	27 187 100	Imposition des compagnies et autres taxes	3 975 600	23 211 500	20 637 219
8	25 187 300	Taxe sur les carburants et autres taxes	796 400	24 390 900	17 267 087
9	29 316 300	Taxe de vente au détail et autres taxes	3 849 500	25 466 800	25 229 043
10	13 810 200	Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé	13 810 200	—	—
11	610 135 700	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	(16 841 500)	626 977 200	582 309 838
	727 140 600	Total — Recettes fiscales et subventions	10 361 700	716 778 900	662 207 340

— NOTES —

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3302-1)	$
Traitements et salaires	633 000
Avantages sociaux	105 500
Transports et communications	38 300
Services	528 700
Fournitures et matériel	55 900
	1 361 400

Appels en matière fiscale (3302-2)	
Traitements et salaires	2 413 600
Avantages sociaux	441 600
Transports et communications	25 500
Services	120 500
Fournitures et matériel	98 200
	3 099 400

Enquêtes spéciales (3302-3)	
Traitements et salaires	2 285 200
Avantages sociaux	392 100
Transports et communications	105 100
Services	60 300
Fournitures et matériel	52 800
	2 895 500

Recherches sur les recettes et les applications (3302-4)	
Traitements et salaires	1 586 500
Avantages sociaux	275 700
Transports et communications	29 900
Services	193 800
Fournitures et matériel	51 500
	2 137 400

Services aux contribuables (3302-5)	
Traitements et salaires	3 176 100
Avantages sociaux	526 500
Transports et communications	612 200
Services	263 900
Fournitures et matériel	79 600
	4 658 300

Centre de données fiscales (3302-6)	
Traitements et salaires	4 928 200
Avantages sociaux	829 600
Transports et communications	62 000
Services	1 360 600
Fournitures et matériel	171 600
	7 352 000

Imposition des compagnies et autres taxes (3302-7)	$
Traitements et salaires	17 876 100
Avantages sociaux	3 190 100
Transports et communications	1 547 100
Services	3 928 400
Fournitures et matériel	645 400
	27 187 100

Taxe sur les carburants et autres taxes (3302-8)		
Traitements et salaires		7 798 000
Avantages sociaux		1 522 200
Transports et communications		702 600
Services		2 392 600
Fournitures et matériel		1 011 900
Paiements de transfert	$	
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	11 595 000	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	165 000	11 760 000
		25 187 300

Taxe de vente au détail et autres taxes (3302-9)	
Traitements et salaires	19 055 200
Avantages sociaux	3 696 600
Transports et communications	3 303 200
Services	2 428 400
Fournitures et matériel	832 900
	29 316 300

Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé (3302-10)	
Traitements et salaires	5 889 500
Avantages sociaux	1 086 200
Transports et communications	2 104 600
Services	1 449 600
Fournitures et matériel	3 280 300
	13 810 200

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (3302-11)		
Traitements et salaires		6 888 500
Avantages sociaux		1 239 800
Transports et communications		456 000
Services		1 027 600
Fournitures et matériel		523 800
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	100 000 000	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	500 000 000	600 000 000
		610 135 700

Total — Programme de recettes fiscales et de subventions	727 140 600

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données censitaires municipales.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3303		**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**			
1	401 900	Administration du programme	72 900	329 000	294 525
2	1 033 000	Politiques et priorités	176 900	856 100	963 595
3	1 191 100	Services d'évaluation	10 200	1 180 900	650 461
4	100 493 600	Bureaux d'évaluation régionaux	9 252 700	91 240 900	96 267 719
5	2 512 100	Biens fonciers de caractère spécial	5 700	2 506 400	2 495 210
6	2 065 300	Services informatiques et développement des systèmes	153 800	1 911 500	2 199 447
	107 697 000	Total — Évaluation foncière	9 672 200	98 024 800	102 870 957

— NOTES —

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3303-1)	$
Traitements et salaires	265 200
Avantages sociaux	50 500
Transports et communications	41 900
Services	6 300
Fournitures et matériel	3 000
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	401 900

Politiques et priorités (3303-2)	
Traitements et salaires	696 600
Avantages sociaux	128 600
Transports et communications	31 900
Services	118 500
Fournitures et matériel	57 400
	1 033 000

Services d'évaluation (3303-3)	
Traitements et salaires	881 600
Avantages sociaux	161 200
Transports et communications	96 300
Services	37 500
Fournitures et matériel	14 500
	1 191 100

Bureaux d'évaluation régionaux (3303-4)	$
Traitements et salaires	69 371 100
Avantages sociaux	13 591 100
Transports et communications	4 975 600
Services	10 577 600
Fournitures et matériel	1 978 200
	100 493 600

Biens fonciers de caractère spécial (3303-5)	
Traitements et salaires	1 831 400
Avantages sociaux	340 000
Transports et communications	238 500
Services	32 200
Fournitures et matériel	70 000
	2 512 100

Services informatiques et développement des systèmes (3303-6)	
Traitements et salaires	979 000
Avantages sociaux	178 600
Transports et communications	27 100
Services	860 500
Fournitures et matériel	20 100
	2 065 300

Total — Programme d'évaluation foncière	107 697 000

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 21 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans les comptes individuels portant intérêt sur lesquels les déposants peuvent tirer des chèques. Des certificats de placement garanti peuvent également être achetés. Les liquidités sont déposées auprès du Fonds consolidé du revenu et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affection réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 21 agences, à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
L		**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**			
		(Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)			
L	13 209 600	Administration	2 786 100	10 423 500	10 461 632
	13 209 600	Total — Caisse d'épargne de l'Ontario	2 786 100	10 423 500	10 461 632

— NOTES —

XXXIII. — MINISTÈRE DU REVENU

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Crédits législatifs	$
Administration	
Traitements et salaires	6 421 900
Avantages sociaux	1 164 500
Transports et communications	629 500
Services	4 385 200
Fournitures et matériel	608 500
	13 209 600
Total — Programme de la Caisse d'épargne de l'Ontario	13 209 600
TOTAL DU MINISTÈRE	879 206 757

XXXIV. — OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

SOMMAIRE

Cet office se fait le défenseur des personnes âgées de la province auprès du gouvernement de l'Ontario. L'Office s'acquitte de cette mission par des initiatives de développement et d'appui visant à favoriser une meilleure compréhension des besoins et des aptitudes des personnes âgées, faciliter le bien-être des personnes âgées et, encourager la recherche dans les domaines qui touchent au vieillissement et aux personnes âgées.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
8 458 350		Office des personnes âgées	(1 755 961)	10 214 311	6 415 046
8 458 350		**Total — Office des personnes âgées**	(1 755 961)	10 214 311	6 415 046
25 750		**Moins : Crédits législatifs**	10 639	15 111	15 111
8 432 600	<	**TOTAL À VOTER**	(1 776 600)	10 199 200	6 399 935
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 458 350		Dépenses	(1 755 961)	10 214 311	6 415 046

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	9 407 211	
1.2 Comptes publics 1988-1989		5 635 246
2. Réorganisation gouvernementale:		
2.1 Transfert de functions d'autres ministères	807 100	779 800
	10 214 311	6 415 046

XXXIV. — OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES :

L'Office des personnes âgées favorise l'élaboration de politiques coordonnées au sein du gouvernement pour veiller à ce que les intérêts des personnes âgées soient bien servis; il fournit un service central d'information concernant les politiques, les programmes et les services visant les personnes âgées; il crée les ressources nécessaires pour motiver les organismes et les entreprises des collectivités et les aider à répondre aux besoins des personnes âgées; il encourage l'autonomie et la participation des personnes âgées; il veille à ce que l'apport des personnes âgées dans la société soit reconnu.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3401		**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES**			
1	511 100	Bureau principal	80 500	430 600	451 072
2	6 900 300	Services généraux	(2 023 300)	8 923 600	5 174 363
3	1 021 200	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	176 200	845 000	774 500
L	15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	831	15 111	15 111
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 808	—	—
	8 458 350	Total — Office des personnes âgées	(1 755 961)	10 214 311	6 415 046
	25 750	Moins : Crédits législatifs	10 639	15 111	15 111
	8 432 600	**Montant à voter**	(1 766 600)	10 199 200	6 399 935

— NOTES —

XXXIV. — OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3401-1)	$
Traitements et salaires	358 800
Avantages sociaux	44 700
Transports et communications	62 200
Services	27 200
Fournitures et matériel	18 200
	511 100

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services généraux (3401-2)	
Traitements et salaires	1 769 000
Avantages sociaux	241 000
Transports et communications	923 800
Services	1 223 600
Fournitures et matériel	392 900
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds d'accès aux installations	2 350 000
	6 900 300

Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (3401-3)	$
Traitements et salaires	128 700
Avantages sociaux	16 800
Transports et communications	491 700
Services	105 900
Fournitures et matériel	278 100
	1 021 200

Total — Programme de l'Office des personnes âgées	8 458 350
TOTAL — OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	8 458 350

XXXV. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SOMMAIRE

La mission du ministère est de stimuler et d'appuyer la formation et la mise en valeur des personnes employées de l'Ontario. De concert avec les entreprises, petites et grandes, avec les travailleurs et les travailleuses, syndiqués et non syndiqués, et directement avec les particuliers, le ministère aide les personnes employées et leurs employeurs à s'adapter aux besoins changeants du marché du travail. Le ministère administre 14 programmes et services portant sur la formation en milieu de travail.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
9 008 208		Administration du ministère	(1 346 483)	10 354 691	10 263 632
238 882 800		Formation professionnelle	8 958 100	229 924 700	201 563 622
247 891 008		**Total du ministère**	7 611 617	240 279 391	211 827 254
9 808		**Moins : Crédits législatifs**	(29 583)	39 391	34 577
247 881 200	<	**TOTAL À VOTER**	7 641 200	240 240 000	211 792 677
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
247 891 008		Dépenses	7 611 617	240 279 391	211 827 254

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	423 596 791	
1.2 Comptes publics 1988-1989		402 302 573
2. Reorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(183 317 400)	(190 475 319)
	240 279 391	211 827 254

XXXV. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme fournit les services administratifs, financiers et de communication nécessaires au soutien des activités du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3501		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 331 600	Bureau principal	114 000	1 217 600	1 311 597
2	5 652 300	Services administratifs et financiers	(1 060 400)	6 712 700	6 405 881
3	2 014 500	Services des communications	(370 500)	2 385 000	2 511 577
L	—	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	(30 094)	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	4 483
	9 008 208	Total — Administration du ministère	(1 346 483)	10 354 691	10 263 632
	9 808	Moins : Crédits législatifs	(29 583)	39 391	34 577
	8 998 400	**Montant à voter**	(1 316 900)	10 315 300	10 229 055

— NOTES —

XXXV. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3501-1)	$
Traitements et salaires	892 500
Avantages sociaux	120 800
Transports et communications	106 100
Services	107 100
Fournitures et matériel	105 100
	1 331 600

Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3501-2)	
Traitements et salaires	2 971 500
Avantages sociaux	813 400
Transports et communications	424 400
Services	1 220 800
Fournitures et matériel	222 200
	5 652 300

Services des communications (3501-3)	$
Traitements et salaires	768 700
Avantages sociaux	162 900
Transports et communications	235 800
Services	635 200
Fournitures et matériel	211 900
	2 014 500

Total — Programme d'administration du ministère	9 008 208

XXXV. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE :

L'objectif de ce programme est d'appuyer la prestation de programmes de formation aux personnes employées.

Ce programme imprime une direction au domaine de la formation professionnelle par l'entremise de l'élaboration de politiques et de la prestation de programmes et services de formation précis — y compris les services de soutien à la prestation de programmes d'apprentissage et d'autres services de formation offerts aux personnes employées, la négociation et le contrôle des initiatives fédérales en matière de formation professionnelle, et la promotion de partenariats avec le monde des affaires, le monde du travail et les particuliers.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3502		**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**			
1	390 300	Administration du programme	65 100	325 200	338 734
2	238 492 500	Politiques et prestation des programmes	8 893 000	229 599 500	201 224 888
	238 882 800	Total — Formation professionnelle	8 958 100	229 924 700	201 563 622

— NOTES —

XXXV. — MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3502-1)	$
Traitements et salaires	288 400
Avantages sociaux	51 900
Transports et communications	15 000
Services	20 000
Fournitures et matériel	15 000
	390 300

Politiques et prestation des programmes (3502-2)	$	$
Traitements et salaires		13 297 000
Avantages sociaux		2 474 900
Transports et communications		1 567 300
Services		4 876 000
Fournitures et matériel		915 300
Paiements de transfert		
Aide aux employeurs et à la communauté	21 722 000	
Encouragement à la formation	49 440 000	
Société ontarienne de formation	7 100 000	
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	116 100 000	
Programme d'apprentissage	21 000 000	215 362 000
		238 492 500
Total — Programme de formation professionnelle		238 882 800
TOTAL DU MINISTÈRE		247 891 008

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

L'objectif principal du ministère du Solliciteur général est d'améliorer la sécurité en Ontario. Le ministère assure les services suivants : la police, la protection contre les incendies et les services de sécurité pour la prévention des incendies, la planification d'urgence, la gestion de la circulation et la formation dans le cadre de la sécurité publique. Le ministère représente l'autorité civile directe dont relève la Police provinciale de l'Ontario, il supervise tous les corps de police municipaux et régionaux de la province, il coordonne la formation des pompiers et les enquêtes sur les incendies par le biais du bureau du commissaire des incendies, il détermine les causes de décès dans des circonstances inhabituelles, il supervise un service de médecine légale et il coordonne toute la planification des mesures d'urgence en Ontario.

Pour atteindre ses objectifs, le ministère a mis au point des politiques justes et des services accessibles qui reflètent les besoins de la communauté et qui appuient la justice communautaire. Afin de traiter de façon équitable tous les Ontariens, le ministère a élaboré des politiques et des programmes qui répondent aux besoins de la communauté en tenant compte de leur diversité. L'équité, les rapports avec les minorités raciales et l'aide aux victimes figurent parmi les principes de base qui soutendent ces politiques.

Le ministère du Solliciteur général s'est engagé à travailler de concert avec les secteurs public et privé ainsi qu'avec les municipalités. L'élaboration de politiques et de programmes dans le domaine des programmes de prévention et des programmes communautaires a permis au ministère de répondre aux nouveaux besoins de la société.

Le ministère vise l'excellence dans la livraison des programmes en utilisant des approches innovatrices animées de l'esprit d'entreprise et conçues de façon à améliorer la police et les services de sécurité publique en Ontario.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
27 745 757		Administration du ministère	2 742 466	25 003 291	24 173 046
44 191 200		Sécurité publique	3 157 300	41 033 900	38 592 006
21 166 100		Services internes de la police	8 110 300	13 055 800	11 885 722
463 110 000		Police provinciale de l'Ontario	72 258 200	390 851 800	372 623 245
556 213 057		**Total du ministère**	86 268 266	469 944 791	447 274 019
44 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	42 391	1 631 103
556 168 500	<	**TOTAL À VOTER**	86 266 100	469 902 400	445 642 916
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
556 213 057		Dépenses	86 268 266	469 944 791	447 274 019

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	469 944 791	
1.2 Comptes publics 1988-1989		446 574 019
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		700 000
	469 944 791	447 274 019

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3601		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	3 669 800	Bureau principal	731 200	2 938 600	2 510 555
2	7 555 000	Services administratifs et financiers	429 500	7 125 500	6 822 746
3	2 397 800	Ressources humaines	134 900	2 262 900	1 993 506
4	994 200	Services des communications	145 900	848 300	626 771
5	2 123 300	Analyse et planification	172 200	1 951 100	1 441 795
6	1 141 400	Services juridiques	351 800	789 600	653 083
7	673 000	Services de vérification	44 600	628 400	245 539
8	9 147 700	Systèmes informatiques	730 200	8 417 500	8 286 204
L	1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	—	1 000	18 809
L	1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	—	1 000	1 534 647
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	27 745 757	Total — Administration du ministère	2 742 466	25 003 291	24 173 046
	43 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	41 391	1 592 847
	27 702 200	**Montant à voter**	2 740 300	24 961 900	22 580 199

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3601-1)	$
Traitements et salaires	2 144 500
Avantages sociaux	517 500
Transports et communications	155 300
Services	601 200
Fournitures et matériel	251 300
	3 669 800

Crédits législatifs	
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	1 000
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 000
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3601-2)	$	
Traitements et salaires		3 550 100
Avantages sociaux		652 900
Transports et communications		219 200
Services		
Capital	875 000	
Fonctionnement	1 746 100	2 621 100
Fournitures et matériel		511 700
		7 555 000

Ressources humaines (3601-3)	
Traitements et salaires	1 559 800
Avantages sociaux	345 000
Transports et communications	55 600
Services	342 100
Fournitures et matériel	95 300
	2 397 800

Services des communications (3601-4)	$
Traitements et salaires	440 100
Avantages sociaux	132 400
Transports et communications	21 000
Services	321 200
Fournitures et matériel	79 500
	994 200

Analyse et planification (3601-5)	
Traitements et salaires	1 091 600
Avantages sociaux	174 200
Transports et communications	158 900
Services	597 400
Fournitures et matériel	101 200
	2 123 300

Services juridiques (3601-6)	
Traitements et salaires	44 900
Avantages sociaux	17 900
Transports et communications	49 300
Services	977 600
Fournitures et matériel	51 700
	1 141 400

Services de vérification (3601-7)	
Traitements et salaires	494 200
Avantages sociaux	115 700
Transports et communications	6 400
Services	9 100
Fournitures et matériel	47 600
	673 000

Systèmes informatiques (3601-8)	
Traitements et salaires	4 464 900
Avantages sociaux	856 800
Transports et communications	1 452 700
Services	2 062 900
Fournitures et matériel	5 010 400
	13 847 700
Moins: Recouvrements d'autres activités	4 700 000
	9 147 700
Total — Programme d'administration du ministère	27 745 757

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3602		**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**			
1	2 214 000	Administration du programme	1 220 900	993 100	859 014
2	21 264 400	Services de médecine légale, des sciences judiciaires et du coroner	1 031 600	20 232 800	18 661 469
3	19 460 600	Services de prévention des incendies	821 000	18 639 600	18 094 516
4	1 252 200	Planification des services d'urgence	83 800	1 168 400	977 007
	44 191 200	Total — Sécurité publique	3 157 300	41 033 900	38 592 006

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3602-1)	$	$
Traitements et salaires		189 800
Avantages sociaux		38 300
Transports et communications		23 500
Services		31 200
Fournitures et matériel		6 200
Paiements de transfert		
Subvention à la Société protectrice des animaux de l'Ontario	125 000	
Subventions versées aux centres d'aide aux victimes de violence sexuelle	1 800 000	1 925 000
		2 214 000

Services de médecine légale, des sciences judiciaires, et du coroner (3602-2)		
Traitements et salaires		7 975 300
Avantages sociaux		1 600 600
Transports et communications		769 500
Services		9 090 800
Fournitures et matériel		1 823 200
Paiements de transfert		
Subventions à des associations		5 000
		21 264 400

Services de prévention des incendies (3602-3)	$	
Traitements et salaires		11 855 100
Avantages sociaux		2 470 700
Transports et communications		1 365 800
Services		1 447 400
Fournitures et matériel		1 821 600
Paiements de transfert		
Subventions pour la prévention des incendies	40 000	
Subventions au titre du programme de protection contre les incendies des communautés non enregistrées	210 000	
Programme de dégagement des victimes d'accidents de l'Ontario	250 000	500 000
		19 460 600

Planification des services d'urgence (3602-4)	$	$
Traitements et salaires		725 700
Avantages sociaux		142 000
Transports et communications		153 700
Services		149 900
Fournitures et matériel		39 900
Paiements de transfert		
Subvention à La Société canadienne de la Croix-Rouge	40 000	
Subventions versées au titre des opérations d'urgence	1 000	41 000
		1 252 200
Total — Programme de sécurité publique		44 191 200

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3603		**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**			
1	932 100	Administration du programme	4 900	927 200	985 750
2	8 992 300	Collège de police de l'Ontario	2 915 600	6 076 700	6 435 535
3	11 241 700	Normes policières et services de soutien	5 189 800	6 051 900	4 464 437
	21 166 100	Total — Services internes de la police	8 110 300	13 055 800	11 885 722

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3603-1)	$
Traitements et salaires	459 500
Avantages sociaux	89 900
Transports et communications	70 700
Services	129 900
Fournitures et matériel	182 100
	932 100

Collège de police de l'Ontario (3603-2)	
Traitements et salaires	4 101 400
Avantages sociaux	799 300
Transports et communications	453 300
Services	2 680 600
Fournitures et matériel	997 700
	9 032 300
Moins : Recouvrements d'autres ministères	40 000
	8 992 300

Normes policières et et services de soutien (3603-3)	$	$
Traitements et salaires		3 707 500
Avantages sociaux		686 300
Transports et communications		755 000
Services		3 757 400
Fournitures et matériel		449 600
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	799 000	
Subventions pour les services communautaires d'urgence	510 000	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	600 000	
Subventions aux associations de police	30 600	
Subventions pour les programmes d'équité d'emploi	250 000	
Subvention à l'Ontario Native Council on Justice	40 000	2 229 600
		11 585 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères		343 700
		11 241 700
Total — Programme de services internes de la police		21 166 100

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3604		**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**			
1	2 280 300	Bureau du commissaire	128 200	2 152 100	1 991 388
2	418 112 600	Police provinciale de l'Ontario	57 797 400	360 315 200	348 965 302
3	42 716 100	Système de télécommunications	14 332 600	28 383 500	21 628 299
L	1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	—	1 000	38 256
	463 110 000	Total — Police provinciale de l'Ontario	72 258 200	390 851 800	372 623 245
	1 000	Moins : Crédits législatifs	—	1 000	38 256
	463 109 000	**Montant à voter**	72 258 200	390 850 800	372 584 989

— NOTES —

XXXVI. — MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du commissaire (3604-1)	$
Traitements et salaires	1 649 400
Avantages sociaux	350 200
Transports et communications	64 200
Services	95 900
Fournitures et matériel	120 600
	2 280 300

Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur la police	1 000

Police provinciale de l'Ontario (3604-2)		
Traitements et salaires		289 417 400
Avantages sociaux		57 390 300
Transports et communications		12 300 600
Services		19 126 000
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 305 000	
Fonctionnement	35 412 700	39 717 700
Paiements de transfert		306 600
		418 258 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères		146 000
		418 112 600

Services	$	
Traitements et salaires	18 147 500	
Avantages sociaux	3 391 500	
Transports et communications	7 314 700	
Services	9 099 100	
Fournitures et matériel	31 171 700	69 124 500

Opérations régionales		
Traitements et salaires		249 276 100
Avantages sociaux		49 906 500
Transports et communications		3 169 400
Services		8 930 800
Fournitures et matériel	$	
Capital	4 305 000	
Fonctionnement	3 498 000	7 803 000
Paiements de transfert		
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones		306 600
		319 392 400
Moins: Recouvrements d'autres ministères		146 000
		319 246 400

Enquêtes	$	$
Traitements et salaires	21 993 800	
Avantages sociaux	4 092 300	
Transports et communications	1 816 500	
Services	1 096 100	
Fournitures et matériel	743 000	29 741 700

Système de télécommunications (3604-3)		
Traitements et salaires		1 973 300
Avantages sociaux		305 700
Transports et communications	$	
Capital	1 020 300	
Fonctionnement	4 735 300	5 755 600
Services	$	
Capital	1 328 200	
Fonctionnement	2 763 700	4 091 900
Fournitures et matériel	$	
Capital	30 014 500	
Fonctionnement	575 100	30 589 600
		42 716 100
Total — Programme de la Police provinciale de l'Ontario		463 110 000
TOTAL DU MINISTÈRE		556 213 057

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

SOMMAIRE

Le ministère du Tourisme et des Loisirs élabore des politiques et offre des programmes et des services dans le but de favoriser le développement et la promotion du tourisme et des loisirs. Diverses catégories de clients profitent des programmes du ministère. Parmi ces catégories, mentionnons les municipalités, que l'on encourage à créer des programmes de tourisme et de loisirs bien réfléchis. Citons aussi les divers organismes et les associations qui offrent des biens et des services, et enfin, la population de l'Ontario, incitée par le ministère à participer à des activités sportives, de conditionnement physique et de loisir afin qu'elle mène une vie plus saine et plus dynamique. La clientèle du ministère compte 10 000 propriétaires d'entreprise et exploitants, 25 associations de tourisme et de voyages, de même qu'une panoplie de groupes et d'organismes qui se consacrent aux loisirs communautaires.

Le ministère du Tourisme et des Loisirs dirige également des bureaux aux États-Unis, en Europe et au Japon afin de promouvoir les attraits touristiques de l'Ontario sur les principaux marchés mondiaux. De plus, le ministère assure la direction de plusieurs parcs, attractions et centres de congrès qui offrent tout un éventail d'activités touristiques et récréatives à des millions de résidents et de visiteurs.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
13 152 665		Administration du ministère	439 874	12 712 791	9 754 669
36 449 000		Tourisme	4 202 000	32 247 000	31 006 496
26 417 200		Loisirs	(684 800)	27 102 000	25 168 129
84 194 300		Opérations	3 904 700	80 289 600	66 565 288
48 616 300		Organismes et attractions	419 800	48 196 500	49 288 462
208 829 465		**Total du ministère**	8 281 574	200 547 891	181 783 044
51 365		**Moins : Crédits législatifs**	11 974	39 391	3 039 391
208 778 100	<	**TOTAL À VOTER**	8 269 600	200 508 500	178 743 653
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
199 229 465		Dépenses	8 281 574	190 947 891	177 367 169
9 600 000		Prêts, Avances et Dotations en capital	—	9 600 000	4 415 875
208 829 465			8 281 574	200 547 891	181 783 044

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	200 087 891	
1.2 Comptes publics 1988-1989		181 355 444
2. Modification comptable		
2.1 Comptes créés à des fins spéciales		(2 400)
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	460 000	430 000
	200 547 891	181 783 044

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3701		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	3 545 800	Bureau principal	(76 900)	3 622 700	3 224 819
2	2 456 400	Services administratifs et financiers	125 100	2 331 300	1 692 343
3	1 385 500	Ressources humaines	(32 900)	1 418 400	1 338 704
4	2 301 500	Services des communications	224 200	2 077 300	1 794 557
5	303 500	Services juridiques	39 200	264 300	—
6	643 000	Servics de vérification	33 400	609 600	582 737
7	2 465 600	Systèmes informatiques	115 800	2 349 800	1 082 118
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	19 616	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	10 319	9 297	9 297
	13 152 665	Total — Administration du ministère	439 874	12 712 791	9 754 669
	51 365	Moins : Crédits législatifs	11 974	39 391	39 391
	13 101 300	**Montant à voter**	427 900	12 673 400	9 715 278

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3701-1)	$
Traitements et salaires	1 777 100
Avantages sociaux	305 300
Transports et communications	210 500
Services	1 008 400
Fournitures et matériel	194 500
Paiements de transfert	
Subventions diverses non législatives	50 000
	3 545 800

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé aux adjoints parlementaires	19 616

Services administratifs et financiers (3701-2)	
Traitements et salaires	1 626 200
Avantages sociaux	306 300
Transports et communications	68 400
Services	376 000
Fournitures et matériel	79 500
	2 456 400

Ressources humaines (3701-3)	
Traitements et salaires	947 100
Avantages sociaux	161 900
Transports et communications	47 200
Services	151 700
Fournitures et matériel	77 600
	1 385 500

Services des communications (3701-4)	$
Traitements et salaires	1 072 700
Avantages sociaux	197 500
Transports et communications	131 100
Services	771 500
Fournitures et matériel	128 700
	2 301 500

Services juridiques (3701-5)	
Transports et communications	23 900
Services	246 600
Fournitures et matériel	33 000
	303 500

Services de vérification (3701-6)	
Traitements et salaires	458 400
Avantages sociaux	82 000
Transports et communications	38 300
Services	36 000
Fournitures et matériel	28 300
	643 000

Systèmes informatiques (3701-7)	
Traitements et salaires	782 600
Avantages sociaux	151 900
Transports et communications	29 100
Services	1 414 200
Fournitures et matériel	87 800
	2 465 600

Total — Programme d'administration du ministère	13 152 665

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DU TOURISME :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs. Ce programme comprend le financement et la coordination de la participation de l'Ontario à divers événements et activités d'envergure internationale.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3702		**PROGRAMME DU TOURISME**			
1	6 841 400	Développement du tourisme	3 246 600	3 594 800	3 296 094
2	29 607 600	Commercialisation touristique	955 400	28 652 200	27 710 402
	36 449 000	Total — Tourisme	4 202 000	32 247 000	31 006 496

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Développement du tourisme (3702-1)		$
Traitements et salaires		2 071 800
Avantages sociaux		367 600
Transports et communications		346 000
Services		2 097 500
Fournitures et matériel		393 500
Acquisition/construction de biens immobiliers		265 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	1 500 000	
Aménagement des secteurs riverains d'Hamilton	60 000	
Commission de la promenade Sainte-Claire	990 000	
Fonctionnement		
Commission de la promenade Sainte-Claire	450 000	3 000 000
		8 541 400
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	1 500 000	
Fonctionnement	200 000	1 700 000
		6 841 400

Commercialisation touristique (3702-2)	$
Traitements et salaires	3 468 900
Avantages sociaux	529 200
Transports et communications	2 702 500
Services	21 158 400
Fournitures et matériel	1 748 600
	29 607 600
Total — Programme du tourisme	36 449 000

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence. Les Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée, de renommée mondiale, permettent l'entraînement des sportifs amateurs de ski.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3703		**PROGRAMME DES LOISIRS**			
1	4 163 300	Loisirs	(782 500)	4 945 800	5 056 039
2	22 253 900	Sports et condition physique	97 700	22 156 200	20 112 090
	26 417 200	Total — Loisirs	(684 800)	27 102 000	25 168 129

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Loisirs (3703-1)		$
Traitements et salaires		1 431 300
Avantages sociaux		250 600
Transports et communications		275 700
Services		422 500
Fournitures et matériel		328 900
Paiements de transfert	$	
Subventions pour la recherche	77 400	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	63 000	
Subventions aux Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée		
Capital	600 000	
Fonctionnement	713 900	1 454 300
		4 163 300

Sports et condition physique (3703-2)		$
Traitements et salaires		2 315 000
Avantages sociaux		483 000
Transports et communications		419 200
Services		3 107 600
Fournitures et matériel		361 800
Paiements de transfert	$	
Subventions aux associations sportives provinciales	8 199 600	
Subventions au Centre des sports de l'Ontario	3 800 200	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	2 332 500	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	595 000	
Subvention au Comité olympique de Toronto (Ontario)	640 000	15 567 300
		22 253 900
Total — Programme des loisirs		26 417 200

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3704		**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**			
1	84 194 300	Opérations	3 904 700	80 289 600	66 565 288
	84 194 300	Total — Opérations	3 904 700	80 289 600	66 565 288

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Opérations (3704-1)		$
Traitements et salaires		6 380 700
Avantages sociaux		1 205 500
Transports et communications		1 554 600
Services		2 141 300
Fournitures et matériel		419 700
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 057 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux installations de loisirs	28 000 000	
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	770 000	
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario	1 808 000	
Aménagement des sites riverains communautaires	6 340 000	
Centre des congrès de London	3 500 000	
Programme d'encouragement au développement touristique	5 078 000	
Centre International Cleary	1 500 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les programmes de loisirs municipaux	5 141 600	
Subventions pour le développement des loisirs	11 169 500	
Subventions aux associations touristiques	1 985 000	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	750 000	66 042 100

Prêts, Avances et Dotations en capital	$	$
Capital		
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	4 000 000	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	5 600 000	9 600 000
		88 400 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	2 865 000	
Fonctionnement	1 341 600	4 206 600
Total — Programme des opérations		84 194 300

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS :

Ce programme fournit des subsides de fonctionnement et d'immobilisation aux organismes et attractions dont la liste apparaît ci-dessous. La Société des loteries de l'Ontario, le Palais des congrès du Toronto métropolitain et la Commission des parcs du Niagara relèvent du ministère du Tourisme et des Loisirs mais ne sont pas présentement financés par le ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3705		**PROGRAMME DES ORGANISMES ET DES ATTRACTIONS**			
1	6 569 800	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	163 700	6 406 100	5 393 000
2	17 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	—	17 000 000	17 000 000
3	307 000	Centre des congrès d'Ottawa	(73 000)	380 000	391 000
4	4 161 900	Vieux Fort William	496 600	3 665 300	3 497 108
5	3 598 300	Parcs historiques de la Huronie	125 600	3 472 700	3 106 665
6	16 979 300	Commission des parcs du Saint-Laurent	(293 100)	17 272 400	15 258 689
—	—	Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	—	—	1 642 000
L	—	Paiements effectués aux administrations locales, Loi sur la Société du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	—	—	3 000 000
	48 616 300	Total — Organismes	419 800	48 196 500	49 288 462
	—	Moins: Crédits législatifs	—	—	3 000 000
	48 616 300	**Montant à voter**	419 800	48 196 500	46 288 462

— NOTES —

XXXVII. — MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (3705-1)	$
Paiements de transfert	
Subvention d'immobilisation	2 695 000
Subvention de fonctionnement	3 874 800
	6 569 800

Fondation Trillium de l'Ontario (3705-2)	
Paiements de transfert	
Subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000
	17 000 000

Centre des congrès d'Ottawa (3705-3)	
Paiements de transfert	
Subvention au Centre des congrès d'Ottawa	307 000
	307 000

Vieux Fort William (3705-4)		
Traitements et salaires		2 377 300
Avantages sociaux		411 200
Transports et communications		99 800
Services	$	
Capital	150 000	
Fonctionnement	372 400	522 400
Fournitures et matériel	$	
Capital	150 000	
Fonctionnement	254 200	404 200
Acquisition/construction de biens immobiliers		347 000
		4 161 900

Parcs historiques de la Huronie (3705-5)		$
Traitements et salaires		1 853 500
Avantages sociaux		313 100
Transports et communications		64 300
Services	$	
Capital	170 000	
Fonctionnement	405 900	575 900
Fournitures et matériel	$	
Capital	170 000	
Fonctionnement	261 500	431 500
Acquisition/construction de biens immobiliers		360 000
		3 598 300

Commission des parcs du Saint-Laurent (3705-6)		
Traitements et salaires		9 476 900
Avantages sociaux		1 378 700
Transports et communications		224 600
Services	$	
Capital	775 000	
Fonctionnement	1 971 300	2 746 300
Fournitures et matériel	$	
Capital	225 000	
Fonctionnement	2 354 100	2 579 100
Acquisition/construction de biens immobiliers		550 000
Paiements de transfert		
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes		23 700
		16 979 300
Total — Programme des organismes et attractions		48 616 300
TOTAL DU MINISTÈRE		208 829 465

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE

L'objectif du ministère des transports est de fournir un réseau et des services de transport sûrs qui améliorent la qualité de vie et favorisent la compétitivité économique de l'Ontario. Les buts du ministère sont: de concevoir et de promouvoir un réseau de transport intégré et équilibré en Ontario; de s'assurer qu'un choix adéquat de services est offert pour le transport des marchandises et des passagers; de promouvoir la sécurité, l'efficacité, une utilisation saine sur le plan environnemental et l'économie de l'énergie; de favoriser la croissance économique et sociale; et de promouvoir la productivité, les compétences et la motivation de la population de même que l'utilisation efficace de nos ressources par le biais d'une saine gestion, de l'innovation, de la recherche et de la technologie.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
58 996 957		Administration du ministère	3 531 366	55 465 591	51 475 199
23 376 500		Transports de la province	3 427 000	19 949 500	19 579 820
108 213 800		Réglementation des transports	5 643 100	102 570 700	95 909 091
888 670 500		Routes provinciales	108 229 600	780 440 900	652 133 813
220 270 000		Transports en commun de la province	(31 014 500)	251 284 500	199 389 500
422 834 300		Transports en commun municipaux	27 189 400	395 644 900	339 437 955
775 809 800		Routes municipales	75 576 000	700 233 800	702 064 857
2 498 171 857		**Total du ministère**	192 581 966	2 305 589 891	2 059 990 235
41 557		**Moins : Crédits législatifs**	2 166	39 391	39 391
2 498 130 300	<	**TOTAL À VOTER**	192 579 800	2 305 550 500	2 059 950 844
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
2 498 171 857		Dépenses	192 581 966	2 305 589 891	2 059 990 235

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	2 313 089 891	
1.2 Comptes publics 1988-1989		2 067 165 235
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(7 500 000)	(7 175 000)
	2 305 589 891	2 059 990 235

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3801		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	4 109 700	Bureau principal	271 700	3 838 000	3 166 441
2	28 177 400	Services administratifs et financiers	957 900	27 219 500	23 627 838
3	8 646 800	Services juridiques	1 578 500	7 068 300	7 559 357
4	6 908 100	Ressources humaines	398 600	6 509 500	6 459 064
5	2 841 300	Services des communications	83 700	2 757 600	2 778 652
6	4 002 000	Services de vérification	168 800	3 833 200	3 936 056
7	4 270 100	Systèmes informatiques	70 000	4 200 100	3 908 400
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	58 996 957	Total — Administration du ministère	3 531 366	55 465 591	51 475 199
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	58 955 400	**Montant à voter**	3 529 200	55 426 200	51 435 808

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3801-1)	$
Traitements et salaires	2 983 300
Avantages sociaux	552 500
Transports et communications	156 800
Services	214 500
Fournitures et matériel	202 600
	4 109 700

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3801-2)	
Traitements et salaires	12 798 900
Avantages sociaux	7 112 500
Transports et communications	5 122 800
Services	2 646 100
Fournitures et matériel	797 100
	28 477 400
Moins : Recouvrements d'autres activités	300 000
	28 177 400

Services juridiques (3801-3)	
Traitements et salaires	937 400
Avantages sociaux	198 900
Transports et communications	65 000
Services	7 248 500
Fournitures et matériel	197 000
	8 646 800

Ressources humaines (3801-4)	$
Traitements et salaires	4 814 300
Avantages sociaux	1 068 300
Transports et communications	202 500
Services	579 400
Fournitures et matériel	243 600
	6 908 100

Services des communications (3801-5)	
Traitements et salaires	1 588 200
Avantages sociaux	312 000
Transports et communications	126 000
Services	289 000
Fournitures et matériel	526 100
	2 841 300

Services de vérification (3801-6)	
Traitements et salaires	3 001 400
Avantages sociaux	668 400
Transports et communications	149 000
Services	111 700
Fournitures et matériel	71 500
	4 002 000

Systèmes informatiques (3801-7)	
Traitements et salaires	3 980 100
Avantages sociaux	859 000
Transports et communications	2 478 000
Services	10 178 500
Fournitures et matériel	1 403 000
	18 898 600
Moins : Recouvrements d'autres activités	14 628 500
	4 270 100

Total — Programme d'administration du ministère	58 996 957

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE :

Ce programme vise à faciliter l'élaboration de politiques se rapportant au transport des personnes et des marchandises entre les villes, en vue d'atteindre les objectifs socio-économiques de la province.

Il vise également à mener des travaux de recherche et de développement ainsi que des projets pilotes dans le domaine de la technologie des transports afin d'augmenter le rendement et l'efficacité des réseaux de transports, d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

En outre, il facilite les mouvements de personnes et de marchandises entre les villes de l'Ontario et à l'extérieur de la province par l'exploitation intégrée des modes de transport aérien, ferroviaire et maritime.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3802		**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**			
1	9 342 700	Politique des transports, technologie et industrie	955 100	8 387 600	7 756 098
2	14 033 800	Transport aérien	2 471 900	11 561 900	11 823 722
	23 376 500	Total — Transports de la province	3 427 000	19 949 500	19 579 820

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Politique des transports, technologie et industrie (3802-1)		$
Traitements et salaires		5 309 200
Avantages sociaux		1 117 500
Transports et communications		393 800
Services		2 198 300
Fournitures et matériel		369 600
Paiements de transfert	$	
Association canadienne du transport urbain	67 500	
Canadian Transportation Education Foundation	10 000	
Subventions pour la promotion du transport maritime	10 500	
Metro Toronto Residents Action Committee	5 000	
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	4 000	
Association des routes et transports du Canada	77 300	174 300
		9 562 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		220 000
		9 342 700

Transport aérien (3802-2)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	661 300	
Fonctionnement	2 804 000	3 465 300
Avantages sociaux	$	
Capital	79 300	
Fonctionnement	550 800	630 100
Transports et communications	$	
Capital	213 100	
Fonctionnement	670 200	883 300
Services	$	
Capital	4 828 500	
Fonctionnement	460 100	5 288 600
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 813 400	
Fonctionnement	1 762 600	3 576 000
Paiements de transfert	$	
Capital		
Construction d'aéroports municipaux	5 000 000	
Fonctionnement		
Entretien des aéroports municipaux	1 120 300	
Airport Management Conference of Ontario	20 000	6 140 300
		19 983 600
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	5 449 800	
Fonctionnement	500 000	5 949 800
		14 033 800
Total — Programme des transports de la province		23 376 500

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES TRANSPORTS :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau d'aptitudes et de qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3803		**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES TRANSPORTS**			
1	4 435 500	Administration du programme	232 400	4 203 100	4 283 760
2	103 778 300	Permis, examen et application	5 410 700	98 367 600	91 625 331
	108 213 800	Total — Réglementation des transports	5 643 100	102 570 700	95 909 091

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3803-1)	$	$
Traitements et salaires		2 046 300
Avantages sociaux		427 400
Transports et communications		77 500
Services		1 184 600
Fournitures et matériel		257 900
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	18 000	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	134 800	
Commercial Vehicle Safety Alliance	2 000	
Subventions pour la securité autoroutière	100 000	
Subventions pour la recherche sur la sécurité routière	112 000	
Ontario Safety League	30 000	
Association des routes et transports du Canada	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	441 800
		4 435 500

Permis, examen et application (3803-2)	$
Traitements et salaires	54 551 400
Avantages sociaux	11 096 400
Transports et communications	7 281 000
Services	24 105 400
Fournitures et matériel	6 744 100
	103 778 300
Total — Programme de la réglementation des transports	108 213 800

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3804		**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**			
1	50 575 800	Administration du programme	11 159 300	39 416 500	37 681 222
2	148 227 200	Recherche et conception	41 254 600	106 972 600	94 205 702
3	408 383 900	Immobilisations et construction	42 467 400	365 916 500	269 747 248
4	154 532 700	Exploitation et entretien général	6 179 000	148 353 700	138 985 041
5	126 950 900	Entretien des routes en hiver	7 169 300	119 781 600	111 514 600
	888 670 500	Total — Routes provinciales	108 229 600	780 440 900	652 133 813

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3804-1)	$	$
Traitements et salaires	$	
Capital	17 456 000	
Fonctionnement	10 015 000	27 471 000
Avantages sociaux	$	
Capital	3 524 200	
Fonctionnement	2 219 800	5 744 000
Transports et communications	$	
Capital	2 018 400	
Fonctionnement	1 271 600	3 290 000
Services	$	
Capital	3 355 200	
Fonctionnement	2 219 800	5 575 000
Fournitures et matériel	$	
Capital	5 117 900	
Fonctionnement	2 977 300	8 095 200
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les initiatives liées au transport	10 000	
Étude sur les politiques relatives aux routes nationales	75 600	
Association des routes et transports du Canada	315 000	400 600
		50 575 800

Recherche et conception (3804-2)	
(Capital)	
Traitements et salaires	59 795 500
Avantages sociaux	12 335 700
Transports et communications	3 648 000
Services	68 423 000
Fournitures et matériel	4 050 000
	148 252 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	25 000
	148 227 200

Immobilisations et construction (3804-3)	$
(Capital)	
Traitements et salaires	36 519 200
Avantages sociaux	7 316 400
Transports et communications	4 950 000
Services	35 825 000
Fournitures et matériel	48 323 000
Acquisition/construction de biens immobiliers	406 552 100
Paiements de transfert	
Routes urbaines	200 000
Autres opérations	
Routes urbaines	398 200
	540 083 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères	131 700 000
	408 383 900

Exploitation et entretien général (3804-4)	$	
Traitements et salaires		85 418 800
Avantages sociaux		17 691 900
Transports et communications		3 168 800
Services		9 750 000
Fournitures et matériel		42 000 000
Paiements de transfert	$	
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	29 000	
Études d'amélioration de la circulation routière	224 200	253 200
		158 282 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 750 000
		154 532 700

Entretien des routes en hiver (3804-5)	
Traitements et salaires	36 700 000
Avantages sociaux	7 036 400
Transports et communications	500 000
Services	43 214 500
Fournitures et matériel	40 000 000
	127 450 900
Moins : Recouvrements d'autres ministères	500 000
	126 950 900
Total — Programme des routes provinciales	888 670 500

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto et qui permette de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire la congestion sur les routes et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3805		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**			
1	162 970 000	Immobilisations et construction	(27 154 500)	190 124 500	150 199 500
2	57 300 000	Exploitation	(3 860 000)	61 160 000	49 190 000
	220 270 000	Total — Transports en commun de la province	(31 014 500)	251 284 500	199 389 500

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Immobilisations et construction (3805-1)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	162 970 000
	162 970 000
Exploitation (3805-2)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	57 300 000
	57 300 000
Total — Programme des transports en commun de la province	220 270 000

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées sur les plans de la mobilité et des transports.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3806		**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**			
1	2 826 900	Administration du programme	135 400	2 691 500	2 631 063
2	213 248 000	Immobilisations et construction	15 178 000	198 070 000	153 742 954
3	206 759 400	Exploitation	11 876 000	194 883 400	183 063 938
	422 834 300	Total — Transports en commun municipaux	27 189 400	395 644 900	339 437 955

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3806-1)	$
Traitements et salaires	1 306 200
Avantages sociaux	285 800
Transports et communications	95 000
Services	355 300
Fournitures et matériel	30 000
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	754 600
	2 826 900

Immobilisations et construction (3806-2)	
(Capital)	
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	127 800 000
Subsides pour les transports en commun rapides	79 000 000
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	6 448 000
	213 248 000

Exploitation (3806-3)	$
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	173 877 400
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	520 000
Transport pour les personnes handicapées	32 362 000
	206 759 400
Total — Programme des transports en commun municipaux	422 834 300

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province. Appuyer et encourager tous les aspects de la planification municipale des réseaux de transports.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3807		**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**			
1	7 873 900	Administration du programme	803 800	7 070 100	7 603 562
2	763 733 700	Immobilisations, construction et entretien	74 891 400	688 842 300	690 210 219
3	4 202 200	Planification des politiques	(119 200)	4 321 400	4 251 076
	775 809 800	Total — Routes municipales	75 576 000	700 233 800	702 064 857

— NOTES —

XXXVIII. — MINISTÈRE DES TRANSPORTS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration du programme (3807-1)	$	$
Traitements et salaires		5 265 400
Avantages sociaux		1 138 500
Transports et communications		615 800
Services		323 100
Fournitures et matériel		116 400
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les initiatives liées au transport	15 000	
Ontario Good Roads Association	139 000	
Road Superintendent Association	7 500	
Association des routes et transports du Canada	118 200	
Subvention au Tri-committee	50 000	
Études sur la planification urbaine	85 000	414 700
		7 873 900

Immobilisations, construction et entretien (3807-2)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		2 202 700
Avantages sociaux		339 200
Transports et communications		165 900
Services		12 286 700
Fournitures et matériel		1 405 000
Acquisition/construction de biens immobiliers		11 000
Paiements de transfert	$	
Subsides pour routes municipales	714 025 900	
Routes reclassées	4 460 000	
Voies de jonction	38 169 100	
Trottoirs des cantons	310 000	756 965 000
		773 375 500
Moins : Recouvrements		9 641 800
		763 733 700

Planification des politiques (3807-3)	
Traitements et salaires	2 197 300
Avantages sociaux	485 100
Transports et communications	58 000
Services	595 300
Fournitures et matériel	67 300
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains et régionaux	799 200
	4 202 200
Total — Programme des routes municipales	775 809 800
TOTAL DU MINISTÈRE	2 498 171 857

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

SOMMAIRE

Le Ministère du Trésor et de l'Économie, sous la direction du trésorier, conseille le gouvernement et gère les affaires budgétaires, financières et économiques de l'Ontario dans le cadre de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie et de la Loi sur l'administration financière.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMMES	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
9 572 257		Administration du ministère	949 466	8 622 791	7 842 485
4 323 272 500		Trésor	21 796 100	4 301 476 400	4 042 822 660
8 198 000		Budget et finances intergouvernementales	291 600	7 906 400	8 130 944
72 152 400		Politiques économiques	(3 789 800)	75 942 200	51 455 305
4 413 195 157		**Total du ministère**	19 247 366	4 393 947 791	4 110 251 394
4 317 211 557		**Moins : Crédits législatifs**	21 189 166	4 296 022 391	4 037 502 953
95 983 600	<	**TOTAL À VOTER**	(1 941 800)	97 925 400	72 748 441
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
4 402 077 157		Dépenses	19 412 366	4 382 664 791	4 101 947 288
4 700 000		Prêt, Avances et Dotations en capital	(1 200 000)	5 900 000	3 277 037
6 418 000		Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes	1 035 000	5 383 000	5 027 069
4 413 195 157			19 247 366	4 393 947 791	4 110 251 394

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	4 834 547 691	
1.2 Comptes publics 1988-1989		4 547 929 369
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions à d'autres ministères	(2 382 900)	(61 365 075)
3. Modification comptable		
3.1 Comptes créés à des fins spéciales		(1 680 008)
3.2 Pensions	(438 217 000)	(374 632 892)
	4 393 947 791	4 110 251 394

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3901		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**			
1	1 468 600	Bureau principal	183 900	1 284 700	1 068 888
2	4 029 700	Services administratifs et financiers	328 000	3 701 700	3 307 837
3	1 532 000	Ressources humaines	156 900	1 375 100	1 252 948
4	632 000	Services des communications	42 300	589 700	609 073
5	757 400	Analyse et planification	113 800	643 600	686 011
6	409 000	Services juridiques	66 000	343 000	322 687
7	702 000	Services de vérification	56 400	645 600	555 650
L	31 749	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 655	30 094	30 094
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	511	9 297	9 297
	9 572 257	Total — Administration du ministère	949 466	8 622 791	7 842 485
	41 557	Moins : Crédits législatifs	2 166	39 391	39 391
	9 530 700	**Montant à voter**	947 300	8 583 400	7 803 094

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (3901-1)	$
Traitements et salaires	953 600
Avantages sociaux	179 000
Transports et communications	114 000
Services	154 000
Fournitures et matériel	68 000
	1 468 600

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	31 749
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808

Services administratifs et financiers (3901-2)	
Traitements et salaires	2 618 100
Avantages sociaux	473 000
Transports et communications	313 000
Services	905 600
Fournitures et matériel	632 000
	4 941 700
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	912 000
	4 029 700

Ressources humaines (3901-3)	
Traitements et salaires	1 162 000
Avantages sociaux	213 000
Transports et communications	33 000
Services	70 000
Fournitures et matériel	54 000
	1 532 000

Services des communications (3901-4)	
Traitements et salaires	312 000
Avantages sociaux	56 000
Transports et communications	48 000
Services	103 000
Fournitures et matériel	113 000
	632 000

Analyse et planification (3901-5)	$
Traitements et salaires	541 000
Avantages sociaux	92 400
Transports et communications	24 000
Services	72 000
Fournitures et matériel	28 000
	757 400

Services juridiques (3901-6)	
Traitements et salaires	3 000
Transports et communications	9 000
Services	363 000
Fournitures et matériel	34 000
	409 000

Services de vérification (3901-7)	
Traitements et salaires	554 000
Avantages sociaux	97 000
Transports et communications	10 000
Services	19 000
Fournitures et matériel	22 000
	702 000

Total — Programme d'administration du ministère	9 572 257

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations de financement, d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3902		**PROGRAMME DU TRÉSOR**			
1	6 102 500	Trésor	609 100	5 493 400	5 359 098
L	4 310 152 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, Loi sur l'administration financière	20 152 000	4 290 000 000	4 032 436 493
L	6 418 000	Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes	1 035 000	5 383 000	5 027 069
L	600 000	Prêts, Avances, et Dotations en capital — Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	—	600 000	—
	4 323 272 500	Total — Trésor	21 796 100	4 301 476 400	4 042 822 660
	4 317 170 000	Moins : Crédits législatifs	21 187 000	4 295 983 000	4 037 463 562
	6 102 500	**Montant à voter**	609 100	5 493 400	5 359 098

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Trésor (3902-1)	$
Traitements et salaires	3 921 000
Avantages sociaux	708 500
Transports et communications	137 000
Services	865 000
Fournitures et matériel	471 000
	6 102 500

Crédits législatifs
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province

	$	
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
Émis à des fins générales	28 558 000	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 441 313 000	
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario	1 756 034 000	
Régime de retraite des fonctionnaires	703 956 000	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 251 000	
Autres	29 175 000	4 076 287 000
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		200 000 000
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		33 865 000
		4 310 152 000

Crédits législatifs
Pensions et autres avantages connexes

	$	$
Paiements provenant des caisses de retraite et de fonds connexes		
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée	2 819 000	
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires	3 213 000	
Autres pensions	386 000	6 418 000

Crédits législatifs
Prêts de développement

Prêts, Avances et Dotations en capital	
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	600 000
Total — Programme du trésor	4 323 272 500

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des politiques de taxation, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3903		**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**			
1	8 198 000	Budget et finances intergouvernementales	291 600	7 906 400	8 130 944
	8 198 000	Total — Budget et finances intergouvernementales	291 600	7 906 400	8 130 944

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Budget et finances intergouvernementales (3903-1)	$
Traitements et salaires	5 245 000
Avantages sociaux	966 000
Transports et communications	240 000
Services	1 222 000
Fournitures et matériel	525 000
	8 198 000
Total — Programme du budget et des finances intergouvernementales	8 198 000

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province, en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistique Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3904		**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**			
1	72 152 400	Politiques économiques	(3 789 800)	75 942 200	51 455 305
	72 152 400	Total — Politiques économiques	(3 789 800)	75 942 200	51 455 305

— NOTES —

XXXIX. — MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Politiques économiques (3904-1)		$
Traitements et salaires		5 406 000
Avantages sociaux		997 000
Transports et communications		186 000
Services		36 236 000
Fournitures et matériel		411 000
Acquisition/construction de biens immobiliers		4 400 000
Paiements de transfert		20 416 400
Prêts, Avances et Dotations en capital		4 100 000
		72 152 400

Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	5 406 000	
Avantages sociaux	997 000	
Transports et communications	186 000	
Services	651 000	
Fournitures et matériel	411 000	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	166 400	7 817 400
Fonds de développement régional	$	
Services	35 585 000	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 400 000	
Paiements de transfert		
Développement économique		
Capital	18 550 000	
Fonctionnement	1 700 000	
Prêts, Avances et Dotations en capital		
Développement économique		
Capital	4 100 000	64 335 000
Total — Programme des politiques économiques		72 152 400
TOTAL DU MINISTÈRE		4 413 195 157

XL. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

SOMMAIRE

Le but de l'office est d'examiner et d'élaborer des politiques, coordoner des programmes, et consulter et informer le public, permettant ainsi au gouvernement de réaliser ses engagements relatifs à l'égalité des Ontariennes sur les plans économique, juridique et social.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
19 413 550		Office de la condition féminine	2 702 250	16 711 300	16 235 451
19 413 550		**Total — Office de la condition féminine**	2 702 250	16 711 300	16 235 451
25 750		**Moins : Crédits législatifs**	25 750		
19 387 800	<	**TOTAL À VOTER**	2 676 500	16 711 300	16 235 451
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
19 413 550		Dépenses	2 702 250	16 711 300	16 235 451

XL. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi et la violence dans le contexte familial; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
4001		**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**			
1	547 900	Bureau principal	547 900	—	—
2	18 303 500	Direction générale de la condition féminine	2 153 600	16 149 900	15 726 715
3	536 400	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	(25 000)	561 400	508 736
L	15 942	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	15 942	—	—
L	9 808	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	9 808	—	—
	19 413 550	Total — Office de la condition féminine	2 702 250	16 711 300	16 235 451
	25 750	Moins : Crédits législatifs	25 750	—	—
	19 387 800	**Montant à voter**	2 676 500	16 711 300	16 235 451

— NOTES —

XL. — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau principal (4001-1)	$
Traitements et salaires	368 400
Avantages sociaux	59 900
Transports et communications	62 400
Services	26 000
Fournitures et matériel	31 200
	547 900
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 942
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 808
Direction générale de la condition féminine (4001-2)	
Traitements et salaires	5 334 200
Avantages sociaux	857 300
Transports et communications	473 100
Services	5 413 500
Fournitures et matériel	644 800
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	5 580 600
	18 303 500

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (4001-3)	$
Traitements et salaires	192 200
Avantages sociaux	35 400
Transports et communications	95 700
Services	197 500
Fournitures et matériel	15 600
	536 400
Total — Programme de l'Office de la condition féminine	19 413 550
TOTAL — OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	19 413 550

INDEX

Page

A

Accès aux ressources ... 243
Accord fédéral-provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones ... 293
Administration de la justice ... 22
Administration des écoles provinciales ... 100
Administration des plans, Affaires municipales ... 223
Administration du patrimoine ... 81
Aéroports communautaires, Développement du Nord et Mines ... 257
Aéroports municipaux, Construction ... 311
Aéroports municipaux, Entretien ... 311
Affaires civiques, Ministère ... 31
Affaires intergouvernementales, Ministère ... 181
Affaires municipales, Ministère ... 217
Agence de foresterie de l'Algonquin ... 249
Agri-Nord ... 9
Agriculture et Alimentation, Ministère ... 1
Aide à la plantation d'arbres à fruits tendres ... 7
Aide à la réinsertion sociale des détenus ... 75
Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement ... 98
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée ... 7
Aide aux éleveurs de bétail en période de sécheresse ... 9
Aide aux employeurs et à la communauté ... 283
Aide aux producteurs de pommes de terre de semence Elite ... 7
Aide aux sinistrés, Affaires municipales ... 223
Aide aux ventes à l'exportation ... 5
Aide internationale aux sinistrés ... 185
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire ... 98
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie ... 45
Aide provinciale aux étudiants ... 47
Aide provinciale aux universités ... 43
Aide reliée aux revenus agricole ... 9
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent ... 75
Allocations aux juges de la Cour suprême ... 23
Allocations aux juges ... 23
Allocations et prestations versées par la province, Services sociaux et communautaires ... 53
Allocations et prestations versées par les municipalités, Services sociaux et communautaires ... 53
Amélioration du rendement des installations industrielles ... 109
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment ... 161
American Association of Motor Vehicle Administrators ... 313
American Public Works Association (Section de l'Ontario) ... 121
American Water Works Association (Section de l'Ontario) ... 121
Amis de la Terre ... 119
Appareils de levage ... 63
Appels en matière fiscale ... 268
Application et exécution des règlements, Environnement ... 121
Apprentissage ... 283
Approvisionnements et distribution, Énergie ... 107
Archives publiques ... 81
Articles rembourrés ... 63
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification ... 229
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport ... 247
Assistance financière aux industries ... 175
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique ... 179
Assistance pour la récolte agricole désastreuse de 1989 ... 9
Association canadienne de gérontologie ... 53
Association canadienne de normalisation ... 85
Association canadienne d'éducation ... 101
Association canadienne des consommateurs ... 61, 129
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario ... 155
Association canadienne du transport urbain ... 311
Association des arpenteurs de l'Ontario ... 245
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario ... 53

Page

Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario ... 121
Association des juges de paix ... 23
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario ... 7
Association des juristes d'expression française de l'Ontario ... 15
Association des laboureurs de l'Ontario ... 7
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario ... 53
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé ... 153
Association des procureurs de la Couronne ... 19
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario ... 53
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario ... 7
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario ... 55
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française ... 43
Association forestière de l'Ontario ... 249
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants ... 55
Association ontarienne pour enfants autistiques ... 55
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire ... 153
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario ... 7
Association pour la santé publique de l'Ontario ... 153
Association pour l'éducation des petits, Ontario ... 55
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario ... 53
Associations sportives provinciales ... 301
Assurance-chômage ... 141
Assurance-santé et prestations ... 151
Assurance-vie collective ... 141
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées ... 53
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien, Services sociaux et communautaires ... 55
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police ... 286
Autorisations environnementales et appui technique ... 121

B

Bibliothèque des juges ... 23
Bibliothèques de droit de comté et de district ... 23
Bibliothèques publiques ... 87
Biens fonciers de caractère spécial, Revenu ... 270
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux ... 7
Bourse canadienne de déchets ... 117
Bourse John B. Aird ... 187
Bourse ontarienne de déchets ... 117
Bourse Pauline McGibbon ... 187
Bourses d'échange Ontario/Québec ... 47
Bourses d'excellence en recherche ... 119
Bourses post-doctorat, Subventions aux universités ... 119
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario ... 3
Brigade des jeunes environnementalistes ... 7, 119
Bureau d'arbitrage ... 191
Bureau de médiation ... 191
Bureau de renseignements sur la négociation collective ... 191
Bureau des conseillers des travailleurs ... 199
Bureau des conseillers du patronat ... 199
Bureau du commissaire aux plaintes du public ... 25
Bureau du commissaire ... 292
Bureau du Conseil des ministres ... 27
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 203
Bureaux d'évaluation régionaux ... 270
Bureaux régionaux, Éducation ... 98

C

Cabinet du premier ministre ... 261
Caisse de retraite des enseignants ... 100, 327
Caisse de retraite des juges ... 141, 327
Caisse de retraite des fonctionnaires ... 326
Caisse de retraite et fonds connexes ... 326
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 272, 327

	Page
Camps de vacances sans but lucratif	301
Canadian League for Educational Exchanges	101
Canadian Transportation Education Foundation	311
Centre canadien de la magistrature	23
Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	93
Centre de données fiscales, Revenu	268
Centre d'entreprenariat	43
Centre d'étude du commerce international	43
Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	250
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	175
Centre de surveying de l'Université de Toronto	245
Centre des congrès de London	303
Centre des congrès d'Ottawa	304
Centre des sciences de l'Ontario	83
Centre des sciences et de technologie	175
Centre des sports de l'Ontario	301
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	107
Centre International Cleary	303
Centre ontarien de calcul à grande échelle	43
Centres d'aide aux victimes de violence sexuelle	289
Centre d'information communautaire des petites entreprises	175
Chiefs of Ontario	237
Cinémathèque de l'Ontario	83
Cité Collégiale	45
Coalition canadienne contre les pluies acides	121
Collection McMichael d'art canadien	83
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	247
Collège de police de l'Ontario	290
Collèges et Universités, Ministère	39
Comité des normes en matière de maladies professionnelles	199
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	257
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	223
Comité olympique de Toronto	301
Commercialisation et développement des marchés, Agriculture et Alimentation	4
Commercialisation touristique	298
Commissaire à la restructuration industrielle	177
Commission chargée d'entendre les plaintes	25
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	60
Commission d'appel de la fonction publique	191
Commission de la promenade Sainte-Claire	299
Commission de l'assurance de l'Ontario	129
Commission de l'énergie de l'Ontario	110
Commission de l'équité salariale	201
Commission de négociation	25
Commission de planification et de mise en oeuvre, Éducation	100
Commission de réforme du droit de l'Ontario	13
Commission de révision de l'aide sociale	51
Commission de révision de l'évaluation foncière	25
Commission de révision des loyers et counseil des normes de location résidentielle	167
Commission de transports Ontario Northland	257
Commission des affaires municipales de l'Ontario	25
Commission des évaluations environnementales	121
Commission des langues d'enseignement	100
Commission des parcs du Saint-Laurent	304
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	68
Commission des régimes de retraite de l'Ontario	129
Commission des relations de travail dans les collèges	45
Commission des relations de travail en éducation	100
Commission des services en français	132
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	129
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	25
Commission ontarienne des droits de la personne	36
Commission ontarienne des libérations conditionnelles	73
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	5
Commission ontarienne des services téléphoniques	85
Commission permanente de coopération Ontario-Québec	185
Commissions d'appel de la fonction publique	190
Compagnies	67
Comptable de la Cour suprême	17
Conference Board du Canada	127
Conférence fédérale-provinciale sur les parcs	247
Conférence sur la circulation routière de l'Ontario	315
Conférences sur l'environnement	119
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	237
Conseil canadien de développement social	53
Conseil canadien de la sécurité	313
Conseil canadien d'information juridique	13
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	93
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	334
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	276
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	34
Conseil de développement social de l'Ontario	53
Conseil de gestion	207
Conseil de l'éducation franco-ontarienne	100
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	147
Conseil des arts de l'Ontario	83
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	41, 101
Conseil ontarien de la préservation de la nature	247
Conseil ontarien des affaires collégiales	45
Conseil ontarien des affaires universitaires	43
Conseil sur les relations interraciales et la surveillance	13
Conseils de révision des loyers	166
Conseils régionaux de santé	155
Conservation Council of Ontario	117
Conservation de l'architecture en Ontario	81
Consommation et Commerce, Ministère	57
Coordination des Affaires francophones	132
Culture et Communications, Ministère	77
Curateur public	17
D	
Débentures pour le drainage agricole	7
Débuts agricoles	9
Déchets comme source d'énergie	109
Dépenses en capital, Services gouvernementaux	132
Développement économique, Développement du Nord et Mines	256
Développement de l'industrie alimentaire	5
Développement de l'industrie de la viande rouge	7
Développement de l'industrie du porc	7
Développement du Nord et Mines, Ministère	253
Développement du tourisme	298
Développement et gestion de l'énergie	109
Développement social, Développement du Nord et Mines	256
Direction générale de la condition féminine	334
Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	236
Direction générale des relations interraciales	32
Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	119
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	123
Drainage par exutoires municipaux	7
Droit civil	19
Droit constitutionnel et politiques	19
Droit criminel	19
E	
Écoles pour les aides-infirmiers	45
Écoles privées de formation professionnelle	45
Économie de l'énergie	107
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	98
Éducation, Ministère	95
Éducation et recherche, Agriculture et Alimentation	7
Élaboration de programmes de logement social	163
Élaboration des politiques—Affaires autochtones	237
Élaboration des programmes communautaires, Services correctionnels	75
Élaboration et soutien des programmes en établissement, Services correctionnels	75

	Page
Énergie, Ministère	103
Enlèvement des déchets domestiques	117
Enquêtes spéciales, Revenu	268
Enregistrement des sûretés mobilières	67
Enregistrement immobilier	67
Enseignement clinique	149
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	283
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	299
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	258
Entente Ontario/Jiangsu	43
Ententes sur la gestion forestière	248
Environnement, Ministère	113
Épidémies	153
Établissements de dépôt	129
Établissements de santé	149
Établissements de santé autonome	153
Études d'amélioration de la circulation routière	315
Études indépendantes, Éducation	98
Études sur les plages	117
Études sur les transports urbains et régionaux	311, 321
Évaluations environnementales	121
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	23
Exploitation des services publics, Environnement	123
Exploitation minérale	258
Exploration minière de l'Ontario	259
F	
Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	119
Fichier informatisé d'enregistrement foncier, mise en oeuvre	66
Foire agricole royale d'hiver	3
Foire d'hiver d'Ottawa	3
Fondation Asie-Pacifique	185
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	153
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	313
Fondation du patrimoine ontarien	83
Fondation Harmonie du Canada	119
Fondation ontarienne de la santé mentale	153
Fondation pour la vie à la campagne	7
Fondation Trillium de l'Ontario	304
Fonds d'accès aux installations	93, 277, 305
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	93
Fonds d'aide à l'expansion du commerce	175
Fonds d'aide juridique	13
Fonds de développement des bibliothèques	87
Fonds de développement du Nord de l'Ontario	256
Fonds de développement régional	331
Fonds de l'escarpement du Niagara	223
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	141
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	327
Fonds de recherche agro-alimentaire	7
Fonds de recherche sur la production alimentaire 2002	7
Fonds de recherche sur la viande rouge	7
Fonds de technologie	174
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	13
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	43
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	129
Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles, Prêts	175
Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	53
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	256
Fonds du souvenir	51
Fonds Innovation Santé	155
Fonds pour l'adaptation de l'industrie du raisin et du vin	5
Formation en cours d'emploi des enseignants	101
Formation en gérontologie	277
Formation professionnelle, Ministère	279
Foyers de soins spéciaux	153

	Page
G	
Garanties de prêts d'exploitation agricole	9
Gestion de la faune	247
Gestion de la pêche	247
Gestion des déchets	117
Gestion des terres, Agriculture et Alimentation	7
Gestion des terres, Richesses naturelles	243
Gestion forestière	249
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	83
Groupement de gestion agricole de Prescott	7
Groupement de gestion agricole de Russell	7
H	
Hôpitaux et établissements connexes	149
Hôpitaux, Exploitation	149
I	
Imposition des compagnies et autres taxes	268
Impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario, Subventions	269
Impôt prélevé sur les employeurs, relatif aux services de santé	268
Impôt-Santé des employeurs	141
Imprévus, Conseil de gestion	208
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	9
Indemnisation des travailleurs aveugles	189
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère	171
Industrie du Nord	175
Industries et organismes culturels	83
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario)	53
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth	53
Information communautaire, Culture et Communications	87
Information du public en matière d'environnement	119
Infrastructure des transports	256
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	311
Initiatives de conservation d'énergie	109
Initiatives des credits unions et des caisses populaires	129
Installations communautaires, Affaires civiques, Culture et Communications	36, 89
Institut canadien de la fourrure	247
Institut canadien de recherche avancée	43
Institut canadien de religion et de gérontologie	53
Institut d'administration publique du Canada	215
Institut des évaluateurs municipaux	271
Institut des femmes de l'Ontario	7
Institut des relations intergouvernementales	185
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	101
Institutions financières, Ministère	125
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province	326
Intérêts sur les titres de l'Ontario	327
J	
Jardins botaniques royaux	83
Jeunes forestiers	250
Juge en chef de l'Ontario—Conférences et colloques	23
L	
Leader parlementaire	28
Levés, cartographie, et télé détection	245
Liaison-logement	93
Logement, Ministère	157
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	326
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains, Prêts	224
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	141, 326
Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises, Subventions	269
Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités, Paiements	223
Loi sur l'indexation des régimes de retraite	141, 326
Loisirs	300

	Page
Lutte contre les incendies et services d'aviation	243
Lutte contre les maladies vénériennes	153
M	
Maintien du revenu	52
Médicaments	151
Mise en oeuvre des programmes et liaison, Éducation	98
Multiculturalisme en milieu de travail	35
Multiculturalisme, Stratégie	34
Municipalité régionale de Haldimand-Norfolk	000
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide, Environnement	123
Musée des beaux-arts de l'Ontario	83
Musée royal de l'Ontario	83, 259
Musées locaux	81
N	
Niagara Institute	215
Normes d'emploi	197
Normes et qualité des produits alimentaires, Agriculture et Alimentation	4
Normes policières et services de soutien	290
Normes relatives aux divertissements	61
O	
Office de la condition féminine	333
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	83
Office des affaires autochtones	237
Office des Affaires francophones	131
Office des personnes âgées	275
Office des personnes handicapées	91
Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux	243
Ontario Business Improvement Area Association	223
Ontario Environment Network	119, 121
Ontario Federation of Home and School Associations	101
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	237
Ontario Federation of School Athletic Associations	101
Ontario Fish Producers' Association	247
Ontario Good Roads Association	321
Ontario Native Council on Justice	291
Ontario Native Women's Association	237
Ontario Safety League	313
Ontario, terre nourricière	5
Opérations régionales de logement	164
Organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi, Subventions	191
Organismes officiels locaux responsables de la santé	153
Owl Rehabilitation Research Foundation	247
P	
Packaging Association of Ontario	117
Paiements à la caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	9
Paiements de soutien du secteur, Agriculture et Alimentation	5
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	304
Parcs historiques de la Huronie	304
Participation économique des autochtones	237
Permis, examen et application, Transports	312
Personnes âgées, Services sociaux et communautaires	53
Petites entreprises	175
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	147
Planification des services d'urgence, Solliciteur général	288
Planification familiale	153
Police provinciale de l'Ontario	292
Politique d'aide financière à l'agriculture	9
Politique de conservation des terres agricoles	9
Politique de développement du marché des logements	167
Politique et développement, Industrie, Commerce et Technologie	175
Politique des transports, technologie et industrie	310
Politiques de gestion, Conseil de gestion	211
Politiques et planification municipales	221
Pollution Control Association of Ontario	121
Pollution Probe	117
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	141
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	7
Prévention de la tuberculose	153
Prévention et contrôle du SIDA	153
Priorité au logement	165
Procureur général, Ministère	11
Programmation des services aux contrevenants	75
Programme consultatif sur les accidents du travail	198
Programme d'administration des tribunaux	22
Programme d'administration du Secrétariat des ressources humaines	212
Programme d'adaptation des travailleurs âgés	197
Programme d'aide à l'évaluation	299
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	9
Programme d'aide aux collèges	44
Programme d'aide aux éditeurs	83
Programme d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	83
Programme d'aide aux universités	42
Programme d'aide financière à l'agriculture	8
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario	303
Programme d'aménagement de North Pickering	168
Programme d'aménagement des secteurs riverains	229
Programme d'apprentissage	283
Programme d'appui au logement	164
Programme de bibliothèques et d'information communautaire	86
Programme d'échange commerciale avec les pays de la ceinture du Pacifique	173
Programme de commercialisation et de normes des produits agro-alimentaires	4
Programme de commercialisation	83
Programme de communications, Culture et Communications	84
Programme de conservation du patrimoine	80
Programme de contrôle de l'environnement	120
Programme de dégagement des victimes d'accidents	289
Programme de développement culturel et institutions culturelles	82
Programme de développement et de transports du Nord	256
Programme de développement et de gestion de l'énergie	108
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario, Tourisme et Loisirs	303
Programme d'éducation	103
Programme de formation et enseignement des affaires municipales	223
Programme de formation professionnelle	282
Programme de la Caisse d'épargne de l'Ontario	272
Programme de la Commission de l'énergie de l'Ontario	110
Programme de la Commission de l'équite salariale	200
Programme de la Commission de l'escarpement du Niagara	225
Programme de la Commission des droits de la personne	36
Programme de la Commission des relations de travail	192
Programme de la Police provinciale de l'Ontario	292
Programme de l'approvisionnement et des services	140
Programme de la Région du Grand Toronto	231
Programme de la réglementation des courses de chevaux	64
Programme de la réglementation du transport	312
Programme de la santé et de la sécurité au travail	194
Programme de la technologie, du développement et des services régionaux agricoles	6
Programme de l'avocat de la Couronne	12
Programme de l'enregistrement, Consommation et Commerce	66
Programme de logements sociaux	162
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	153
Programme de planification et d'exploitation des services publics, Environnement	122
Programme de politique de logement et révision des loyers	166
Programme de politiques financières et administratives, Conseil de gestion	210

	Page
Programme de prestations de santé	150
Programme de produits tirés des ressources	248
Programme de promotion de la santé	153
Programme de recettes fiscales et de subventions	268
Programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	247
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	163
Programme de sécurité publique	288
Programme de services de maintien de l'ordre	290
Programme de services multiculturels	35
Programme de soins en établissements, Santé	148
Programme de soins prolongés	149
Programme de soutien à l'industrie et au commerce	174
Programme de soutien aux relations civiques	32
Programme de stagiaires en commerce international	175
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales dans le Nord, Santé	153
Programme de subventions d'immobilisation et de services régionaux, Culture et Communications	88
Programme de subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	163
Programme de subventions pour le développement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	305
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	23
Programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario	227
Programme des affaires francophones	132
Programme des affaires étudiantes	46
Programme des loisirs de plein air	246
Programme des loisirs,	300
Programme des mines et des minéraux	258
Programme des normes d'emploi	196
Programme des normes financières	128
Programme des normes techniques	62
Programme des opérations, Services correctionnels	74
Programme des opérations municipales	222
Programme des opérations et attractions	302
Programme des organismes	304
Programme des permis de vente d'alcool	68
Programme des politiques économiques	330
Programme des politiques municipales	210
Programme des politiques et de la planification, Énergie	106
Programme des pratiques commerciales	60
Programme des relations industrielles	190
Programme des relations intergouvernementales	182
Programme des ressources humaines	214
Programme des routes municipales	320
Programme des routes provinciales	314
Programme des services aux adultes et aux enfants	52
Programme des services aux régions insuffisamment desservies, Santé	153
Programme des services des biens immobiliers	138
Programme des services d'informatique et de télécommunications	142
Programme des services de santé à la communauté et aux consommateurs	152
Programme des services du bâtiment	160
Programme des services du conseiller législatif	20
Programme des services du tuteur et curateur	16
Programme des services éducatifs	100
Programme des services environnementaux	116
Programme des services juridiques de la Couronne	18
Programme des terres et des eaux	242
Programme des transports de la province	310
Programme des transports en commun de la province	316
Programme des transports en commun municipaux	318
Programme des tribunaux administratifs	24
Programme d'évaluation foncière	270
Programme d'exploitation minérale	259
Programme d'indemnisation contre la rage	9
Programme d'orthophonie et d'audiologie	153
Programme du budget et des finances intergouvernementales	328
Programme du tourisme	298
Programme du trésor	326
Programme Expérience dans le domaine des ressources	250
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	227
Programme "Investissement dans les arts"	83
Programme ontarien de rayonnement culturel	83
Programme ontarien d'incitation à la production cinématographique	83
Programme Transition	197
Programmes communautaires de santé mentale	153
Programmes d'aide aux étudiants	47
Programmes de bourses de l'Ontario	99
Programmes de langue seconde	47
Programmes d'échanges éducatifs	99
Programmes et prévisions des dépenses	211
Programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique, Aide financière	303
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	7
Projets en langues officielles	99
Protection du revenu à long terme	141

R

Recherche en matière d'environnement	119
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	12
Recherche sur la politique économique	331
Recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	119
Recherche sur la sécurité routière	313
Recherche sur les pesticides	121
Recherche sur les recettes et les applications	268
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	147
Recherches en géoscience	259
Recherches sur l'énergie	109
Reconversion de la main-d'oeuvre	197
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	9
Recycling Council of Ontario	117
Régie des transports en commun de la région de Toronto	317
Régime d'actionnariat des employés	269
Régime de médicaments de l'Ontario	53, 151
Régime de pensions du Canada	141
Régime de retraite de fonctionnaires	141
Régime de soins dentaires	141
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	141
Régimes de retraite	128, 327
Registraire général	67
Réglementation commerciale	61
Réglementation des courses de chevaux	66
Réglementation des loyers	167
Relations civiques	32
Relations de travail et rémunération	215
Relations fédérales-provinciales	182
Relations intergouvernementales et projets stratégiques, Environnement	121
Relations internationales	182
Remises d'impôt foncier aux agriculteurs	9
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	243
Réseau de consultation universitaires des petites entreprises	175
Ressources atmosphériques	117
Ressources en eau	117
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	243
Restauration des infrastructures	123
Restauration des plages	123
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	268
Revenu, Ministère	265
Roads and Transportation Association of Canada	311, 315, 321
Richesses naturelles, Ministère	239
"RIDE"	291

	Page
Routes municipales, Immobilisations, construction et entretien	321
Routes municipales, Subsides	321
Routes pour lotissements	321
Routes provinciales, Conception	314
Routes provinciales, Entretien	314
Routes provinciales, Immobilisations et construction	314
Royal Canadian Humane Association	53

S

Santé et sécurité dans la construction	195
Santé et sécurité dans les mines	195
Santé et sécurité dans l'industrie	195
Santé, Ministère	145
Santé publique	153
Science Nord	83
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	187
Secrétanat des ressources humaines	212
Secrétariat provincial de l'action anti-drogue	55
Sécurité dans les sports et les activités physiques	301
Sécurité des appareils sous pression	63
Sécurité des combustibles	63
Série d'études historiques sur l'Ontario, Subventions	87
Service de pensions et d'avantages sociaux pour les employés	141
Service d'information sur les ressources humaines	141
Service d'orientation des familles de Frontenac	23
Service ferroviaire GO de transports en commun, Expansion	316
Services à l'enfance	55
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	55
Services aux consommateurs	62
Services aux contribuables	268
Services aux employés	141
Services aux jeunes contrevenants	55
Services communautaires de santé	153
Services communautaires de santé mentale	153
Services communautaires, Services correctionnels	80
Services correctionnels, Ministère	71
Services d'achat, Services gouvernementaux	141
Services d'aide à l'enfance	55
Services d'ambulance et services d'urgence connexes	153
Services d'ambulance municipaux	153
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissements, Services sociaux et communautaires	53
Services de bibliothèque	87
Services de coordination des placements, Santé	153
Services de garde à l'enfance	55
Services de laboratoire, Environnement	117
Services de laboratoire, Santé	153
Services de maisons de soins infirmiers	149
Services de médecine légale, des sciences judiciaires et du coroner	288
Services de prévention des incendies	288
Services de santé d'urgence	153
Services de soutien à la santé et à la sécurité	195
Services de traitement pour les enfants	55
Services des appareils et accessoires fonctionnels	155
Services d'évaluation, Revenu	270
Services d'ingénierie, Environnement	123
Services du protocole	182
Services en établissement et centres de ressources communautaires, Services sociaux et communautaires	55
Services en établissement, Services correctionnels	74
Services gouvernementaux d'information	141
Services gouvernementaux, Ministère	135
Services industriels, Services correctionnels	75
Services juridiques fournis à d'autres ministères	16
Services municipaux en français	223
Services psychiatriques	149
Services régionaux, Culture et Communications	88
Services sociaux aux adultes	52
Services sociaux et communautaires, Ministère	49
Services spéciaux aux autochtones	32
Services spéciaux, Éducation	98
Société agricole et horticoles	7
Société canadienne de la Croix-Rouge	289
Société CJRT-FM	83
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	7
Société d'arthrite—Division de l'Ontario	153
Société de développement de l'Est de l'Ontario	179
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	83
Société de développement de l'Ontario	178
Société de développement du Nord de l'Ontario	179
Société de logement de l'Ontario	163
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	9
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	304
Société d'histoire multiculturelle	81
Société d'indemnisation environnementale	121
Société éducative de visites et d'échanges au Canada	107
Société Innovation Ontario	179
Société internationale de l'Ontario	177
Société ontarienne de formation	283
Société ontarienne de gestion des déchets	123
Société Ortech	173
Société protectrice des animaux de l'Ontario	289
Soins à domicile	153
Solliciteur général, Ministère	285
Soutien à la culture	83
Soutien à la recherche et activités internationales	42
Soutien au patrimoine	81
Soutien aux arts	83
Sports et condition physique	300
Stabilisation des revenus agricoles	9
Subventions à des association du secteur	5
Subventions au titre des arrêtés d'intervention émis en vertu de l'article 89 de la Loi sur la protection de l'environnement.	121
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement	121
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement	121
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	9
Subventions d'immobilisation financées par les loteries	305
Subventions et subsides pour le bétail	9
Subventions générales	101
Subventions pour la gestion de la préservation des terres agricoles	7
Subventions pour le développement de techniques appliquées dans le domaine de l'environnement	119
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération des déchets	117
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	9
Système de revenu annuel garanti	269
Système de télécommunications	292

T

Taxe de vente au détail et autres taxes	268
Taxe sur les carburants et autres taxes	268
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	9
Techniques informatiques, Conseil de gestion	211
Terrains miniers	258
Tourisme et Loisirs, Ministère	295
Tourisme Ontario	299
Transport aérien	310
Transport pour les handicapés	319
Transports, Ministère	307
Transports en commun, Subsides pour l'exploitation	319
Transports en commun de surface, Subsides d'immobilisation	319
Transports, Projets pilotes	319

	Page
Travail, Ministère	187
Trees for Today and Tomorrow	249
Tremplins de ski de Thunder Bay Ltée	301
Trésor et Économie, Ministère	323
Tuteur public	17
U	
United World Colleges	101
Université de Guelph	7
V	
Vérification de la qualité des services de laboratoire, Santé	153
Vieux Fort William	304
Voies de jonction	321
Z	
Zones de loisirs	247

Volume

2

Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991

VOLUME 2

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1990-1991

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant à :
Publications Ontario
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone 326-5300.
Interurbain sans frais 1-800-668-9938.

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1990-91

Copies are available free from:
Publications Ontario,
880 Bay St., Toronto.
or by writing to:
Publications Ontario,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 326-5300.
Toll free long distance 1-800-668-9938.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Introduction		v
Notes explicatives		vi
Tableau 1—Sommaire général		vii
Tableau 2—Exposé comparatif des totaux des ministrèries		ix
Tableau 3—Dépenses prévues pour 1990-1991		x-xi
Tableau 4—Effectifs de la fonction publique de l'Ontario		xiii
Bureaux		
II	Bureau de l'Asemblée législative	1
V	Bureau du directeur général des élections	7
XXX	L'ombudsman Ontario	11
XXXII	Bureau de vérificateur provincial	15
Index		19

INTRODUCTION

Le *Budget des dépenses* de 1990-1991 présente les sommes dont les ministères prévoient d'avoir besoin pendant l'exercice qui commence le 1er avril 1990. En déposant ce document, le gouvernement demande officiellement à l'Assemblée législative d'autoriser les dépenses imputées. Par l'adoption de la *Loi sur les subsides à la Couronne*, l'Assemblée législative approuve le *Budget des dépenses*, qui habilite alors chacun des ministères à engager les dépenses prévues.

Dans le document, chacun des programmes dont les ministères ont la responsabilité est identifié par un numéro de crédit particulier. Ces crédits sont à leur tour subdivisés en postes pour mieux en distinguer les différentes fonctions. Grâce à la structure de programmes et d'activités, l'Assemblée législative peut affecter avec plus de précision des fonds à des programmes particuliers. À l'intérieur de chacune des activités, les prévisions de dépenses sont indiquées par des catégories: traitements et salaires, avantages sociaux, transports et communications, services, paiements de transfert, etc. (voir les notes explicatives à la page vii).

Pour fins de comparaison, on trouvera les prévisions de dépenses et les dépenses réelles des exercices précédents aux sommaires des programmes et des activités. Les montants qui y apparaissent ont subi un retraitement afin de servir de comparaison dans les cas où il y a eu des réorganisations et des transferts fonctionnels, des prévisions supplémentaires ou des changements comptables. Le Budget contient aussi des tableaux récapitulatifs des dépenses et de la dotation en personnel.

Le sommaire des programmes de chaque ministère contient un état de rapprochement qui sert à relier les prévisions et chiffres réels des comptes publics publiés antérieurement aux montants ayant fait l'object d'un retraitement.

Lorsque des dépenses supplémentaires exigent l'approbation de l'Assemblée législative après le dépôt du budget principal, il faut déposer un Budget des dépenses supplémentaire.

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE : Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1990-1991 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties d'emprunt), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A., et les subventions remboursables.

Note concernant les crédits législatifs et les autres paiements

Les crédits législatifs et les autres paiements qui regroupent les prêts, avances et dotations en capital et les paiements provenant des caisses de retraite et des fonds connexes, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les autres paiements sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

TABLEAU 1 — SOMMAIRE GÉNÉRAL

Prévision des dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1991

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Autres paiements
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	528 681 850	43 552 365	558 534 215	13 700 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	105 310 200	2 074 700	107 384 900	—
III	Procureur général	538 174 000	747 557	538 921 557	—
IV	Bureau du Conseil des ministres	5 571 000	—	5 571 000	—
V	Bureau du directeur général des élections	828 400	—	828 400	—
VI	Affaires civiques	55 511 500	41 557	55 553 057	—
VII	Collèges et Universités	2 860 641 700	9 808	2 860 651 508	—
VIII	Services sociaux et communautaires	5 845 783 900	41 557	5 845 825 457	—
IX	Consommation et Commerce	163 027 700	57 057	163 084 757	—
X	Services correctionnels	521 004 700	41 557	521 046 257	—
XI	Cultures et Communications	316 805 600	41 557	316 847 157	—
XII	Office des personnes handicapées	8 181 400	25 750	8 207 150	—
XIII	Éducation	4 867 893 743	479 673 957	5 347 567 700	—
XIV	Énergie	51 057 600	9 808	51 067 408	—
XV	Environnement	648 682 200	41 557	577 323 757	71 400 000
XVI	Institutions financières	59 276 300	9 808	59 286 108	—
XVII	Office des affaires francophones	4 327 300	—	4 327 300	—
XVIII	Services gouvernementaux	683 544 200	42 557	683 586 757	—
XIX	Santé	14 978 984 500	41 557	14 979 026 057	—
XX	Logement	671 157 400	41 557	665 959 957	5 239 000
XXI	Industrie, Commerce et Technologie	287 884 400	41 391 557	273 090 957	56 185 000
XXII	Affaires intergouvernementales	10 069 200	9 808	10 079 008	—
XXIII	Travail	152 823 900	1 627 257	154 451 157	—
XXIV	Bureau du lieutenant-gouverneur	639 200	—	639 200	—
XXV	Conseil de gestion	214 800 200	41 557	214 841 757	—
XXVI	Affaires municipales	1 028 199 300	9 808	1 028 204 108	5 000
XXVII	Office des affaires autochtones	6 356 100	—	6 356 100	—
XXVIII	Richesses naturelles	605 469 600	141 557	605 511 157	100 000
XXIX	Développement du Nord et Mines	344 668 900	83 114	344 752 014	—
XXX	Bureau de l'ombudsman	8 156 400	—	8 156 400	—
XXXI	Cabinet du premier ministre	2 472 200	45 240	2 517 440	—
XXXII	Bureau du vérificateur provincial	7 656 000	123 000	7 779 000	—
XXXIII	Revenu	865 955 600	13 251 157	879 206 757	—
XXXIV	Office des personnes âgées	8 432 600	25 750	8 458 350	—
XXXV	Formation professionnelle	247 881 200	9 808	247 891 008	—
XXXVI	Solliciteur général	556 168 500	44 557	556 213 057	—
XXXVII	Tourisme et Loisirs	208 778 100	51 365	199 229 465	9 600 000
XXXVIII	Transports	2 498 130 300	41 557	2 498 171 857	—
XXXIX	Trésor et Économie	95 983 600	4 317 211 557	4 402 077 157	11 118 000
XL	Office de la condition féminine	19 387 800	25 750	19 413 550	—
		40 084 358 293	4 900 628 665	44 817 639 958	167 347 000
	TOTAL	44 984 986 958		44 984 986 958	

TABLEAU 2 — EXPOSÉ COMPARATIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES

N°	Ministères	1990-1991 Prévisions	Variation	1990-1991 Prévisions	1988-1989 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	572 234 215	31 901 524	540 332 691	522 764 070
II	Bureau de l'Assemblée législative	107 384 900	8 514 100	98 870 800	83 155 385
III	Procureur général	538 921 557	59 522 366	479 399 191	415 324 754
IV	Bureau du Conseil des ministres	5 571 000	(79 700)	5 650 700	4 835 270
V	Bureau du directeur général des élections	828 400	183 000	645 400	1 785 168
VI	Affaires civiques	55 553 057	2 912 666	52 640 391	45 919 264
VII	Collèges et Universités	2 860 651 508	110 687 817	2 749 963 691	2 672 177 788
VIII	Services sociaux et communautaires	5 845 825 457	839 452 666	5 006 372 791	4 310 910 369
IX	Consommation et Commerce	163 084 757	6 870 666	156 214 091	145 965 246
X	Services correctionnels	521 046 257	65 352 966	455 693 291	410 220 406
XI	Cultures et Communications	316 847 157	1 132 266	315 714 891	255 258 044
XII	Office des personnes handicapées	8 207 150	333 039	7 874 111	6 950 095
XIII	Éducation	5 347 567 700	1 342 331	5 346 225 369	5 277 827 827
XIV	Énergie	51 067 408	8 329 717	42 737 691	38 176 594
XV	Environnement	648 723 757	110 740 684	537 983 073	438 713 393
XVI	Institutions financières	59 286 108	18 586 511	40 699 597	36 771 679
XVII	Office des affaires francophones	4 327 300	639 400	3 687 900	3 359 286
XVIII	Services gouvernementaux	683 586 757	(34 233 034)	717 819 791	612 305 155
XIX	Santé	14 979 026 057	1 075 453 566	13 903 572 491	12 568 849 675
XX	Logement	671 198 957	134 554 766	536 644 191	421 412 148
XXI	Industrie, Commerce et Technologie	329 275 957	(15 360 771)	344 636 728	280 731 597
XXII	Affaires intergouvernementales	10 079 008	1 416 811	8 662 197	8 481 582
XXIII	Travail	154 451 157	8 121 066	146 330 091	123 670 969
XXIV	Bureau du lieutenant-gouverneur	639 200	58 100	581 100	554 695
XXV	Conseil de gestion	214 841 757	36 197 460	178 644 297	52 045 260
XXVI	Affaires municipales	1 028 209 108	459 069 817	569 139 291	1 386 638 377
XXVII	Office des affaires autochtones	6 356 100	42 400	6 313 700	4 188 467
XXVIII	Richesses naturelles	605 611 157	35 758 266	569 852 891	577 544 341
XXIX	Développement du Nord et Mines	344 752 014	19 171 732	325 580 282	289 707 523
XXX	Bureau de l'ombudsman	8 156 400	349 300	7 807 100	7 101 700
XXXI	Cabinet du premier ministre	2 517 440	125 258	2 392 182	2 225 101
XXXII	Bureau du vérificateur provincial	7 779 000	98 600	7 680 400	6 431 418
XXXIII	Revenu	879 206 757	29 065 366	850 141 391	798 573 671
XXXIV	Office des personnes âgées	8 458 350	(1 755 961)	10 214 311	6 415 046
XXXV	Formation professionnelle	247 891 008	7 611 617	240 279 391	211 827 254
XXXVI	Solliciteur général	556 213 057	86 268 266	469 944 791	447 274 019
XXXVII	Tourisme et Loisirs	208 829 465	8 281 574	200 547 891	181 783 044
XXXVIII	Transports	2 498 171 857	192 581 966	2 305 589 891	2 059 990 235
XXXIX	Trésor et Économie	4 413 195 157	19 247 366	4 393 947 791	4 110 251 394
XL	Office de la condition féminine	19 413 550	2 702 250	16 711 300	16 235 451
	TOTAL	44 984 986 958	3 331 247 800	41 653 739 158	38 844 352 760

TABLEAU 3 — DÉPENSES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	86 486 615	15 725 200	12 766 400	36 357 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	50 163 400	8 657 200	8 790 600	25 849 000
III	Procureur général	247 740 557	50 705 500	15 716 400	89 221 200
IV	Bureau du Conseil des ministres	3 594 900	705 400	216 500	663 500
V	Bureau du directeur général des élections	726 700	101 700	—	—
VI	Affaires civiques	19 254 357	3 108 300	1 688 600	10 641 700
VII	Collèges et Universités	14 900 608	2 970 900	3 067 400	5 398 200
VIII	Services sociaux et communautaires	376 015 957	73 308 200	20 934 200	55 703 100
IX	Consommation et Commerce	84 281 857	15 955 300	6 622 200	22 528 700
X	Services correctionnels	311 313 157	56 751 600	21 786 600	81 830 700
XI	Cultures et Communications	21 451 957	3 522 300	2 579 300	7 821 800
XII	Office des personnes handicapées	2 113 650	347 200	320 400	1 040 500
XIII	Éducation	93 961 200	17 892 400	9 918 000	40 446 700
XIV	Énergie	11 775 508	2 250 800	1 280 600	10 406 100
XV	Environnement	128 589 157	22 067 400	9 870 400	90 282 200
XVI	Institutions financières	25 712 508	4 392 900	1 458 200	20 901 200
XVII	Office des affaires francophones	1 592 900	279 100	175 000	1 075 300
XVIII	Services gouvernementaux	119 672 457	574 163 600	85 565 300	415 853 000
XIX	Santé	440 805 457	90 715 600	27 360 500	115 316 900
XX	Logement	59 296 257	9 786 300	7 901 200	31 801 300
XXI	Industrie, Commerce et Technologie	36 731 757	7 200 000	10 803 900	38 781 600
XXII	Affaires intergouvernementales	4 420 708	919 800	821 100	2 479 600
XXIII	Travail	86 622 257	15 074 700	10 609 900	20 784 700
XXIV	Bureau du lieutenant-gouverneur	410 100	54 500	62 000	2 400
XXV	Conseil de gestion	68 095 857	7 393 100	1 817 300	170 566 100
XXVI	Affaires municipales	23 800 008	4 312 100	2 551 600	7 505 100
XXVII	Office des affaires autochtones	1 517 300	281 800	165 000	914 300
XXVIII	Richesses naturelles	238 561 857	40 326 900	22 434 500	229 738 900
XXIX	Développement du Nord et Mines	29 570 614	4 897 700	5 728 800	31 401 300
XXX	Bureau de l'ombudsman	5 321 900	809 200	497 600	1 252 500
XXXI	Cabinet du premier ministre	1 824 040	260 400	195 000	170 000
XXXII	Bureau du vérificateur provincial	5 290 000	667 000	277 000	1 360 500
XXXIII	Revenu	169 789 457	31 970 700	18 419 700	45 326 200
XXXIV	Office des personnes âgées	2 282 250	302 500	1 477 700	1 356 700
XXXV	Formation professionnelle	18 227 908	3 623 900	2 348 600	6 859 100
XXXVI	Solliciteur général	335 886 057	66 685 700	23 830 300	48 133 600
XXXVII	Tourisme et Loisirs	36 090 865	6 143 800	6 235 200	36 776 300
XXXVIII	Transports	352 393 457	76 416 000	33 427 200	230 392 500
XXXIX	Trésor et Économie	20 757 257	3 781 900	1 114 000	40 009 600
XL	Office de la condition féminine	5 920 550	952 600	631 200	5 637 000
	TOTAL	3 542 963 358	1 225 481 200	381 465 400	1 982 586 100

Note : Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes.

Voir la note à la page vi.

PRÉVUES POUR 1990-1991

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	*Moins :* Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Autres paiements	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
18 577 900	6 110 000	382 150 100	4 561 000	4 200 000	558 534 215	13 700 000	572 234 215
14 705 500	—	184 200	—	965 000	107 384 900	—	107 384 900
14 763 700	4 150 000	147 880 000	2 000	31 257 800	538 921 557	—	538 921 557
390 700	—	—	—	—	5 571 000	—	5 571 000
—	—	—	—	—	828 400	—	828 400
1 441 800	—	19 643 600	—	225 300	55 553 057	—	55 553 057
1 084 400	—	2 842 130 000	—	8 900 000	2 860 651 508	—	2 860 651 508
34 494 300	6 500 000	5 281 715 700	—	2 846 000	5 845 825 457	—	5 845 825 457
6 897 500	—	27 110 400	15 500	326 700	163 084 757	—	163 084 757
48 277 100	2 420 000	1 272 600	—	2 605 500	521 046 257	—	521 046 257
4 749 900	—	280 703 400	—	3 981 500	316 847 157	—	316 847 157
316 400	—	4 069 000	—	—	8 207 150	—	8 207 150
12 220 000	—	5 183 566 600	—	10 437 200	5 347 567 700	—	5 347 567 700
2 003 700	—	23 350 700	—	—	51 067 408	—	51 067 408
58 047 100	—	262 442 500	9 250 000	3 225 000	577 323 757	71 400 000	648 723 757
3 516 100	—	6 061 000	—	2 755 800	59 286 108	—	59 286 108
215 000	—	990 000	—	—	4 327 300	—	4 327 300
60 930 100	194 452 000	66 000	—	767 115 700	683 586 757	—	683 586 757
91 884 000	—	14 222 371 000	—	9 427 400	14 979 026 057	—	14 979 026 057
5 060 100	—	514 459 000	60 758 000	23 102 200	665 959 957	5 239 000	671 198 957
6 671 400	—	99 447 000	74 755 300	1 300 000	273 090 957	56 185 000	329 275 957
497 800	—	940 000	—	—	10 079 008	—	10 079 008
7 513 700	—	13 857 200	18 700	30 000	154 451 157	—	154 451 157
1 800	—	—	108 400	—	639 200	—	639 200
3 167 500	—	10 712 000	—	46 910 100	214 841 757	—	214 841 757
1 574 600	—	984 677 500	4 763 200	980 000	1 028 204 108	5 000	1 028 209 108
72 000	—	3 405 700	—	—	6 356 100	—	6 356 100
78 282 600	1 670 000	65 071 400	—	70 575 000	605 511 157	100 000	605 611 157
9 712 600	148 156 000	124 208 000	—	8 923 000	344 752 014	—	344 752 014
275 200	—	—	—	—	8 156 400	—	8 156 400
68 000	—	—	—	—	2 517 440	—	2 517 440
134 500	—	50 000	—	—	7 779 000	—	7 779 000
10 923 100	—	611 795 000	—	9 017 400	879 206 757	—	879 206 757
689 200	—	2 350 000	—	—	8 458 350	—	8 458 350
1 469 500	—	215 362 000	—	—	247 891 008	—	247 891 008
81 896 900	—	5 007 200	3 000	5 229 700	556 213 057	—	556 213 057
7 296 700	2 579 000	110 014 200	—	5 906 600	199 229 465	9 600 000	208 829 465
158 475 400	406 563 100	1 406 821 100	398 200	166 715 100	2 498 171 857	—	2 498 171 857
2 358 000	4 400 000	20 416 400	4 310 152 000	912 000	4 402 077 157	11 118 000	4 413 195 157
691 600	—	5 580 600	—	—	19 413 550	—	19 413 550
751 347 400	777 000 100	32 879 881 100	4 464 785 300	1 187 870 000	44 817 639 958	167 347 000	44 984 986 958

TABLEAU 4 — EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO DU 1ER AVRIL 1989 AU 31 MARS 1990 (MOYENNE PROJECTÉE SUR 12 MOIS)

Ministères	Postes classifiés À temps plein	Postes classifiés À temps partiel	Postes non classifiés	Employés de la Couronne	Total
Agriculture et Alimentation	1 714	64	746	–	2 524
Procureur général	3 469	156	1 846	425	5 896
Bureau du Conseil des ministres	82	2	34	–	118
Affaires civiques	268	13	133	–	414
Collèges et Universités	307	1	99	3	410
Services sociaux et communautaires	9 051	343	1 791	–	11 185
Consommation et Commerce	1 742	46	480	241	2 509
Services correctionnels	6 290	142	1 316	46	7 794
Culture et Communications	576	16	241	–	833
Office des personnes handicapées	34	1	21	–	56
Éducation	1 476	6	464	262	2 208
Énergie	200	3	26	–	229
Environnement	2 537	23	445	–	3 005
Institutions financières	401	3	127	6	537
Services gouvernementaux	2 638	33	411	–	3 082
Santé	10 417	407	2 092	–	12 916
Logement	1 000	1	419	43	1 463
Industrie, Commerce et Technologie	610	1	149	–	760
Affaires intergouvernementales	60	3	19	–	82
Travail	1 565	4	190	47	1 806
Conseil de gestion	378	6	232	–	616
Affaires municipales	392	4	119	–	515
Office des affaires autochtones	23	1	6	–	30
Richesses naturelles	3 812	113	3 202	–	7 127
Développement du Nord et Mines	493	6	324	–	823
Cabinet du premier ministre	1	–	33	–	34
Revenu	3 679	13	526	–	4 218
Office des personnes âgées	16	–	33	–	49
Formation professionnelle	518	6	96	–	620
Solliciteur général	6 416	97	540	5	7 058
Tourisme et Loisirs	651	16	921	–	1 588
Transports	8 279	54	1 433	–	9 766
Trésor et Économie	372	2	62	–	436
Office de la condition féminine	63	2	24	–	89
TOTAL	69 530	1 588	18 600	1 078	90 796

NOTE : À l'exception du personnel des bureaux du lieutenant-gouverneur, de l'Assemblée législative, de l'ombudsman, du vérificateur provincial et du directeur général des élections.

Postes classifiés
Cette rubrique comprend les employés nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou la Commission de la fonction publique à titre de stagiaires ou d'employés réguliers à temps plein ou à temps partiel en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires titulaires.

Postes non classifiés
Cettre rubrique comprend les employés nommés par un ministre en vertu de la Loi sur la fonction publique et appelés fonctionnaires. Ces employés peuvent être nommés à temps plein ou à temps partiel soit pour des projets, pour fournir des services professionnels, particuliers et saisonniers ou comme remplaçants.

Employés de la Couronne
Cette rubrique comprend toute personne nommée en vertu de lois spécifiques autres que la Loi sur la fonction publique et dont la rémunération est incluse dans la catégorie de dépenses "Traitements et salaires" des ministères.

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

SOMMAIRE

Le Bureau de l'Assemblée législative, créé le 20 décembre 1974 en vertu de la *Loi sur l'Assemblée législative* de l'Ontario, fournit aux députés provinciaux un soutien en matière de procédures, de finances et de fonctionnement dans leurs travaux à l'Assemblée, dans les comités et à leurs bureaux de circonscription.

Relèvent du Bureau la Commission sur le financement des élections, qui assure l'application de la *Loi de 1986 sur le financement des élections*, le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, qui veille à l'application de la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, et la Commission sur les conflits d'intérêts, chargée de veiller à l'application de la *Loi de 1988 sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée*.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
107 384 900		Bureau de l'Assemblée législative	8 514 100	98 870 800	83 155 385
107 384 900		**Total — Bureau de l'Assemblée législative**	8 514 100	98 870 800	83 155 385
2 074 700		**Moins : Crédits législatifs**	97 000	1 977 700	1 724 018
105 310 200	<	**TOTAL À VOTER**	8 417 100	96 893 100	81 431 367
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
107 384 900		Dépenses	8 514 100	98 870 800	83 155 385

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	95 548 400	
1.2 Comptes publics 1988-1989		75 899 585
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1989-1990	3 322 400	
3. Réorganisation gouvernementale		
3.1 Transfert de fonctions d'autres ministères		7 255 800
	98 870 800	83 155 385

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu (Ontario).

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
201		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**			
1	781 100	Bureau du président de l'Assemblée législative	12 300	768 800	772 061
2	5 737 200	Bureau du greffier	197 100	5 540 100	3 633 692
3	3 735 200	Hansard	951 600	2 783 600	2 764 017
4	4 656 800	Service de télédiffusion et d'enregistrement	(1 865 100)	6 521 900	4 169 697
5	5 638 700	Bibliothèque de l'Assemblée législative	399 600	5 239 100	4 791 202
6	7 733 600	Bureau du contrôleur	340 200	7 393 400	5 834 756
7	18 682 100	Services à l'Assemblée	887 600	17 794 500	11 405 198
8	666 700	Ressources à engager aux fins de la session	36 500	630 200	348 974
9	11 408 000	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	1 150 500	10 257 500	9 971 548
10	28 423 600	Services de soutien aux députés	2 866 400	25 557 200	22 915 864
11	10 448 400	Services de soutien aux groupes parlementaires	1 143 600	9 304 800	8 184 295
12	1 524 600	Commission sur le financement des élections	232 000	1 292 600	4 098 229
13	5 512 900	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	2 109 600	3 403 300	2 402 199
14	361 300	Commission sur les conflits d'intérêts	(44 800)	406 100	139 635
L	2 074 700	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	97 000	1 977 700	1 724 018
	107 384 900	Total — Bureau de l'Assemblée législative	8 514 100	98 870 800	83 155 385
	2 074 700	Moins : Crédits législatifs	97 000	1 977 700	1 724 018
	105 310 200	**Montant à voter**	8 417 100	96 893 100	81 431 367

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du président de l'Assemblée législative (201-1)	$
Traitements et salaires	342 600
Avantages sociaux	49 800
Transports et communications	124 600
Services	159 800
Fournitures et matériel	79 200
Paiements de transfert	
Association parlementaire du Commonwealth	25 100
	781 100

Bureau du greffier (201-2)	
Traitements et salaires	1 833 200
Avantages sociaux	254 300
Transports et communications	620 900
Services	1 085 900
Fournitures et matériel	1 942 900
	5 737 200

Hansard (201-3)	
Traitements et salaires	2 063 500
Avantages sociaux	261 700
Transports et communications	221 400
Services	162 100
Fournitures et matériel	1 026 500
	3 735 200

Service de télédiffusion et d'enregistrement (201-4)	
Traitements et salaires	1 119 500
Avantages sociaux	169 000
Transport et communications	92 100
Services	2 779 600
Fournitures et matériel	496 600
	4 656 800

Bibliothèque de l'Assemblée législative (201-5)	
Traitements et salaires	3 731 100
Avantages sociaux	539 300
Transports et communications	55 400
Services	541 800
Fournitures et matériel	771 100
	5 638 700

Bureau du contrôleur (201-6)	$
Traitements et salaires	4 137 400
Avantages sociaux	679 700
Transports et communications	71 200
Services	1 267 600
Fournitures et matériel	1 418 600
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	159 100
	7 733 600

Services à l'Assemblée (201-7)	
Traitements et salaires	2 323 600
Avantages sociaux	352 000
Transports et communications	1 102 400
Services	13 362 700
Fournitures et matériel	2 506 400
	19 647 100
Moins : Recouvrements d'autres activités	965 000
	18 682 100

Ressources à engager aux fins de la session (201-8)	
Services	210 200
Fournitures et matériel	456 500
	666 700

Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (201-9)	
Traitements et salaires	8 279 700
Avantages sociaux	450 000
Transports et communications	1 615 400
Services	1 062 900
	11 408 000

Services de soutien aux députés (201-10)	
Traitements et salaires	15 813 200
Avantages sociaux	2 343 900
Transports et communications	4 283 400
Services	1 979 800
Fournitures et matériel	4 003 300
	28 423 600

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Services de soutien aux groupes parlementaires (201-11)	$
Traitements et salaires	6 562 400
Avantages sociaux	899 200
Transports et communications	438 900
Services	1 374 500
Fournitures et matériel	1 173 400
	10 448 400

Commission sur le financement des élections (201-12)	
Traitements et salaires	535 100
Avantages sociaux	71 500
Services	738 500
Fournitures et matériel	179 500
	1 524 600

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (201-13)	
Traitements et salaires	3 353 800
Avantages sociaux	502 600
Transports et communications	164 900
Services	945 100
Fournitures et matériel	546 500
	5 512 900

Commission sur les conflits d'intérêts (201-14)	$
Traitements et salaires	68 300
Avantages sociaux	9 500
Services	178 500
Fournitures et matériel	105 000
	361 300

Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	2 074 700
Total — Programme du Bureau de l'Assemblée législative	107 384 900
TOTAL — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	107 384 900

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

SOMMAIRE

Le Bureau du directeur général des élections est responsable de l'application de la *Loi électorale de 1984*, de la tenue des élections générales et d'élections partielles à l'Assemblée législative; il effectue de la recherche, il informe le public et donne avis et conseils sur le processus électoral. Le Bureau est placé sous la direction du directeur général des élections qui rend compte directement à l'Assemblée législative du déroulement des élections.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
828 400		Bureau du directeur général des élections	183 000	645 400	1 785 168
828 400		**Total — Bureau du directeur général des élections**	183 000	645 400	1 785 168
—		**Moins : Crédits législatifs**	—	—	1 199 524
828 400	<	**TOTAL À VOTER**	183 000	645 400	585 644
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
828 400		Dépenses	183 000	645 400	1 785 168

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS:

Dans chacune des 130 circonscriptions électorales de la province, le Bureau assure la formation, la direction et la supervision du directeur du scrutin; il veille à la tenue de séances publiques d'information où sont expliqués la procédure électorale et les droits des personnes pendant les élections; il prépare et publie les cartes des sections de vote des circonscriptions électorales; il coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral; enfin, il autorise et supervise la location ou l'achat des installations, de l'équipement et des fournitures nécessaires dans les bureaux des directeurs du scrutin et les bureaux de vote, et approuve les paiements s'y rapportant.

Le Bureau dessert les ministères, les organismes et la population de manière continue grâce à des études historiques et comparatives, à des conseils et des avis en matière de politiques et à des renseignements généraux concernant le processus électoral.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
501		**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**			
1	828 400	Bureau du directeur général des élections	183 000	645 400	585 644
L	—	Loi électorale	—	—	1 199 524
	828 400	Total — Bureau du directeur général des élections	183 000	645 400	1 785 168
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	1 199 524
	828 400	**Montant à voter**	183 000	645 400	585 644

— NOTES —

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du directeur général des élections (501-1)	$
Traitements et salaires	726 700
Avantages sociaux	101 700
Total — Programme du Bureau du directeur général des élections	828 400
TOTAL — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	828 400

XXX. — L'OMBUDSMAN ONTARIO

SOMMAIRE

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman a le pouvoir d'enquêter sur toute plainte portée contre le gouvernement de l'Ontario ou l'un quelconque de ses 500 organismes, conseils ou commissions, et de recommander des mesures correctrices dans les cas où elle juge que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte; l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprendre une enquête lorsqu'elle estime qu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, est jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire. L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative; elle est neutre et indépendant des partis politiques et de l'appareil bureaucratique. L'ombudsman remet tous les ans un rapport à l'Assemblée législative et peut aussi, lorsqu'elle le juge à propos, soumettre des rapports spéciaux. Chaque demande est prise en considération; on a recours à un système d'orientation constamment élargi et gardé à jour. Afin d'assurer l'accessibilité aux services de l'ombudsman, on a ouvert dans la province neuf bureaux de district que l'on peut joindre par téléphone grâce à un numéro sans frais. Tous les services sont gratuits et la confidentialité est assurée.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
8 156 400		L'ombudsman Ontario	349 300	7 807 100	7 101 700
8 156 400		**Total — L'ombudsman Ontario**	349 300	7 807 100	7 101 700
8 156 400	<	**TOTAL À VOTER**	349 300	7 807 100	7 101 700
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
8 156 400		Dépenses	349 300	7 807 100	7 101 700

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	7 471 100	
1.2 Comptes publics 1988-1989		7 101 700
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1989-90	336 000	
	7 807 100	7 101 700

XXX. — L'OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE L'OMBUDSMAN ONTARIO :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un ''organisme gouvernemental'' et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par ''organisme gouvernemental'', on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3001		PROGRAMME ONTARIO L'OMBUDSMAN			
1	8 156 400	L'ombudsman	349 300	7 807 100	7 101 700
	8 156 400	Total — L'ombudsman Ontario	349 300	7 807 100	7 101 700

— NOTES —

XXX. — L'OMBUDSMAN ONTARIO

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

L'ombudsman (3001-1)	$
Traitements et salaires	5 321 900
Avantages sociaux	809 200
Transports et communications	497 600
Services	1 252 500
Fournitures et matériel	275 200
Total — Programme de l'ombudsman Ontario	8 156 400
TOTAL — L'OMBUDSMAN ONTARIO	8 156 400

XXXII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

SOMMAIRE

Le Bureau du vérificateur provincial a été créé en 1886; son fonctionnement est régi la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Le bureau effectue des tâches de vérification financière et d'optimisation des ressources. Il effectue également certaines vérifications sur demande spéciale. Fonctionnaire de l'Assemblée législative, le vérificateur provincial rend compte devant elle de l'utilisation des fonds publics.

1990-1991 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
$			$	$	$
7 779 000		Bureau du vérificateur provincial	98 600	7 680 400	6 431 418
7 779 000		**Total — Bureau du vérificateur provincial**	98 600	7 680 400	6 431 418
123 000		**Moins : Crédits législatifs**	27 800	95 200	106 602
7 656 000	<	**TOTAL À VOTER**	70 800	7 585 200	6 324 816
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 779 000		Dépenses	98 600	7 680 400	6 431 418

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1989-1990	7 428 200	
1.2 Comptes publics 1988-1989		6 431 418
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1989-1990	252 200	
	7 680 400	6 431 418

XXXII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

CRÉDIT et poste	1990-1991 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1989-1990 Prévisions	1988-1989 Dépenses
	$		$	$	$
3201		**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**			
1	7 656 000	Bureau du vérificateur provincial	70 800	7 585 200	6 324 816
L	123 000	Loi sur la vérification des comptes publics	27 800	95 200	106 602
	7 779 000	Total — Bureau du vérificateur provincial	98 600	7 680 400	6 431 418
	123 000	Moins : Crédits législatifs	27 800	95 200	106 602
	7 656 000	**Montant à voter**	70 800	7 585 200	6 324 816

— NOTES —

XXXII. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du vérificateur provincial (3201-1)	$
Traitements et salaires	5 167 000
Avantages sociaux	667 000
Transports et communications	277 000
Services	1 360 500
Fournitures et matériel	134 500
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	50 000
	7 656 000
Crédits législatifs	
Loi sur la vérification des comptes publics	123 000
Total — Programme du Bureau du vérificateur provincial	7 779 000
TOTAL — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 779 000

INDEX

	Page
A	
Association parlementaire du Commonwealth	3
B	
Bibliothèque de l'Assemblée législative	3
Bureau de l'Assemblée législative	1
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	5
Bureau du contrôleur	3
Bureau du directeur général des élections	7
Bureau du greffier	3
Bureau du président de l'Assemblée législative	3
Bureau du vérificateur provincial	15
C	
Commission sur le financement des élections	5
Commission sur les conflits d'intérêts	5
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	5
F	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	17
H	
Hansard	3
I	
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	3
O	
L'ombudsman Ontario	11
P	
Programme de stages de l'Assemblée législative	3
Programme du Bureau de l'Assemblée législative	2
Programme du Bureau du vérificateur provincial	16
S	
Service de télédiffusion et d'enregistrement	3
Services à l'Assemblée	3
Services de soutien aux députés	3
Services de soutien aux groupes parlementaires	5